



Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2026

www.cibc.com/francais

Le 26 février 2026

Message du président et chef de la direction

Vue d'ensemble des résultats

La Banque CIBC a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du premier trimestre clos le 31 janvier 2026.

Points saillants du premier trimestre

	T1 2026	T1 2025	T4 2025	Variation d'un exercice à l'autre	Variation d'un trimestre à l'autre
Produits	8 398 M\$	7 281 M\$	7 576 M\$	+15 %	+11 %
Résultat net comme présenté	3 100 M\$	2 171 M\$	2 180 M\$	+43 %	+42 %
Résultat net ajusté ¹	2 685 M\$	2 179 M\$	2 188 M\$	+23 %	+23 %
Résultat avant impôt et provisions ajusté ¹	4 079 M\$	3 415 M\$	3 408 M\$	+19 %	+20 %
Résultat dilué par action comme présenté	3,21 \$	2,19 \$	2,20 \$	+47 %	+46 %
Résultat dilué par action ajusté ¹	2,76 \$	2,20 \$	2,21 \$	+25 %	+25 %
Rendement des capitaux propres (RCP) applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté ²	20,2 %	15,2 %	14,1 %		
RCP ajusté ¹	17,4 %	15,3 %	14,1 %		
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen ^{2, 3}	1,61 %	1,50 %	1,59 %		
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (non détenu à des fins de négociation) ^{2, 3}	2,06 %	1,89 %	2,00 %		
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ⁴	13,4 %	13,5 %	13,3 %		

Les résultats du premier trimestre de 2026 ont été touchés par les éléments d'importance suivants qui ont donné lieu à une incidence positive de 0,45 \$ par action :

- un montant de 422 M\$ au titre de recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital;
- un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires⁴ s'est établi à 13,4 % au 31 janvier 2026, comparativement à 13,3 % à la fin du trimestre précédent. Au 31 janvier 2026, le ratio de levier⁴ et le ratio de liquidité à court terme⁴ de la Banque CIBC étaient respectivement de 4,4 % et 133 %.

Nous avons dégagé des résultats financiers robustes au premier trimestre de 2026, dont des produits d'un niveau record pour toutes les unités d'exploitation et un rendement des capitaux propres plus élevé, alors que nous avons accéléré la mise en œuvre de notre stratégie client dans le but de renforcer notre dynamisme et d'en offrir davantage à nos parties intéressées. Nous stimulons la croissance grâce aux relations solides que nous entretenons avec notre clientèle, tout en maintenant notre solidité financière et en gérant rigoureusement le risque, et nous travaillons en étroite collaboration avec les clients qui doivent composer avec un environnement opérationnel plus instable. Bon nombre de nos clients sont des chefs de file de leur secteur, et nous nous engageons à nous tenir à leur côté alors qu'ils investissent dans l'avenir afin de soutenir des secteurs clés de l'économie.

Rendement de nos activités essentielles

Services bancaires personnels et PME, région du Canada a enregistré un résultat net de 960 M\$ au premier trimestre, en hausse de 195 M\$, ou 25 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, du fait surtout de l'accroissement des produits, en partie contrebalancé par la hausse des charges autres que d'intérêts et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le résultat avant impôt et provisions ajusté¹ s'est chiffré à 1 743 M\$, en hausse de 273 M\$ par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, la progression des produits ayant été contrebalancée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts ajustées¹. La progression des produits s'explique essentiellement par la hausse de la marge d'intérêts nette et la croissance des prêts. L'augmentation des charges autres que d'intérêts ajustées¹ est principalement attribuable à la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques et de la rémunération des employés.

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR du rapport de gestion pour plus de précisions, y compris un rapprochement quantitatif des mesures conformes aux PCGR comme présentées et des charges autres que d'intérêts ajustées et du résultat net ajusté, aux pages 9 à 11, et du résultat avant impôt et provisions ajusté, à la page 12.

2) Se reporter à la section Glossaire pour plus de précisions sur la composition de ces mesures financières.

3) Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

4) Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et le ratio de levier, conformément à la ligne directrice Exigences de levier du BSIF, ces deux lignes directrices étant fondées sur le cadre normatif du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Risque de liquidité pour plus de précisions.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada a enregistré un résultat net de 647 M\$ au premier trimestre, en hausse de 56 M\$, ou 9 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, du fait surtout de l'accroissement des produits, en partie contrebalancé par la hausse des charges autres que d'intérêts et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le résultat avant impôt et provisions ajusté¹ s'est établi à 982 M\$, en hausse de 132 M\$ par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, l'augmentation des produits ayant été contrebalancée en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts. Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en lien avec la croissance des volumes et la hausse de la marge d'intérêts nette. Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté en lien avec la progression des produits tirés des honoraires, attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, l'augmentation des produits nets d'intérêts attribuable à la croissance des volumes et la hausse des produits tirés des commissions liée à l'intensification des activités des clients. Les charges ont augmenté du fait surtout de la hausse de la rémunération liée au rendement et des autres formes de rémunération des employés, ainsi que de l'accroissement des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis a enregistré un résultat net de 294 M\$ (212 M\$ US) au premier trimestre, en hausse de 38 M\$ (34 M\$ US ou 19 %) par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, du fait essentiellement de la progression des produits et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par l'augmentation des charges autres que d'intérêts. Le résultat avant impôt et provisions ajusté¹ s'est chiffré à 395 M\$ (285 M\$ US), en hausse de 13 M\$ (18 M\$ US ou 7 %) comparativement à celui du premier trimestre il y a un an, la progression des produits ayant été contrebalancée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts ajustées¹. Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté en raison essentiellement de l'accroissement du volume, de la hausse de la marge d'intérêts nette et de la progression des honoraires de consultation. Les produits de Gestion des avoirs ont diminué en raison principalement du recul des honoraires annuels liés au rendement des fonds communs de placement, contrebalancé en partie par la hausse des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion sous l'effet de l'appréciation des marchés. L'augmentation des charges autres que d'intérêts ajustées¹ est surtout attribuable à la progression de la rémunération des employés, y compris l'augmentation des coûts liés aux cessations d'emploi, le tout neutralisé en partie par une reprise de provision.

Marchés des capitaux a présenté un résultat net de 877 M\$ au premier trimestre, en hausse de 258 M\$, ou 42 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, ce qui découle surtout de la hausse des produits et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par l'accroissement des charges autres que d'intérêts. Le résultat avant impôt et provisions ajusté¹ a augmenté de 312 M\$, ou 36 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, la hausse des produits ayant été contrebalancée en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts. Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont augmenté à l'échelle de notre plateforme, en lien surtout avec la progression des produits tirés des opérations sur titres et sur marchandises et l'augmentation des produits tirés des activités de financement. Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté sous l'effet de l'intensification des activités de prise ferme de titres de participation et de créance, de la hausse des honoraires de consultation au titre de nos services de Banque d'investissement et de l'augmentation des produits tirés des activités de prêts et de dépôts pour les entreprises clientes. Les charges ont augmenté en lien avec la progression de la rémunération liée au rendement et de la rémunération des employés et la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

Voici quelques-unes des principales réalisations de notre banque au premier trimestre de 2026 :

- Gestion d'actifs CIBC a généré de solides résultats au chapitre des distributions et des rentrées d'actifs au premier trimestre. Selon la Securities and Investment Management Association (SIMA), Gestion d'actifs CIBC se classait au premier rang des six grandes banques pour ce qui est des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme en novembre et en décembre 2025 établies sur une base cumulée depuis le début de l'exercice.
- Marchés des capitaux CIBC a été nommé Conseiller financier de l'année en Amérique du Nord lors des prix IJInvestor pour la troisième année consécutive.
- La Banque CIBC a lancé un nouveau site Web qui propose à la clientèle autochtone un éventail de produits bancaires personnels, y compris des prêts à l'habitation pour les clients des Premières Nations, des renseignements sur les partenariats en matière de durabilité et des outils numériques d'ouverture de compte qui permettent aux clients de profiter d'offres exclusives. C'est une façon de plus pour la CIBC de s'assurer que ses clients autochtones reçoivent des conseils personnalisés, ainsi que des solutions et services bancaires sur mesure.
- CIBC Bank USA a été récompensée par Wolters Kluwer pour son initiative pour le logement (The CIBC Housing Initiative), un programme qui vise à stabiliser les quartiers par la remise en valeur de maisons unifamiliales inoccupées, saisies ou abandonnées dans les collectivités à revenu faible ou modeste.
- La Banque CIBC a été désignée comme l'un des 100 meilleurs employeurs au Canada et parmi les meilleurs employeurs pour les jeunes Canadiens par Mediacorp Canada Inc., ces deux marques de distinction lui étant ainsi attribuées pour la quatorzième année consécutive.
- La Banque CIBC a été reconnue par le magazine *Global Banking & Finance Review* comme la meilleure banque pour les jeunes et les étudiants du Canada en 2025 et a reçu le prix d'excellence en innovation dans le secteur des services bancaires aux étudiants au Canada en 2025.

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, s'il y a lieu.

Apporter davantage à nos collectivités

À la Banque CIBC, nous croyons que chaque idée est une possibilité. Nous investissons temps et ressources pour éliminer les obstacles à l'atteinte des objectifs et nous faisons la preuve qu'en unissant nos forces nous créons des changements positifs qui contribuent à l'essor de nos collectivités. Au cours du trimestre considéré :

- la Banque CIBC a annoncé, après la tenue de la 41^e Journée du miracle CIBC le 3 décembre 2025, qu'une somme de plus de 7 M\$ serait affectée à des organismes de bienfaisance au profit des enfants à l'échelle du globe, grâce à la générosité des membres de son équipe et de ses clients. Cette année, la Journée du miracle CIBC a élargi sa portée aux centres bancaires, et la Fondation CIBC a versé 1 000 \$ par centre bancaire à des causes locales touchant les enfants dans les collectivités partout au Canada et aux États-Unis;
- la 21^e Journée annuelle de hockey a permis de recueillir une somme de 2,45 M\$ grâce aux 28 équipes qui ont enfilé leurs patins au bénéfice de Centraide. Depuis 2004, plus de 19,5 M\$ ont été recueillis durant la Journée de hockey CIBC au bénéfice de Centraide;
- la Banque CIBC fait équipe avec ses employés, ses clients et ses collectivités pour faire la promotion de la santé masculine, en recueillant des fonds et en sensibilisant l'opinion publique à trois problèmes pressants liés à la santé masculine, soit le cancer de la prostate et le cancer des testicules, la santé mentale et la prévention du suicide. Lors de la dernière édition de Movember, les membres de l'Équipe CIBC ont amassé plus de 430 000 \$;
- la Banque CIBC a agi à titre de commanditaire principal du programme Le hockey pour vaincre le cancer en collaboration avec les Canadiens de Montréal, les Sénateurs d'Ottawa et les Blackhawks de Chicago. Divers événements ont notamment permis de recueillir 175 000 \$ pour le Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario, et un don de 25 000 \$ US a aussi été remis à l'organisme Cancer for College à Chicago.

Le président et chef de la direction,
Harry Culham

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

En 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (GTDAR) mis sur pied par le Financial Stability Board a publié son rapport intitulé Enhancing the Risk Disclosures of Banks, qui comportait 32 recommandations sur les informations à fournir. L'index ci-dessous renferme la liste de ces informations ainsi que leur emplacement. Les informations du groupe de travail sont présentées dans notre Rapport annuel 2025, notre rapport aux actionnaires trimestriel ainsi que dans nos documents d'information financière supplémentaire, qui se trouvent sur notre site Web (www.cibc.com/francais). Aucune information du site Web de la CIBC, y compris les documents d'information financière supplémentaire, ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes.

Sujets	Recommandations	Informations à fournir	Premier trimestre de 2026			Rapport annuel 2025
			Rapport de gestion	États financiers consolidés	Rapport au titre du troisième pilier et information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires	
					Pages	
Généralités	1	Index des informations en matière de risque – présente page				
	2	Terminologie et mesures en matière de risque	49–53		92–94	97–100
	3	Principaux risques et nouveaux risques	27–30			50–52
	4	Exigences liées aux ratios réglementaires futurs importants	22, 39–41	72	15, 25	33, 35–36, 72, 74, 157
Gouvernance du risque, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion du risque				43, 44
	6	Culture de risque et intérêt à l'égard du risque				42, 45–47
	7	Risques découlant des activités commerciales	30			42–49, 53
	8	Simulations de crise à l'échelle de la banque	33			31–32, 49, 57, 62, 68, 70
Suffisance des fonds propres et actif pondéré en fonction du risque	9	Fonds propres réglementaires minimums	21	73		31–33, 157
	10	Composantes de fonds propres et rapprochement avec le bilan réglementaire consolidé			14–17	35
	11	Tableau des flux de fonds propres réglementaires			18	36
	12	Gestion et planification des fonds propres				31, 33, 157
	13	Activités commerciales et actif pondéré en fonction du risque	30		5	37, 53
	14	Actif pondéré en fonction du risque et exigences en matière de fonds propres			3, 5, 6–7	34, 37
	15	Risque de crédit par portefeuille important			38–52, 59–68	55–60
	16	Tableau des variations de l'actif pondéré en fonction du risque			5, 11	35, 37
	17	Application d'essais à rebours aux modèles			91	49, 57
Liquidités	18	Actifs liquides	37			71
Financement	19	Actifs grevés	39			71, 76
	20	Échéance contractuelle des actifs, des passifs et des instruments hors bilan	43–44			75–77
	21	Stratégie et sources de financement	41			75
Risque de marché	22	Rapprochement des portefeuilles de négociation et des portefeuilles autres que de négociation avec le bilan consolidé	35			66
	23	Facteurs importants de risque de marché lié aux activités de négociation et autres que de négociation	35–36			65–69
	24	Hypothèses, limites et procédures de validation liées aux modèles				49, 65–69
	25	Simulations de crise et analyses de scénarios				31, 48, 49, 53, 68
Risque de crédit	26	Analyse des expositions au risque de crédit	31–34		12–13, 55–82, 87–90	58–64, 77
	27	Prêts douteux et techniques d'allègement	31, 33			133–140, 146, 148, 149, 171, 175
	28	Rapprochement de prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances	33	66		55, 62, 83, 116–117, 140
	29	Risque de crédit de contrepartie découlant de dérivés			69–70, 72, 90, 35 ¹⁾	62, 135
	30	Atténuation du risque de crédit	31		29, 69, 71, 90	55, 59, 126, 128
Autres risques	31	Autres risques	44			146, 148–150
	32	Discussion sur des situations de risque connues		74		55, 59, 148–150

1) Compris dans le document d'information financière supplémentaire.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est présenté afin de permettre aux lecteurs d'évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la CIBC au 31 janvier 2026 et pour le trimestre clos à cette date, comparativement aux périodes correspondantes. Le rapport de gestion doit être lu avec le Rapport annuel 2025 et les états financiers consolidés intermédiaires non audités compris dans le présent rapport. À moins d'indication contraire, toute l'information financière présentée dans le rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS ou PCGR) et tous les montants sont libellés en dollars canadiens (\$ CA). Certaines informations présentées dans le rapport de gestion ont été ombragées étant donné qu'elles font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Le rapport de gestion est en date du 25 février 2026. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedar.ca/accueil, et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 46 à 53.

Table des matières

2	Points saillants financiers du premier trimestre	27	Gestion du risque
3	Vue d'ensemble du rendement financier	27	Vue d'ensemble
3	Perspectives économiques	28	Principaux risques et nouveaux risques
4	Revue des résultats financiers	30	Risques découlant des activités commerciales
6	Revue de l'information financière trimestrielle	31	Risque de crédit
8	Mesures non conformes aux PCGR	35	Risque de marché
13	Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques	37	Risque de liquidité
13	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	44	Autres risques
15	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	44	Questions relatives à la comptabilité et au contrôle
16	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	44	Méthodes comptables critiques et estimations
18	Marchés des capitaux	44	Faits nouveaux en matière de comptabilité
19	Siège social et autres	45	Contrôles et procédures
20	Situation financière	45	Transactions entre parties liées
20	Revue du bilan consolidé résumé	46	Glossaire
21	Gestion des fonds propres		
26	Arrangements hors bilan		

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, et dans d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue des résultats financiers », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue de l'information financière trimestrielle », « Situation financière – Gestion des fonds propres », « Gestion du risque – Vue d'ensemble », « Gestion du risque – Principaux risques et nouveaux risques », « Gestion du risque – Risque de crédit », « Gestion du risque – Risque de marché », « Gestion du risque – Risque de liquidité » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion, et d'autres énoncés sur nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion du risque, nos priorités, nos cibles et nos engagements en matière de durabilité (dont ceux visant nos ambitions en matière de durabilité et les activités connexes), nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et nos perspectives pour l'année civile 2026 et les périodes subséquentes. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « estimer », « prévision », « cible », « engagement », « ambition », « objectif », « s'efforcer de », « projet » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. Par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Compte tenu des retombées économiques négatives que peuvent potentiellement engendrer les tarifs douaniers réellement imposés ou projetés par les États-Unis à l'endroit du Canada et d'autres pays et les contre-mesures tarifaires de ces pays, l'essoufflement du marché du travail et la situation politique incertaine aux États-Unis, les effets persistants des ententes de travail hybride et les taux d'intérêt élevés dans le secteur de l'immobilier aux États-Unis, ainsi que l'incidence de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient sur l'économie mondiale et les marchés financiers ainsi que sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, une plus grande part d'incertitude est forcément associée à nos hypothèses par comparaison avec les périodes précédentes. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : les politiques commerciales, dont les tarifs douaniers et les politiques gouvernementales pour réduire le risque tarifaire, et les tensions connexes, les pressions inflationnistes aux États-Unis; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale; les risques géopolitiques, y compris ceux découlant de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient; les effets des ententes de travail hybride mises en place après la pandémie; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque lié au comportement et les risques juridiques, le risque de réglementation et le risque environnemental; les fluctuations de change et de taux d'intérêt, y compris celles découlant de la volatilité du marché et du prix du pétrole; l'efficacité et la pertinence de nos processus et modèles de gestion et d'évaluation des risques; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités, y compris la norme commune de déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques et les réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe, les normes mondiales concernant la réforme relative aux fonds propres et à la liquidité élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, et la réglementation concernant la recapitalisation des banques, le système bancaire ouvert et le système de paiements au Canada; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et les lignes directrices réglementaires en matière de taux d'intérêt et de liquidité, et leur interprétation; l'exposition à des litiges ou à des questions réglementaires d'importance et leur résolution, notre capacité de faire appel avec succès en cas d'issue défavorable de ces affaires, ainsi que le calendrier, la détermination et le recouvrement des montants liés à ces affaires; l'incidence de modifications des normes, règles et interprétations comptables; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos notes de crédit; la situation politique et son évolution, y compris les modifications aux questions d'ordre économique; l'incidence possible sur nos activités des conflits internationaux, comme la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient, et d'actes terroristes; les catastrophes naturelles, les perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe; l'avènement d'urgences de santé publique ainsi que les politiques et mesures gouvernementales en découlant; la dépendance envers des tiers qui fournissent les infrastructures nécessaires à nos activités; les perturbations potentielles à l'égard de nos systèmes de technologies de l'information et de nos services; l'augmentation des risques liés à la cybersécurité pouvant comprendre le vol ou la divulgation d'actifs, l'accès non autorisé à de l'information sensible ou une perturbation des activités; le risque lié aux médias sociaux; les pertes découlant de fraudes internes ou externes; la lutte contre le blanchiment d'argent; l'exhaustivité et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie en ce qui a trait à nos clients et à nos contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous et nos sociétés affiliées ou nos entreprises associées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers, notamment les services bancaires en ligne et mobiles; l'évolution des technologies, y compris l'utilisation des données et de l'intelligence artificielle (IA) dans le cadre de nos activités; la place importante accordée aux dépenses d'investissement liées à l'IA pour stimuler la croissance aux États-Unis et les conséquences incertaines sur l'emploi qui en découleront; la tenue des marchés des capitaux mondiaux; les modifications à la politique monétaire et économique; la conjoncture économique et commerciale générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités, y compris l'augmentation du niveau d'endettement des ménages au Canada et des risques de crédit à l'échelle mondiale; les risques environnementaux et sociaux, y compris notre capacité à mettre en œuvre diverses initiatives en matière de durabilité en interne et avec nos clients dans les délais attendus et notre capacité à accroître la portée de nos produits et services de finance durable; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les produits que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'épargne; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés; notre capacité à réaliser nos stratégies et à mener à terme nos acquisitions et à intégrer les sociétés acquises et les coentreprises; le risque que les avantages attendus d'une acquisition, d'une fusion ou d'un dessaisissement ne se concrétisent pas dans les délais prévus ou qu'ils ne se concrétisent pas du tout; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs se fient indûment à ces énoncés prospectifs. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent rapport représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider nos actionnaires et les analystes financiers à comprendre notre situation financière, nos objectifs, nos priorités et nos attentes en matière de rendement financier aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

Points saillants financiers du premier trimestre

	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Non audité, aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les			
Résultats financiers (en millions de dollars)			
Produits nets d'intérêts	4 308 \$	4 132 \$	3 801 \$
Produits autres que d'intérêts	4 090	3 444	3 480
Total des produits	8 398	7 576	7 281
Dotation à la provision pour pertes sur créances	568	605	573
Charges autres que d'intérêts	4 329	4 179	3 878
Résultat avant impôt sur le résultat	3 501	2 792	2 830
Impôt sur le résultat	401	612	659
Résultat net	3 100 \$	2 180 \$	2 171 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	7 \$	6 \$	8 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	106	116	88
Porteurs d'actions ordinaires	2 987	2 058	2 075
Résultat net applicable aux actionnaires	3 093 \$	2 174 \$	2 163 \$
Mesures financières			
Coefficient d'efficacité comme présenté ¹	51,6 %	55,2 %	53,3 %
Levier d'exploitation comme présenté ¹	3,7 %	4,2 %	5,1 %
Coefficient de pertes sur créances ¹	0,35 %	0,34 %	0,31 %
Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté ¹	20,2 %	14,1 %	15,2 %
Marge d'intérêts nette ¹	1,48 %	1,47 %	1,37 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen ^{1, 2}	1,61 %	1,59 %	1,50 %
Rendement de l'actif moyen ^{1, 2}	1,06 %	0,77 %	0,78 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen ^{1, 2}	1,16 %	0,84 %	0,85 %
Taux d'impôt effectif comme présenté	11,4 %	21,9 %	23,3 %
Renseignements sur les actions ordinaires			
Par action (\$)			
– résultat de base	3,23 \$	2,21 \$	2,20 \$
– résultat dilué comme présenté	3,21	2,20	2,19
– dividendes	1,07	0,97	0,97
– valeur comptable ¹	63,00	62,33	59,57
Cours de clôture de l'action (\$)	125,84	116,21	91,55
Nombre d'actions en circulation (en milliers)			
– moyen pondéré de base	924 661	928 805	942 039
– moyen pondéré dilué	931 401	935 115	947 345
– à la fin de la période	920 350	926 614	940 081
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	115 817 \$	107 682 \$	86 064 \$
Mesures de valeur			
Rendement total pour les actionnaires	18,38 %	18,38 %	6,22 %
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	3,4 %	3,3 %	4,2 %
Ratio de versement de dividendes comme présenté ¹	33,1 %	43,8 %	44,1 %
Ratio cours/valeur comptable	2,00	1,86	1,54
Principaux résultats financiers et principales mesures financières – ajustés³			
Résultat net ajusté (en millions de dollars)	2 685 \$	2 188 \$	2 179 \$
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires ajusté (en millions de dollars)	2 572 \$	2 066 \$	2 083 \$
Coefficient d'efficacité ajusté	51,4 %	55,0 %	53,1 %
Levier d'exploitation ajusté	3,6 %	4,3 %	1,9 %
Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté	17,4 %	14,1 %	15,3 %
Taux d'impôt effectif ajusté	23,5 %	22,0 %	23,3 %
Résultat dilué par action ajusté	2,76 \$	2,21 \$	2,20 \$
Ratio de versement de dividendes ajusté	38,5 %	43,6 %	43,9 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)			
Trésorerie, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	333 697 \$	327 238 \$	320 852 \$
Prêts et acceptations, nets de la provision pour pertes sur créances	592 491	589 504	568 119
Total de l'actif	1 132 577	1 116 938	1 082 464
Dépôts	815 891	808 124	782 176
Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ¹	57 984	57 760	56 001
Actif moyen ²	1 154 882	1 118 611	1 098 807
Actif productif d'intérêts moyen ^{1, 2}	1 059 815	1 029 235	1 008 522
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires ^{1, 2}	58 566	57 896	54 163
Biens administrés ^{1, 4, 5}	4 050 614	3 998 199	3 620 681
Biens sous gestion ^{1, 5}	441 937	430 982	400 278
Mesures de qualité du bilan et mesures en matière de liquidité⁶			
Actif pondéré en fonction du risque (APR) (en millions de dollars)	361 829 \$	357 803 \$	341 930 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	13,4 %	13,3 %	13,5 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	15,4 %	15,1 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	17,7 %	17,4 %	17,3 %
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %	4,3 %
Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (CTAP)	32,1 %	31,9 %	31,4 %
Ratio de levier CTAP	9,1 %	9,0 %	8,9 %
Ratio de liquidité à court terme (LCR)	133 %	132 %	132 %
Ratio de liquidité à long terme (NSFR)	114 %	116 %	113 %
Autres renseignements			
Équivalents temps plein	50 469	49 824	48 698

1) Se reporter à la section Glossaire pour plus de précisions sur la composition de ces mesures financières.

2) Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

3) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Les mesures ajustées sont calculées de la même façon que les mesures comme présentées, mis à part le fait que l'information financière utilisée dans le calcul des mesures ajustées a été ajustée pour éliminer l'incidence des éléments d'importance. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, s'il y a lieu.

4) Comprendent le plein montant contractuel des biens administrés ou gardés par une contrepartie à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon de 3 158,2 G\$ (3 117,4 G\$ au 31 octobre 2025 et 2 793,7 G\$ au 31 janvier 2025).

5) Les biens sous gestion sont compris dans les montants présentés au titre des biens administrés.

6) L'APR et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le ratio de levier conformément à la ligne directrice Exigences de levier du BSIF et le ratio de liquidité à court terme (LCR) et le ratio de liquidité à long terme (NSFR) conformément à la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, toutes fondées sur le cadre normatif du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Risque de liquidité pour plus de précisions.

Vue d'ensemble du rendement financier

Perspectives économiques

L'incertitude commerciale actuelle à l'échelle mondiale crée un contexte difficile pour l'activité économique au Canada et partout dans le monde, la plupart des pays ayant instauré des politiques monétaires plus expansionnistes pour soutenir une croissance mondiale modérée en 2026.

L'administration fédérale des États-Unis se penchera sur la mise en œuvre de propositions de tarifs douaniers autres que celles qui ont été rejetées par les tribunaux et procédera à d'autres négociations commerciales, dont l'issue aura une incidence sur l'économie du pays et sur celles des partenaires commerciaux du pays, même si les tarifs douaniers devraient demeurer à des niveaux bien supérieurs à ceux d'avant 2025. Pour ce qui est du Canada, nous nous attendons à ce que certains progrès au chapitre de la réduction des tarifs douaniers imposés précédemment à des secteurs en particulier soient réalisés, mais nos perspectives reposent sur l'hypothèse que l'Accord Canada–États-Unis–Mexique sera prolongé et que le maintien d'un accès en franchise de droits tarifaires sera maintenu à l'égard des autres exportations de biens canadiens vers le marché des États-Unis.

La Chine continue de composer avec des tarifs douaniers plus élevés que ceux imposés aux autres pays. Si les tarifs douaniers sont maintenus aux niveaux actuels, nous nous attendons à un ralentissement de la croissance en Chine en 2026, malgré le soutien accru offert par les mesures de relance budgétaire. En Europe, nous devrions observer une légère augmentation de la croissance en 2026, portée par l'effet retardé des baisses de taux d'intérêt en 2025 et la hausse des dépenses liées à la défense dans certains pays. L'évolution des prix du pétrole reposera en grande partie de l'issue des tensions géopolitiques actuelles au Moyen-Orient, alors que nous anticipons que les prix des marchandises liées à l'électrification et à la production d'électricité continueront d'être solides.

La Banque du Canada ayant abaissé ses taux d'intérêt l'année passée, nous anticipons qu'elle maintiendra sa cible à 2,25 % en 2026 à l'appui de la demande sensible aux taux d'intérêt. Même si nous nous attendons à une diminution du taux de désinflation des prix de l'énergie et de certains produits importés, l'inflation devrait demeurer aux alentours de la cible de 2 %, en raison du ralentissement persistant sur le marché du travail qui aura pour effet de limiter les gains salariaux et le pouvoir d'achat de biens et services par les consommateurs. Étant donné que les politiques budgétaires n'auront que de faibles retombées positives cette année compte tenu du resserrement sur le plan provincial et de l'enveloppe d'effectifs à l'échelon fédéral, nous prévoyons que des mesures de stimulation pour des projets d'immobilisations importants verront plutôt le jour au cours des années ultérieures. Le PIB canadien devrait augmenter pour se fixer à 1,3 % pour l'ensemble de 2026, ce qui, conjugué au ralentissement de la croissance démographique, devrait faire en sorte que le taux de chômage diminue graduellement pour atteindre en moyenne 6,3 % d'ici le quatrième trimestre de l'année civile. Un conflit commercial mondial plus important, ou l'imposition par les États-Unis de tarifs douaniers plus élevés à l'endroit du Canada, en raison notamment d'une restructuration ou de la résiliation de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique, représente un risque de révision à la baisse de ces prévisions dont les répercussions dépendraient de la capacité d'amoindrir le choc commercial par des mesures de relance monétaire et budgétaire plus significatives.

L'économie des États-Unis éprouve des difficultés en raison du ralentissement de la croissance démographique et des répercussions des tarifs douaniers élevés sur le pouvoir d'achat des consommateurs et les coûts des entreprises. Les dépenses d'investissement importantes dans des projets liés à l'IA devraient se poursuivre, mais sans nécessairement augmenter la croissance d'une année à l'autre autant qu'en 2025. Malgré une inflation supérieure à la cible, la Réserve fédérale américaine a recommencé à abaisser les taux d'intérêt compte tenu du faible taux d'embauche, et devrait ramener le taux des fonds fédéraux sous la barre des 3,5 % au cours de l'année civile 2026. La croissance du PIB réel devrait atteindre 2,3 % pour l'ensemble de 2026, alors que le taux de chômage devrait se stabiliser pour s'établir à 4,4 %. Une baisse soutenue des taux d'intérêt à long terme pourrait être compromise par des déficits budgétaires encore plus élevés, mais les mesures de relance budgétaires et un assouplissement des politiques réglementaires devraient permettre de soutenir davantage la croissance économique en 2026. L'inflation devrait se stabiliser, à mesure que la poussée découlant de l'incidence des tarifs douaniers et des primes de régimes d'assurance-maladie sera compensée par la baisse de l'inflation des loyers, tandis que l'indice des prix à la consommation devrait s'établir en moyenne à 2,6 % en 2026.

En ce qui a trait à Services bancaires personnels, région du Canada, la croissance des prêts hypothécaires devrait se poursuivre au rythme actuel en 2026, le retour des acheteurs sur le marché en raison de la baisse des taux d'intérêt en 2025 étant contrebalancé par la perte de confiance des consommateurs et les mesures politiques visant à ralentir la croissance démographique. Nous prévoyons assister à une très faible amélioration de l'activité, liée à l'augmentation des dépenses discrétionnaires par habitant sous l'effet de la baisse des coûts d'emprunt, mais qui sera neutralisée par l'incertitude économique, ce qui se soldera par une légère hausse de la demande de crédit à la consommation autre qu'hypothécaire.

L'apaisement des préoccupations liées à l'incertitude sur le plan commercial et l'allègement des taux d'intérêt qui a eu lieu en 2025 devraient stimuler la croissance des prêts dans les activités de Groupe Entreprises et Services financiers aux entreprises au Canada en 2026. Bien que la croissance des prêts dans les activités de Groupe Entreprises aux États-Unis ait ralenti en raison de l'incertitude liée à l'évolution de la politique commerciale, nous nous attendons à ce que le niveau d'activité de placement des clients augmente à mesure que l'incertitude se dissipera et à la suite des baisses de taux d'intérêt attendues aux États-Unis, ce qui devrait entraîner une croissance des prêts plus importante si les clients n'utilisent pas leurs fonds en dépôts.

Les marchés financiers devraient profiter des baisses des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis. Les activités de Gestion des avoirs au Canada et aux États-Unis ont profité du rendement vigoureux du marché boursier dans les deux pays, et l'accroissement des biens sous gestion devrait être un facteur favorable en 2026. Les activités de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement devraient continuer de profiter des activités de fusions et acquisitions, et les émissions d'obligations de sociétés devraient reprendre à mesure que les dépenses d'investissement augmentent sous l'effet d'une moins grande incertitude liée aux tarifs douaniers en 2026.

Les perspectives économiques précitées reposent sur bon nombre d'hypothèses quant à l'incertitude en matière de politique commerciale, notamment en ce qui concerne la prolongation de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique, ainsi qu'aux risques économiques découlant des événements géopolitiques. Par conséquent, les résultats réels pourraient être très différents des résultats attendus. L'incidence de l'incertitude concernant la politique commerciale et des événements géopolitiques sur notre environnement de risque est décrite dans la section Principaux risques et nouveaux risques. Les variations du niveau d'incertitude économique continuent d'influer sur nos estimations et hypothèses comptables importantes, surtout en ce qui concerne l'estimation des pertes de crédit attendues. Se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle et à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions.

Revue des résultats financiers

Le résultat net comme présenté pour le trimestre considéré s'est établi à 3 100 M\$, en regard de 2 171 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2 180 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat net ajusté¹ pour le trimestre considéré s'est établi à 2 685 M\$, comparativement à 2 179 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 2 188 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action comme présenté pour le trimestre considéré s'est établi à 3,21 \$, en regard de 2,19 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2,20 \$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action ajusté¹ pour le trimestre considéré s'est établi à 2,76 \$, en regard de 2,20 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2,21 \$ au trimestre précédent.

Au cours du trimestre considéré, les éléments d'importance suivants ont entraîné une hausse des charges autres que d'intérêts de 10 M\$, ainsi qu'une diminution de l'impôt sur le résultat de 425 M\$ et une augmentation du résultat net de 415 M\$:

- un montant de 422 M\$ au titre de recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital (dans Siège social et autres);
- un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (4 M\$ après impôt dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et 3 M\$ après impôt dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis).

Résultats

En millions de dollars	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Résultats financiers			
Produits nets d'intérêts	4 308 \$	4 132 \$	3 801 \$
Produits autres que d'intérêts	4 090	3 444	3 480
Total des produits	8 398	7 576	7 281
Dotation à la provision pour pertes sur créances	568	605	573
Charges autres que d'intérêts	4 329	4 179	3 878
Résultat avant impôt sur le résultat	3 501	2 792	2 830
Impôt sur le résultat	401	612	659
Résultat net	3 100 \$	2 180 \$	2 171 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	7 \$	6 \$	8 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	106	116	88
Porteurs d'actions ordinaires	2 987	2 058	2 075
Résultat net applicable aux actionnaires	3 093 \$	2 174 \$	2 163 \$
Produits nets d'intérêts et marge d'intérêts nette			
Produits nets d'intérêts issus des activités autres que de négociation	4 671 \$	4 468 \$	4 118 \$
Produits nets d'intérêts issus des activités de négociation ²	(363)	(336)	(317)
Total des produits nets d'intérêts	4 308 \$	4 132 \$	3 801 \$
Actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins des activités de négociation	158 101	141 754	144 623
Actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins autres que des activités de négociation	901 714	887 481	863 899
Total de l'actif productif d'intérêts moyen	1 059 815 \$	1 029 235 \$	1 008 522 \$
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,61 %	1,59 %	1,50 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (exclusion faite des activités de négociation) ²	2,06 %	2,00 %	1,89 %
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances			
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	326 \$	340 \$	307 \$
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	99	40	13
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	78	40	107
Marchés des capitaux	10	71	7
Siège social et autres	7	6	12
Dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts douteux	520	497	446
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	120	163	121
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	(15)	12	26
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	(57)	(73)	(39)
Marchés des capitaux	(3)	6	14
Siège social et autres	3	-	5
Dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts productifs	48	108	127
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	568 \$	605 \$	573 \$

1) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, s'il y a lieu.

2) Se reporter aux sections Glossaire – Activités de négociation et produits nets d'intérêts issus des activités de négociation et Glossaire – Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (exclusion faite des activités de négociation) pour plus de précisions.

T1/26 vs T1/25

Le résultat net du trimestre s'est établi à 3 100 M\$, en hausse de 929 M\$, en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à une augmentation des produits et aux recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, présentés comme un élément d'importance, le tout neutralisé en partie par un accroissement des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont augmenté de 1 117 M\$, ou 15 %.

Les produits nets d'intérêts se sont accrus de 507 M\$, ou 13 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse de la marge d'intérêts nette liée aux activités autres que de négociation et à la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités, neutralisées en partie par la baisse des produits nets d'intérêts issus des activités de négociation. La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 11 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à l'accroissement des marges sur les dépôts et à la composition des activités avantageuse, contrebalancés en partie par la baisse de la marge d'intérêts nette liée aux activités de négociation.

Les produits autres que d'intérêts se sont accrus de 610 M\$, ou 18 %, sous l'effet surtout de l'augmentation des produits autres que d'intérêts tirés des activités de négociation, de la progression de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation, de la hausse des produits tirés des honoraires, de l'augmentation des profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et au coût amorti, montant net, et de l'accroissement des produits (pertes) découlant des résultats des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 568 M\$, en baisse de 5 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué du fait d'une évolution favorable de nos perspectives économiques et de l'incidence moins négative de la mise à jour des paramètres des modèles, le tout contrebalancé en partie par une migration du crédit désavantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, ce qui découle surtout d'une hausse de la dotation à la provision dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, et Services bancaires personnels et PME, région du Canada, contrebalancée en partie par une baisse de la dotation à la provision dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 451 M\$, ou 12 %, fait attribuable surtout à la progression de la rémunération liée au rendement, en raison notamment de changements apportés à nos hypothèses relatives à la date d'acquisition des droits, et d'autres formes de rémunération des employés, à l'augmentation des charges liées au matériel informatique, aux logiciels et au matériel de bureau, et à la hausse des honoraires professionnels.

La charge d'impôt sur le résultat a diminué de 258 M\$, ou 39 %. Le taux d'impôt effectif a été de 11,4 % par rapport à 23,3 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des recouvrements d'impôt sur le résultat de 422 M\$ en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, qui sont présentés à titre d'élément d'importance.

T1/26 vs T4/25

Le résultat net a augmenté de 920 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, du fait essentiellement de la hausse des produits, des recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, présentés comme un élément d'importance, et d'une dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée, le tout neutralisé en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont augmenté de 822 M\$, ou 11 %.

Les produits nets d'intérêts se sont accrus de 176 M\$, ou 4 %, du fait surtout de la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités et de la hausse de la marge d'intérêts nette liée aux activités autres que de négociation, contrebalancées en partie par le recul des produits nets d'intérêts issus des activités de négociation. La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 2 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la progression des marges sur les dépôts, neutralisée en partie par l'incidence négative de la marge d'intérêts nette liée aux activités de négociation.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 646 M\$, ou 19 %, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des produits autres que d'intérêts issus des activités de négociation, de la progression de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation, de la hausse des produits tirés des honoraires, de l'augmentation des profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, et de l'accroissement des produits (pertes) découlant des résultats des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 37 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a baissé du fait d'une évolution favorable de nos perspectives économiques et de la migration du crédit moins désavantageuse, le tout neutralisé en partie par l'incidence négative de la mise à jour des paramètres des modèles au trimestre considéré. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, ce qui découle surtout d'une hausse de la dotation à la provision dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, et Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, contrebalancée en partie par une baisse de la dotation à la provision dans Marchés des capitaux et Services bancaires personnels et PME, région du Canada.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 150 M\$, ou 4 %, fait attribuable surtout à la progression de la rémunération liée au rendement, notamment en raison de changements apportés à nos hypothèses relatives à la date d'acquisition des droits, et d'autres formes de rémunération des employés, le tout compensé en partie par la baisse des charges liées au matériel informatique, aux logiciels et au matériel de bureau, des frais d'occupation et des charges liées à la publicité et à l'expansion des affaires.

La charge d'impôt sur le résultat a diminué de 211 M\$, ou 34 %. Le taux d'impôt effectif a été de 11,4 % par rapport à 21,9 %, au trimestre précédent en raison surtout des recouvrements d'impôt sur le résultat de 422 M\$ en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, qui sont présentés à titre d'élément d'importance.

Change

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion du dollar américain (\$ US) sur les principaux postes de notre compte de résultat consolidé intermédiaire qui découle de fluctuations de taux de change moyens.

	31 janv. 2026 par rapport au 31 janv. 2025	31 janv. 2026 par rapport au 31 oct. 2025
En millions de dollars, sauf les montants par action, pour les trois mois clos les		
Augmentation (diminution) estimative des éléments suivants :		
Total des produits	(57) \$	- \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	(3)	-
Charges autres que d'intérêts	(26)	-
Impôt sur le résultat	(9)	-
Résultat net (perte nette)	(19)	-
Incidence sur le résultat par action :		
De base	(0,02) \$	- \$
Dilué	(0,02)	-
Appréciation (dépréciation) moyenne du \$ US par rapport au \$ CA	(3,0) %	- %

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les montants par action, pour les trois mois clos les

	2026				2025			2024
	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avr.	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avr.
Produits								
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	3 295 \$	3 188 \$	3 061 \$	2 859 \$	2 923 \$	2 842 \$	2 775 \$	2 646 \$
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	1 923	1 836	1 723	1 640	1 703	1 602	1 523	1 456
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	874	810	790	769	847	733	731	669
Marchés des capitaux ¹	2 017	1 523	1 506	1 545	1 574	1 155	1 092	1 243
Siège social et autres ¹	289	219	174	209	234	285	483	150
Total des produits	8 398 \$	7 576 \$	7 254 \$	7 022 \$	7 281 \$	6 617 \$	6 604 \$	6 164 \$
Produits nets d'intérêts	4 308 \$	4 132 \$	4 048 \$	3 788 \$	3 801 \$	3 633 \$	3 532 \$	3 281 \$
Produits autres que d'intérêts	4 090	3 444	3 206	3 234	3 480	2 984	3 072	2 883
Total des produits	8 398	7 576	7 254	7 022	7 281	6 617	6 604	6 164
Dotation à la provision pour pertes sur créances	568	605	559	605	573	419	483	514
Charges autres que d'intérêts	4 329	4 179	3 976	3 819	3 878	3 791	3 682	3 501
Résultat avant impôt sur le résultat	3 501	2 792	2 719	2 598	2 830	2 407	2 439	2 149
Impôt sur le résultat	401	612	623	591	659	525	644	400
Résultat net	3 100 \$	2 180 \$	2 096 \$	2 007 \$	2 171 \$	1 882 \$	1 795 \$	1 749 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	7 \$	6 \$	2 \$	9 \$	8 \$	8 \$	9 \$	10 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	106	116	82	78	88	72	63	61
Porteurs d'actions ordinaires	2 987	2 058	2 012	1 920	2 075	1 802	1 723	1 678
Résultat net applicable aux actionnaires	3 093 \$	2 174 \$	2 094 \$	1 998 \$	2 163 \$	1 874 \$	1 786 \$	1 739 \$
Résultat par action – de base	3,23 \$	2,21 \$	2,16 \$	2,05 \$	2,20 \$	1,91 \$	1,83 \$	1,79 \$
– dilué	3,21	2,20	2,15	2,04	2,19	1,90	1,82	1,79

¹⁾ Depuis le troisième trimestre de 2024, l'information relative à certains dividendes reçus à compter du 1^{er} janvier 2024 n'est plus tenue d'être présentée sur une base d'imposition équivalente (BIE). Au troisième trimestre de 2024, les mesures visant le refus de la déduction des dividendes reçus ont donné lieu à une reprise des produits présentés sur une BIE au titre des dividendes reçus depuis le 1^{er} janvier 2024 qui avaient été présentés à titre d'élément d'importance aux premier et deuxième trimestres de 2024. Avant le troisième trimestre de 2024, les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux étaient présentés sur une BIE, et les montants compensatoires équivalents étaient inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat présentés dans Siège social et autres.

Les facteurs saisonniers ont une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le deuxième trimestre compte moins de jours que les autres trimestres, ce qui engendre généralement une diminution des résultats. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et sur les marchés des capitaux.

Produits

Les produits tirés des activités de prêt et de dépôt dépendent habituellement de la croissance des volumes, des honoraires tirés des activités transactionnelles des clients et de l'environnement des taux d'intérêt. Nos activités de gestion des avoirs sont arrimées aux activités de ventes nettes, qui ont une incidence sur les biens sous gestion et les biens administrés, au niveau d'activité de placement de nos clients et à la conjoncture du marché. Les produits de Marchés des capitaux sont également tributaires, dans une mesure importante, de la conjoncture des marchés qui a une incidence sur l'activité de négociation des clients, sur les activités de prise ferme ainsi que sur les activités de services consultatifs.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada a profité de l'accroissement des prêts et des dépôts au cours des périodes susmentionnées, porté par la croissance interne liée aux clients ainsi que l'élargissement et l'approfondissement des liens avec la clientèle.

Les produits de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada ont profité de la croissance des volumes de Groupe Entreprises et de l'optimisme des investisseurs dans Gestion des avoirs. Pour Groupe Entreprises, la croissance des produits a été soutenue par la demande des clients qui s'est intensifiée depuis la fin de 2024. Pour Gestion des avoirs, la croissance des biens administrés et des biens sous gestion ainsi que des produits d'honoraires connexes a été portée par l'appréciation du marché et la vigueur des ventes dans l'ensemble de nos canaux de distribution.

Les produits de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis ont continué de profiter d'une croissance dans nos activités essentielles, appuyée par la mise en œuvre continue de notre stratégie d'approfondissement des relations avec les clients. Les volumes de prêts ont connu une période de croissance depuis le deuxième trimestre de 2024, à l'exception du quatrième trimestre de 2025, au cours duquel des remboursements élevés ont été effectués au titre des prêts. Le recours à des facilités de crédit renouvelables est resté faible. Les soldes de dépôts sont en progression depuis le deuxième trimestre de 2024, mis à part le recul observé au cours des deuxième et troisième trimestres de 2025, ce qui découlait principalement des sorties de dépôts de nature saisonnière et du décaissement des placements à court terme. Pour Gestion des avoirs, la croissance des biens sous gestion a contribué à la hausse des produits d'honoraires. Cette tendance positive a été portée par l'appréciation du marché, malgré la volatilité observée au cours du premier semestre de 2025.

Les produits de négociation de Marchés des capitaux en 2025 ont été constamment plus élevés que ceux de 2024, portés par une conjoncture des marchés robuste et l'intensification des activités des clients. Les résultats du troisième trimestre de 2024 comprenaient une reprise de l'ajustement sur une BIE liée à l'incidence du refus de la déduction des dividendes reçus par les banques canadiennes, présentée à titre d'élément d'importance. Au premier trimestre de 2026, la vigueur des produits de négociation et l'intensification des activités de prise ferme et de services consultatifs se sont maintenues.

Les produits de Siège social et autres reflètent l'incidence de l'accroissement des marges d'intérêts nettes de Services bancaires internationaux dans le contexte de hausse des taux d'intérêt jusqu'au troisième trimestre de 2024. Au troisième trimestre de 2024, l'accroissement des produits de trésorerie et une reprise du montant compensatoire équivalent à l'ajustement sur une BIE liée à l'incidence du refus de la déduction des dividendes reçus par les banques canadiennes, présentée à titre d'élément d'importance, ont été comptabilisés. Les résultats du troisième trimestre de 2025 tiennent compte de pertes sur investissements et de pertes de valeur sur les titres de créance dans Services bancaires internationaux. La quote-part du résultat des placements détenus dans notre portefeuille d'investissements stratégiques a été comptabilisée au premier trimestre de 2026.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit, de la performance au chapitre du crédit dans les portefeuilles de prêts ainsi que de l'évolution de nos perspectives économiques. Nous menons nos activités dans un contexte macroéconomique incertain qui fait appel à une part de jugement considérable aux fins de l'estimation des pertes sur créances attendues.

L'incertitude sur le plan de la politique commerciale s'est répercutée sur notre dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs à l'exercice 2025 et au premier trimestre de 2026. Une migration du crédit désavantageuse dans le secteur de l'immobilier et de la construction aux États-Unis a également pesé sur notre dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs aux États-Unis au cours des deuxième et troisième trimestres de 2024 et du quatrième trimestre de 2025.

Pour Services bancaires personnels et PME, région du Canada, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été conforme aux attentes à l'exercice 2025 et au premier trimestre de 2026, reflet du cadre macroéconomique défavorable pour les portefeuilles de détail.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus importante a été comptabilisée pour le troisième trimestre de 2024, les deuxième et quatrième trimestres de 2025, et le premier trimestre de 2026.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux inscrite au deuxième trimestre de 2024 a été essentiellement attribuable au secteur de l'immobilier et de la construction. Des pertes de valeur ont également été comptabilisées dans ce secteur au quatrième trimestre de 2024, aux premier, troisième et quatrième trimestres de 2025 et au premier trimestre de 2026.

Pour Marchés des capitaux, une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été comptabilisée aux troisième et quatrième trimestres de 2024 et aux troisième et quatrième trimestres de 2025.

Pour Siège social et autres, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux dans Services bancaires internationaux est demeurée relativement stable.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté au cours de la période présentée, en raison surtout des charges liées à la rémunération des employés et aux dépenses liées aux initiatives stratégiques et aux autres initiatives. Une provision pour procédures judiciaires plus élevée a été inscrite au premier trimestre de 2025 et de 2026.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat fluctue en fonction des variations du revenu imposable dans les territoires desquels le résultat provient. Les résultats du troisième trimestre de 2024 tenaient compte d'une charge d'impôt sur le résultat liée à l'incidence du refus de la déduction des dividendes reçus par les banques canadiennes et présentée à titre d'élément d'importance. Au premier trimestre de 2026, des recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital ont été présentés comme un élément d'importance.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous avons recours à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité, tel qu'il est décrit ci-après. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR (IFRS), tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR, qui comprennent des mesures financières non conformes aux PCGR et des ratios non conformes aux PCGR décrits dans le *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières*, peuvent permettre aux investisseurs de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes.

Mesures ajustées

La direction évalue les résultats comme présentés et ajustés et juge que ces mesures de performance sont toutes deux utiles. Les mesures ajustées, qui comprennent le total des produits ajusté, la dotation à la provision pour pertes sur créances ajustée, les charges autres que d'intérêts ajustées, le résultat avant impôt sur le résultat ajusté, l'impôt sur le résultat ajusté et le résultat net ajusté, qui s'ajoutent aux mesures ajustées décrites ci-après, excluent les éléments d'importance des résultats comme présentés aux fins du calcul de nos résultats ajustés. Les éléments d'importance comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles et certains éléments d'importance qui surviennent de temps à autre et qui ne reflètent pas, selon la direction, le rendement des activités sous-jacentes. Nous sommes d'avis que les mesures ajustées permettent au lecteur de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes tout en facilitant une analyse plus éclairée des tendances. Bien que nous croyions que ces mesures ajustées permettent de faciliter les comparaisons entre nos résultats et ceux des autres banques canadiennes qui font des ajustements similaires dans leurs informations publiques, il faut préciser qu'il n'y a pas de signification normalisée des mesures ajustées selon les PCGR.

Se reporter à la section Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques et à la note 29 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions.

Résultat dilué par action ajusté

Nous ajustons le résultat dilué par action comme présenté pour éliminer l'incidence des éléments d'importance, nette de l'impôt sur le résultat, aux fins du calcul du résultat dilué par action ajusté.

Coefficient d'efficacité ajusté

Nous ajustons les produits et les charges autres que d'intérêts comme présentés pour éliminer l'incidence des éléments d'importance.

Levier d'exploitation ajusté

Nous ajustons les produits et les charges autres que d'intérêts comme présentés pour éliminer l'incidence des éléments d'importance.

Ratio de versement de dividendes ajusté

Nous ajustons le résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté pour éliminer l'incidence des éléments d'importance, nette de l'impôt sur le résultat, aux fins du calcul du ratio de versement des dividendes ajusté.

Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté

Nous ajustons le résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté pour éliminer l'incidence des éléments d'importance, nette de l'impôt sur le résultat, aux fins du calcul du rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté.

Taux d'impôt effectif ajusté

Nous ajustons le résultat avant impôt sur le résultat comme présenté et l'impôt sur le résultat comme présenté pour éliminer l'incidence des éléments d'importance aux fins du calcul du taux d'impôt effectif ajusté.

Résultat avant impôt et provisions

Le résultat avant impôt et provisions correspond aux produits, nets des charges autres que d'intérêts, et fournit aux lecteurs une évaluation de notre capacité à dégager un résultat pour couvrir les pertes de crédit au cours du cycle de crédit, ainsi qu'une base supplémentaire aux fins de la comparaison du rendement des activités sous-jacentes entre les périodes, en excluant l'incidence de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ce qui nécessite que des jugements soient posés et que des estimations soient faites à l'égard de questions qui sont incertaines et qui peuvent varier de façon importante d'une période à l'autre. Nous ajustons le résultat avant impôt et provisions pour éliminer l'incidence des éléments d'importance aux fins du calcul du résultat avant impôt et provisions ajusté. Comme il a été énoncé précédemment, nous sommes d'avis que les mesures ajustées permettent au lecteur de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes tout en facilitant une analyse plus éclairée des tendances.

Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis

Les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires sont répartis entre les unités d'exploitation stratégiques en fonction du montant estimé des fonds propres réglementaires nécessaires pour soutenir leurs activités, comme il a été déterminé pour la banque au niveau consolidé selon les exigences en matière de fonds propres réglementaires et les cibles internes du BSIF. Les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires non répartis sont présentés dans Siège social et autres. La répartition du capital sur cette base fournit un cadre cohérent pour évaluer le rendement de chaque unité d'exploitation stratégique, proportionnellement au risque pris. Se reporter à la section Risques découlant des activités commerciales pour plus de précisions.

Rendement des capitaux propres sectoriel

Nous utilisons le rendement des capitaux propres sectoriel comme l'une des mesures permettant d'évaluer le rendement et de prendre des décisions sur la répartition des ressources. Le rendement des capitaux propres pour l'ensemble de la CIBC fournit une mesure du rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires, alors que le rendement des capitaux propres sectoriel offre une mesure semblable fondée sur les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis entre les unités d'exploitation stratégiques. Par conséquent, le rendement des capitaux propres sectoriel est un ratio non conforme aux PCGR. Le rendement des capitaux propres sectoriel correspond au résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires pour chaque unité d'exploitation stratégique, exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis, soit la moyenne des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis mensuels au cours de la période. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, un changement apporté à notre méthode de répartition en tenant compte de l'APR et de l'exposition aux fins du ratio de levier de chaque unité d'exploitation stratégique a été appliqué, ce qui a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net (de la perte nette) applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net (de la perte nette) applicable aux porteurs d'actions ordinaires des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur le rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté et ajusté consolidé de la banque.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR par secteur.

	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les trois mois clos le 31 janvier 2026							
Résultats d'exploitation – comme présentés							
Total des produits	3 295 \$	1 923 \$	874 \$	2 017 \$	289 \$	8 398 \$	630 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	446	84	21	7	10	568	15
Charges autres que d'intérêts	1 558	941	483	836	511	4 329	348
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 291	898	370	1 174	(232)	3 501	267
Impôt sur le résultat	331	251	76	297	(554)	401	55
Résultat net	960	647	294	877	322	3 100	212
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	7	7	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	12	6	5	41	42	106	3
Porteurs d'actions ordinaires	948	641	289	836	273	2 987	209
Résultat net applicable aux actionnaires	960	647	294	877	315	3 093	212
Résultat dilué par action (\$)						3,21 \$	
Incidence des éléments d'importance¹							
Charges autres que d'intérêts							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(6) \$	- \$	(4) \$	- \$	- \$	(10) \$	(3) \$
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(6)	-	(4)	-	-	(10)	(3)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	6	-	4	-	-	10	3
Impôt sur le résultat							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	-	1	-	-	3	1
Recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital	-	-	-	-	422	422	-
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	2	-	1	-	422	425	1
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	4 \$	- \$	3 \$	- \$	(422) \$	(415) \$	2 \$
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)²						(0,45) \$	
Résultats d'exploitation – ajustés³							
Total des produits – ajusté	3 295 \$	1 923 \$	874 \$	2 017 \$	289 \$	8 398 \$	630 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances – ajustée	446	84	21	7	10	568	15
Charges autres que d'intérêts – ajustées	1 552	941	479	836	511	4 319	345
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat – ajusté(e)	1 297	898	374	1 174	(232)	3 511	270
Impôt sur le résultat – ajusté	333	251	77	297	(132)	826	56
Résultat net (perte nette) – ajusté(e)	964	647	297	877	(100)	2 685	214
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle – ajusté	-	-	-	-	7	7	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – ajusté	12	6	5	41	42	106	3
Porteurs d'actions ordinaires – ajusté	952	641	292	836	(149)	2 572	211
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires – ajusté(e)	964	647	297	877	(107)	2 678	214
Résultat dilué par action ajusté (\$)						2,76 \$	

1) Les éléments d'importance sont exclus des résultats comme présentés aux fins du calcul des résultats ajustés.

2) Tient compte de l'incidence des écarts découlant de l'arrondissement entre le résultat dilué par action et le résultat dilué par action ajusté.

3) Montant ajusté pour ne pas tenir compte de l'incidence des éléments d'importance. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR par secteur.

	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les trois mois clos le 31 octobre 2025							
Résultats d'exploitation – comme présentés							
Total des produits	3 188 \$	1 836 \$	810 \$	1 523 \$	219 \$	7 576 \$	584 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	503	52	(33)	77	6	605	(24)
Charges autres que d'intérêts	1 612	957	500	710	400	4 179	360
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 073	827	343	736	(187)	2 792	248
Impôt sur le résultat	277	224	68	188	(145)	612	49
Résultat net (perte nette)	796	603	275	548	(42)	2 180	199
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	6	6	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	116	116	-
Porteurs d'actions ordinaires	796	603	275	548	(164)	2 058	199
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires	796	603	275	548	(48)	2 174	199
Résultat dilué par action (\$)						2,20 \$	
Incidence des éléments d'importance¹							
Charges autres que d'intérêts							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(7) \$	- \$	(4) \$	- \$	- \$	(11) \$	(3) \$
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(7)	-	(4)	-	-	(11)	(3)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	7	-	4	-	-	11	3
Impôt sur le résultat							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	-	1	-	-	3	1
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	2	-	1	-	-	3	1
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	5 \$	- \$	3 \$	- \$	- \$	8 \$	2 \$
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)²						0,01 \$	
Résultats d'exploitation – ajustés³							
Total des produits – ajusté	3 188 \$	1 836 \$	810 \$	1 523 \$	219 \$	7 576 \$	584 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances – ajustée	503	52	(33)	77	6	605	(24)
Charges autres que d'intérêts – ajustées	1 605	957	496	710	400	4 168	357
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat – ajusté(e)	1 080	827	347	736	(187)	2 803	251
Impôt sur le résultat – ajusté	279	224	69	188	(145)	615	50
Résultat net (perte nette) – ajusté(e)	801	603	278	548	(42)	2 188	201
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle – ajusté	-	-	-	-	6	6	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – ajusté	-	-	-	-	116	116	-
Porteurs d'actions ordinaires – ajusté	801	603	278	548	(164)	2 066	201
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires – ajusté(e)	801	603	278	548	(48)	2 182	201
Résultat dilué par action ajusté (\$)						2,21 \$	

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR par secteur.

	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les trois mois clos le 31 janvier 2025							
Résultats d'exploitation – comme présentés							
Total des produits	2 923 \$	1 703 \$	847 \$	1 574 \$	234 \$	7 281 \$	592 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	428	39	68	21	17	573	48
Charges autres que d'intérêts	1 460	853	470	705	390	3 878	329
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 035	811	309	848	(173)	2 830	215
Impôt sur le résultat	270	220	53	229	(113)	659	37
Résultat net (perte nette)	765	591	256	619	(60)	2 171	178
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	8	8	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	88	88	-
Porteurs d'actions ordinaires	765	591	256	619	(156)	2 075	178
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires	765	591	256	619	(68)	2 163	178
Résultat dilué par action (\$)						2,19 \$	
Incidence des éléments d'importance¹							
Charges autres que d'intérêts							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(7) \$	- \$	(5) \$	- \$	- \$	(12) \$	(4) \$
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(7)	-	(5)	-	-	(12)	(4)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	7	-	5	-	-	12	4
Impôt sur le résultat							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	-	2	-	-	4	2
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	2	-	2	-	-	4	2
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	5 \$	- \$	3 \$	- \$	- \$	8 \$	2 \$
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)²						0,01 \$	
Résultats d'exploitation – ajustés³							
Total des produits – ajusté	2 923 \$	1 703 \$	847 \$	1 574 \$	234 \$	7 281 \$	592 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances – ajustée	428	39	68	21	17	573	48
Charges autres que d'intérêts – ajustées	1 453	853	465	705	390	3 866	325
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat – ajusté(e)	1 042	811	314	848	(173)	2 842	219
Impôt sur le résultat – ajusté	272	220	55	229	(113)	663	39
Résultat net (perte nette) – ajusté(e)	770	591	259	619	(60)	2 179	180
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle – ajusté	-	-	-	-	8	8	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – ajusté	-	-	-	-	88	88	-
Porteurs d'actions ordinaires – ajusté	770	591	259	619	(156)	2 083	180
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires – ajusté(e)	770	591	259	619	(68)	2 171	180
Résultat dilué par action ajusté (\$)						2,20 \$	

Se reporter aux notes de bas de page des pages précédentes

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre le résultat net (comme présenté) conforme aux PCGR et le résultat avant impôt et provisions (ajusté) non conforme aux PCGR par secteur.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les		Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
31 janv.	Résultat net	960 \$	647 \$	294 \$	877 \$	322 \$	3 100 \$	212 \$
2026	Ajouter : dotation à la provision pour pertes sur créances	446	84	21	7	10	568	15
	Ajouter : impôt sur le résultat	331	251	76	297	(554)	401	55
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ¹	1 737	982	391	1 181	(222)	4 069	282
	Incidence avant impôt des éléments d'importance ²	6	-	4	-	-	10	3
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ajusté(e) ³	1 743 \$	982 \$	395 \$	1 181 \$	(222) \$	4 079 \$	285 \$
31 oct.	Résultat net (perte nette)	796 \$	603 \$	275 \$	548 \$	(42) \$	2 180 \$	199 \$
2025	Ajouter : dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	503	52	(33)	77	6	605	(24)
	Ajouter : impôt sur le résultat	277	224	68	188	(145)	612	49
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ¹	1 576	879	310	813	(181)	3 397	224
	Incidence avant impôt des éléments d'importance ²	7	-	4	-	-	11	3
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ajusté(e) ³	1 583 \$	879 \$	314 \$	813 \$	(181) \$	3 408 \$	227 \$
31 janv.	Résultat net (perte nette)	765 \$	591 \$	256 \$	619 \$	(60) \$	2 171 \$	178 \$
2025	Ajouter : dotation à la provision pour pertes sur créances	428	39	68	21	17	573	48
	Ajouter : impôt sur le résultat	270	220	53	229	(113)	659	37
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ¹	1 463	850	377	869	(156)	3 403	263
	Incidence avant impôt des éléments d'importance ²	7	-	5	-	-	12	4
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ajusté(e) ³	1 470 \$	850 \$	382 \$	869 \$	(156) \$	3 415 \$	267 \$

1) Mesure non conforme aux PCGR.

2) Les éléments d'importance sont exclus des résultats comme présentés aux fins du calcul des résultats ajustés.

3) Montant ajusté pour ne pas tenir compte de l'incidence des éléments d'importance. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR.

Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégiques : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégiques bénéficient du soutien des groupes fonctionnels suivants qui font tous partie de Siège social et autres : Bureau principal de l'administration, Technologie, Données et IA, réseau mondial, Gestion du risque, Personnel, culture et talent, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC Caribbean Bank Limited (CIBC Caribbean) et d'autres placements de portefeuille, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les principales méthodes et hypothèses utilisées dans la présentation des résultats financiers des unités d'exploitation stratégiques sont présentées à la page 16 de notre Rapport annuel 2025.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada

Services bancaires personnels et PME, région du Canada offre aux clients au Canada des solutions, des services et des conseils financiers par l'entremise des membres spécialisés de son équipe qui œuvrent dans ses centres bancaires et ses centres de contact, ainsi qu'au moyen de ses plateformes de services bancaires mobiles et en direct de pointe qui les aident à faire de leurs idées une réalité.

Résultats¹

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Produits	3 295 \$	3 188 \$	2 923 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	326	340	307
Prêts productifs	120	163	121
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	446	503	428
Charges autres que d'intérêts	1 558	1 612	1 460
Résultat avant impôt sur le résultat	1 291	1 073	1 035
Impôt sur le résultat	331	277	270
Résultat net	960 \$	796 \$	765 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	12	-	-
Porteurs d'actions ordinaires ²	948	796	765
Résultat net applicable aux actionnaires	960 \$	796 \$	765 \$
Total des produits			
Produits nets d'intérêts	2 652 \$	2 572 \$	2 326 \$
Produits autres que d'intérêts ³	643	616	597
	3 295 \$	3 188 \$	2 923 \$
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	3,11 %	3,02 %	2,77 %
Coefficient d'efficacité	47,3 %	50,6 %	49,9 %
Levier d'exploitation	6,0 %	2,0 %	2,2 %
Rendement des capitaux propres ⁴	29,3 %	25,3 %	24,7 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁴	12 853 \$	12 473 \$	12 288 \$
Équivalents temps plein ⁵	17 498	13 827	13 862

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion de la répartition selon le responsable du produit segment de clientèle-canal de distribution.

4) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

5) La variation du nombre d'équivalents temps plein comprend l'incidence nette des transferts d'équivalents temps plein de Siège social et autres à Services bancaires personnels et PME, région du Canada, pour mieux tenir compte du fait que certaines fonctions offrent un soutien direct aux secteurs d'activité, et l'incidence nette des transferts d'équivalents temps plein de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, à Siège social et autres pour refléter la centralisation de certaines fonctions administratives au sein de Siège social et autres. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes sont présentés dans les résultats de la période considérée de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts ou de la comptabilisation directe par le secteur d'activité.

T1/26 vs T1/25

Le résultat net du trimestre s'est établi à 960 M\$, en hausse de 195 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à une augmentation des produits, neutralisée en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts et une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créance.

Les produits ont progressé de 372 M\$, ou 13 %. Les produits nets d'intérêts ont augmenté de 326 M\$, ou 14 %, du fait surtout de la hausse de la marge d'intérêts nette et de la croissance des prêts. Les produits autres que d'intérêts se sont accrus de 46 M\$, ou 8 %, ce qui s'explique essentiellement par la progression des honoraires tirés de la distribution des fonds communs de placement et des frais sur les dépôts et les paiements.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 34 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la progression des marges sur les prêts et les dépôts et à la composition des activités avantageuse.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 18 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a été comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, étant donné qu'une migration du crédit plus désavantageuse a été compensée par l'incidence moins négative de la mise à jour des paramètres de modèles. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été plus élevée, du fait de l'accroissement des radiations dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts personnels et d'une provision en lien avec une hausse des soldes des prêts douteux, neutralisés en partie par l'incidence positive de la mise à jour des paramètres des modèles au titre des prêts hypothécaires à l'habitation au trimestre considéré.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 98 M\$, ou 7 %, en raison essentiellement de l'augmentation des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques, ainsi que de la rémunération des employés.

T1/26 vs T4/25

Le résultat net a augmenté de 164 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à une hausse des produits, à une dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée et à une diminution des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 107 M\$, ou 3 %. Les produits nets d'intérêts se sont accrues de 80 M\$, ou 3 %, du fait surtout de l'accroissement des volumes et de la hausse de la marge d'intérêts nette. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 27 M\$, ou 4 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des honoraires d'administration des cartes et des honoraires tirés de la distribution des fonds communs de placement.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 9 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la progression des marges sur les prêts et sur les dépôts, et à la composition des activités avantageuse.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué, compte tenu d'une évolution favorable de nos perspectives économiques au trimestre considéré par rapport à une évolution défavorable de celles-ci au trimestre précédent. Au trimestre considéré, une augmentation de la provision pour pertes sur créances liée à la mise à jour des paramètres et à une migration du crédit plus désavantageuse ont contrebalancé en partie la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué, en raison de l'incidence positive de la mise à jour des paramètres des modèles au titre des prêts hypothécaires à l'habitation, neutralisée en partie par l'accroissement des radiations dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts personnels et d'une provision en lien avec une hausse des soldes des prêts douteux.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 54 M\$, ou 3 %, en raison surtout de la hausse des dépenses liées aux investissements dans la technologie et aux autres initiatives stratégiques et de l'augmentation des charges liées au matériel informatique, aux logiciels et au matériel de bureau au trimestre précédent.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada. Notre offre comprend également une plateforme de courtage en ligne à l'intention des clients des services bancaires de détail et des services de gestion d'actifs à l'intention des investisseurs institutionnels.

Résultats¹

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Produits			
Groupe Entreprises	733 \$	694 \$	675 \$
Gestion des avoirs	1 190	1 142	1 028
Total des produits	1 923	1 836	1 703
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	99	40	13
Prêts productifs	(15)	12	26
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	84	52	39
Charges autres que d'intérêts	941	957	853
Résultat avant impôt sur le résultat	898	827	811
Impôt sur le résultat	251	224	220
Résultat net	647 \$	603 \$	591 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	6	-	-
Porteurs d'actions ordinaires ²	641	603	591
Résultat net applicable aux actionnaires	647 \$	603 \$	591 \$
Total des produits			
Produits nets d'intérêts	830 \$	784 \$	718 \$
Produits autres que d'intérêts ³	1 093	1 052	985
Total	1 923 \$	1 836 \$	1 703 \$
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	3,10 %	2,96 %	2,89 %
Coefficient d'efficacité	48,9 %	52,2 %	50,1 %
Levier d'exploitation	2,6 %	(1,8) %	(3,4) %
Rendement des capitaux propres ⁴	24,6 %	23,6 %	24,1 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁴	10 326 \$	10 116 \$	9 726 \$
Équivalents temps plein ⁵	5 971	6 190	5 909

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion de la répartition selon le responsable du produit segment de clientèle-canal de distribution.

4) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

5) La variation du nombre d'équivalents temps plein comprend la centralisation de certaines fonctions administratives au sein de Siège social et autres. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes auparavant présentés directement dans l'unité d'exploitation stratégique sont désormais présentés dans les résultats de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts.

T1/26 vs T1/25

Le résultat net du trimestre s'est établi à 647 M\$, en hausse de 56 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'accroissement des produits, contrebalancé en partie par une augmentation des charges autres que d'intérêts et une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les produits ont progressé de 220 M\$, ou 13 %.

Les produits de Groupe Entreprises se sont accrus de 58 M\$, ce qui s'explique surtout par l'accroissement des volumes et la hausse de la marge d'intérêts nette, neutralisés en partie par une baisse des produits d'honoraires.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 162 M\$ en raison principalement de la progression des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, de l'augmentation des produits nets d'intérêts découlant de l'accroissement des volumes, et de la hausse des produits tirés des commissions liée à l'intensification des activités des clients.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 21 points de base, ce qui est surtout attribuable à la hausse des marges sur les dépôts et à l'accroissement des volumes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 45 M\$. Au trimestre considéré, une reprise de provision pour pertes sur prêts productifs reflétant une évolution favorable de nos perspectives économiques a été comptabilisée comparativement à une dotation à la provision attribuable à une évolution défavorable de nos perspectives économiques et à une migration du crédit désavantageuse au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux s'est accrue en raison d'une dotation à la provision plus importante dans les secteurs des services aux entreprises, de la fabrication des biens d'équipement, du transport, de l'immobilier et de la construction, et du matériel informatique et des logiciels.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 88 M\$, ou 10 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse de la rémunération liée au rendement et des autres formes de rémunération des employés, ainsi qu'à l'augmentation des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

T1/26 vs T4/25

Le résultat net a progressé de 44 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à une hausse des produits et à une diminution des charges autres que d'intérêts, neutralisées en partie par une dotation à la provision pour pertes sur créances plus élevée.

Les produits ont progressé de 87 M\$, ou 5 %.

Les produits de Groupe Entreprises se sont accrus de 39 M\$, reflet surtout de l'augmentation de la marge d'intérêts nette et de l'accroissement des volumes.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 48 M\$, en raison principalement de la progression des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, de la hausse des produits tirés des commissions liée à l'intensification des activités des clients et de l'augmentation des produits nets d'intérêts découlant de l'accroissement des volumes.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 14 points de base, fait essentiellement attribuable à la progression des marges sur les dépôts et sur les prêts et à l'accroissement des volumes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 32 M\$. Comme il a été mentionné précédemment, au trimestre considéré, une reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a été comptabilisée comparativement à une dotation à la provision attribuable à une évolution défavorable de nos perspectives économiques au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, en raison d'une dotation à la provision plus importante dans les secteurs des services aux entreprises, du transport, de la fabrication des biens d'équipement, et du matériel informatique et des logiciels.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 16 M\$, ou 2 %, en raison notamment de la diminution des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques, neutralisée en partie par la progression de la rémunération des employés.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis offre des solutions de services bancaires et de gestion des avoirs personnalisées et axées sur les relations partout aux États-Unis, principalement aux sociétés du marché intermédiaire et aux sociétés de taille moyenne, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée, ainsi que des services bancaires privés et des services bancaires aux petites et moyennes entreprises dans les marchés stratégiques aux États-Unis.

Résultats en dollars canadiens¹

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Produits			
Groupe Entreprises	613 \$	564 \$	567 \$
Gestion des avoirs	261	246	280
Total des produits	874	810	847
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	78	40	107
Prêts productifs	(57)	(73)	(39)
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	21	(33)	68
Charges autres que d'intérêts	483	500	470
Résultat avant impôt sur le résultat	370	343	309
Impôt sur le résultat	76	68	53
Résultat net	294 \$	275 \$	256 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	5	-	-
Porteurs d'actions ordinaires ²	289	275	256
Résultat net applicable aux actionnaires	294 \$	275 \$	256 \$
Total des produits			
Produits nets d'intérêts	600 \$	559 \$	562 \$
Produits autres que d'intérêts	274	251	285
	874 \$	810 \$	847 \$
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis³	11 329 \$	11 200 \$	11 364 \$
Équivalents temps plein⁴	3 265	3 189	3 015

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

4) La variation du nombre d'équivalents temps plein comprend l'incidence des transferts d'équivalents temps plein de Siège social et autres à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, pour mieux tenir compte du fait que certaines fonctions offrent un soutien direct aux secteurs d'activité. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes sont présentés dans les résultats de la période considérée de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts ou de la comptabilisation directe par le secteur d'activité.

Résultats en dollars américains¹

En millions de \$ US, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Produits			
Groupe Entreprises	442 \$	406 \$	396 \$
Gestion des avoirs	188	178	196
Total des produits	630	584	592
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	56	29	75
Prêts productifs	(41)	(53)	(27)
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	15	(24)	48
Charges autres que d'intérêts	348	360	329
Résultat avant impôt sur le résultat	267	248	215
Impôt sur le résultat	55	49	37
Résultat net	212 \$	199 \$	178 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	3	-	-
Porteurs d'actions ordinaires ²	209	199	178
Résultat net applicable aux actionnaires	212 \$	199 \$	178 \$
Total des produits			
Produits nets d'intérêts	433 \$	403 \$	393 \$
Produits autres que d'intérêts	197	181	199
	630 \$	584 \$	592 \$
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	4,01 %	3,84 %	3,78 %
Coefficient d'efficacité	55,3 %	61,8 %	55,5 %
Levier d'exploitation	0,4 %	(9,8) %	24,1 %
Rendement des capitaux propres ³	10,1 %	9,7 %	8,9 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ³	8 164 \$	8 070 \$	7 943 \$

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

T1/26 vs T1/25

Le résultat net pour le trimestre s'est établi à 294 M\$ (212 M\$ US), en hausse de 38 M\$ (34 M\$ US) par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à la hausse des produits, neutralisées en partie par une augmentation des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 38 M\$ US, ou 6 %.

Les produits de Groupe Entreprises se sont accrus de 46 M\$ US, ce qui s'explique surtout par l'accroissement des volumes, l'augmentation de la marge d'intérêts nette et la hausse des honoraires de consultation.

Les produits de Gestion des avoirs ont diminué de 8 M\$ US, en raison principalement de la diminution des honoraires annuels liés au rendement des fonds communs de placement, neutralisée en partie par la hausse des produits tirés des honoraires, attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion sous l'effet de l'appréciation des marchés.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 23 points de base, ce qui est principalement attribuable à la hausse des marges sur les dépôts et à la composition des activités avantageuse.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 33 M\$ US. Au trimestre considéré, la reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a été plus élevée du fait de l'évolution défavorable de nos perspectives économiques au trimestre correspondant de l'exercice précédent et compte tenu d'une reprise de provision à la suite de la migration du crédit, y compris les remboursements, les surclassements déduction faite des déclassements et la migration des prêts du statut de prêts productifs à celui de prêts douteux. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué, en raison de la dotation à la provision moins élevée dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, et de la fabrication des biens d'équipement.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 19 M\$ US, ou 6 %, en raison essentiellement d'une hausse de la rémunération des employés, y compris l'augmentation des coûts liés aux cessations d'emploi, contrebalancée en partie par une reprise de provision.

T1/26 vs T4/25

Le résultat net s'est accru de 19 M\$ (13 M\$ US) par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à une hausse des produits et à une diminution des charges autres que d'intérêts, neutralisées en partie par une dotation à la provision pour pertes sur créances plus élevée.

Les produits ont progressé de 46 M\$ US, ou 8 %.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 36 M\$ US, en raison surtout de la croissance des volumes et de l'accroissement de la marge d'intérêts nette.

Les produits de Gestion des avoirs se sont accrus de 10 M\$ US, sous l'effet surtout de la hausse des honoraires annuels liés au rendement des fonds communs de placement, neutralisée en partie par la diminution des marges sur les prêts.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 17 points de base, fait essentiellement attribuable à la hausse des marges sur les dépôts et à une composition des activités avantageuse.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 39 M\$ US. La reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a été moins élevée du fait de l'incidence de l'évolution favorable de nos perspectives économiques au trimestre précédent, la baisse d'un trimestre à l'autre ayant été contrebalancée en partie par la migration avantageuse du crédit au trimestre considéré alors qu'elle a été désavantageuse au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, en raison de la hausse de la dotation à la provision dans les secteurs de la fabrication des biens d'équipement, ainsi que de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 12 M\$ US, ou 3 %, en raison principalement de la baisse des frais d'occupation, y compris les charges liées aux résiliations de baux et les charges de dépréciation des améliorations locatives au trimestre précédent, et d'une reprise de provision, le tout contrebalancé en partie par la progression de la rémunération des employés, y compris une augmentation des coûts liés aux cessations d'emploi.

Marchés des capitaux

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services de Banque d'investissement et des Services financiers aux entreprises, ainsi que des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Tirant parti des capacités de notre plateforme distinctive, Marchés des capitaux offre également des solutions de paiement multidevises novatrices aux clients de la Banque.

Résultats¹

En millions de \$, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025 ²	31 janv. 2025 ²
Produits			
Marchés CIBC, réseau mondial	1 253 \$	825 \$	1 030 \$
Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement	764	698	544
Total des produits	2 017	1 523	1 574
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	10	71	7
Prêts productifs	(3)	6	14
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	7	77	21
Charges autres que d'intérêts	836	710	705
Résultat avant impôt sur le résultat	1 174	736	848
Impôt sur le résultat	297	188	229
Résultat net	877 \$	548 \$	619 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ³	41	-	-
Porteurs d'actions ordinaires ³	836	548	619
Résultat net applicable aux actionnaires	877 \$	548 \$	619 \$
Coefficient d'efficacité	41,5 %	46,6 %	44,8 %
Levier d'exploitation	9,5 %	23,0 %	0,8 %
Rendement des capitaux propres⁴	29,2 %	20,1 %	24,9 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis⁴	11 355 \$	10 828 \$	9 846 \$
Équivalents temps plein⁵	1 645	2 011	1 856

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, les activités de paiements en devises, précédemment présentées dans Marchés CIBC, réseau mondial, ont été intégrées à Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement. Les montants des périodes précédentes ont été retraités.

3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

4) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

5) La variation du nombre d'équivalents temps plein comprend la centralisation de certaines fonctions administratives au sein de Siège social et autres. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes auparavant présentés directement dans l'unité d'exploitation stratégique sont désormais présentés dans les résultats de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts.

T1/26 vs T1/25

Le résultat net du trimestre a atteint 877 M\$, en hausse de 258 M\$ comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des produits et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, contrebalancées en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 443 M\$, ou 28 %.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial ont augmenté de 223 M\$, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des produits tirés des opérations sur titres, des opérations sur marchandises et des activités de financement, ainsi que des profits réalisés à la vente de titres de créance évalués à la JVAERG.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont progressé de 220 M\$, ce qui reflète surtout l'intensification des activités de prise ferme de titres de participation et de créance, la hausse des honoraires de consultation au titre de nos services de Banque d'investissement et l'augmentation des produits tirés des activités de prêts et de dépôts pour le compte d'entreprises clientes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 14 M\$. Au trimestre considéré, une légère reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a été comptabilisée, comparativement à une dotation à la provision en lien avec une évolution défavorable de nos perspectives économiques, neutralisée en partie par une migration du crédit avantageuse, au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a légèrement augmenté.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 131 M\$, ou 19 %, en raison essentiellement de la progression de la rémunération liée au rendement et des autres formes de rémunération des employés, et de la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

T1/26 vs T4/25

Le résultat net a progressé de 329 M\$ en regard de celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement de la hausse des produits et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, neutralisées en partie par une augmentation des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont augmenté de 494 M\$, ou 32 %.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont progressé de 428 M\$, fait attribuable surtout à la hausse des produits tirés des opérations sur titres, sur titres à revenu fixe et sur marchandises, des produits tirés des activités de financement, ainsi que des profits réalisés à la vente de titres de créance évalués à la JVAERG.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 66 M\$, ce qui reflète surtout l'intensification des activités de prise ferme de titres de participation, ainsi que la hausse des produits tirés des services consultatifs et des produits tirés des activités de dépôts pour le compte d'entreprises clientes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 70 M\$. Au trimestre considéré, une légère reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a été comptabilisée, tandis que la dotation à la provision au trimestre précédent était liée à la migration du crédit désavantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué en raison de la baisse de la dotation à la provision dans le secteur des télécommunications et de la câblodistribution.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 126 M\$, ou 18 %, en lien principalement avec la progression de la rémunération liée au rendement et des autres formes de rémunération des employés.

Siège social et autres

Siège social et autres comprend les groupes fonctionnels suivants : Bureau principal de l'administration, Technologie, Données et IA, réseau mondial, Gestion du risque, Personnel, culture et talent, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC Caribbean et d'autres placements de portefeuille, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de \$, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Produits			
Services bancaires internationaux	264 \$	242 \$	249 \$
Divers	25	(23)	(15)
Total des produits	289	219	234
Dotation à la provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	7	6	12
Prêts productifs	3	-	5
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	10	6	17
Charges autres que d'intérêts	511	400	390
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	(232)	(187)	(173)
Impôt sur le résultat	(554)	(145)	(113)
Résultat net (perte nette)	322 \$	(42) \$	(60) \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	7 \$	6 \$	8 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	42	116	88
Porteurs d'actions ordinaires ²	273	(164)	(156)
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires	315 \$	(48) \$	(68) \$
Équivalents temps plein³	22 090	24 607	24 056

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net (de la perte nette) applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net (de la perte nette) applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) La variation du nombre d'équivalents temps plein comprend l'incidence nette des transferts d'équivalents temps plein de Siège social et autres à Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, pour mieux tenir compte du fait que certaines fonctions offrent un soutien direct aux secteurs d'activité, et l'incidence nette des transferts d'équivalents temps plein des unités d'exploitation stratégiques pour refléter la centralisation de certaines fonctions administratives au sein de Siège social et autres. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes sont présentés dans les résultats de la période considérée de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts ou de la comptabilisation directe par le secteur d'activité.

T1/26 vs T1/25

Le résultat net pour le trimestre considéré a été de 322 M\$, comparativement à une perte nette de 60 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, qui sont présentés à titre d'élément d'importance, de la hausse des produits tirés de Services bancaires internationaux et des investissements stratégiques, ainsi que d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, le tout neutralisé en partie par une augmentation des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont augmenté de 55 M\$.

Les produits de Services bancaires internationaux ont progressé de 15 M\$, ce qui est principalement attribuable à la hausse des produits autres que d'intérêts, en lien notamment avec les pertes sur investissements comptabilisées au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits Divers ont augmenté de 40 M\$, ce qui reflète principalement la quote-part du résultat des placements détenus dans notre portefeuille d'investissements stratégiques, contrebalancée en partie par le recul des produits de trésorerie.

La dotation à la provision pour pertes sur créances dans Services bancaires internationaux a diminué de 7 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a été comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a baissé, compte tenu de la dotation à la provision moins élevée dans le secteur des services aux entreprises.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 121 M\$, ou 31 %, du fait surtout d'une augmentation des coûts imputables au siège social, y compris la hausse de la rémunération liée au rendement, en raison de changements apportés à nos hypothèses relatives à la date d'acquisition des droits.

T1/26 vs T4/25

Le résultat net pour le trimestre considéré a été de 322 M\$, comparativement à une perte nette de 42 M\$ au trimestre précédent, en raison surtout des recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, qui sont présentés à titre d'élément d'importance, ainsi que de la hausse des produits tirés de Services bancaires internationaux et des investissements stratégiques, le tout neutralisé en partie par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et une hausse des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont augmenté de 70 M\$.

Les produits de Services bancaires internationaux ont progressé de 22 M\$, ce qui reflète principalement la hausse des produits autres que d'intérêts, en lien notamment avec la perte de valeur des titres de créance évalués au coût amorti comptabilisée au trimestre précédent, ainsi que l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les produits Divers ont augmenté de 48 M\$, en lien essentiellement avec la quote-part du résultat des placements détenus dans notre portefeuille d'investissements stratégiques, contrebalancée en partie par le recul des produits de trésorerie.

La dotation à la provision pour pertes sur créances dans Services bancaires internationaux a augmenté de 4 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté légèrement en raison de la migration du crédit. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été comparable à celle du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 111 M\$, ou 28 %, ce qui reflète surtout une augmentation des coûts imputables au siège social, y compris la hausse de la rémunération liée au rendement, en raison de changements apportés à nos hypothèses relatives à la date d'acquisition des droits.

Situation financière

Revue du bilan consolidé résumé

En millions de dollars aux	31 janv. 2026	31 oct. 2025
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	47 767 \$	44 003 \$
Valeurs mobilières	285 930	283 235
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	109 747	108 392
Prêts et acceptations, nets de la provision pour pertes sur créances	592 491	589 504
Dérivés	38 213	38 352
Autres actifs	58 429	53 452
Total de l'actif	1 132 577 \$	1 116 938 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	815 891 \$	808 124 \$
Engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	168 154	160 317
Dérivés	41 723	41 411
Autres passifs	33 404	34 854
Titres secondaires	7 793	7 819
Capitaux propres	65 612	64 413
Total du passif et des capitaux propres	1 132 577 \$	1 116 938 \$

Actif

Au 31 janvier 2026, le total de l'actif avait augmenté de 15,6 G\$, ou 1 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2025, net d'une baisse d'environ 12,5 G\$ découlant de la dépréciation du dollar américain.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres banques ont augmenté de 3,8 G\$, ou 9 %, essentiellement en raison de la hausse des placements à court terme de l'unité Trésorerie.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 2,7 G\$, ou 1 %, du fait principalement de hausses touchant les titres de participation détenus à des fins de transaction et les portefeuilles de titres de créance liés aux activités de négociation, contrebalancées en partie par un recul touchant les portefeuilles de titres de créance liés à l'unité Trésorerie et par l'incidence nette de la conversion des monnaies étrangères.

Les valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres ont augmenté de 1,4 G\$, ou 1 %, en raison essentiellement des activités des clients.

Les prêts et acceptations, nets de la provision pour pertes sur créances, ont augmenté de 3,0 G\$, ou 1 %, du fait essentiellement de l'augmentation des prêts aux entreprises et aux gouvernements, déduction faite de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, et de l'accroissement du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada.

Les dérivés ont été d'un montant comparable à celui au 31 octobre 2025, la baisse des évaluations des dérivés sur actions, des dérivés de change et des dérivés de taux d'intérêt ayant été neutralisée en grande partie par la hausse des évaluations des dérivés sur marchandises.

Les autres actifs ont augmenté de 5,0 G\$, ou 9 %, en raison surtout de hausses touchant les biens donnés en garantie sur dérivés, les montants à recevoir des courtiers, les métaux précieux et l'impôt exigible à recevoir.

Passif

Au 31 janvier 2026, le total du passif avait augmenté de 14,4 G\$, ou 1 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2025, net d'une baisse d'environ 12,1 G\$ découlant de la dépréciation du dollar américain.

Les dépôts ont augmenté de 7,8 G\$, ou 1 %, en raison surtout de l'accroissement des dépôts d'entreprises et de gouvernements, déduction faite de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, neutralisé en partie par une diminution du financement de gros. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur la composition des dépôts.

Les engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert et vendues en vertu de mises en pension de titres ont augmenté de 7,8 G\$, ou 5 %, en raison essentiellement de la croissance des activités de financement de clients.

Les dérivés ont augmenté de 0,3 G\$, ou 1 %, sous l'effet principalement de la hausse des évaluations des dérivés sur marchandises, neutralisée en partie par la diminution des évaluations des dérivés sur actions.

Les autres passifs ont baissé de 1,5 G\$, ou 4 %, en raison surtout de diminutions touchant les montants à payer au titre de la rémunération des employés, les créditeurs et charges à payer et les intérêts courus à payer, neutralisées en partie par une hausse des montants à payer en lien avec les métaux précieux.

Les titres secondaires ont été d'un montant comparable à celui au 31 octobre 2025. Se reporter à la section Gestion des fonds propres pour plus de précisions.

Capitaux propres

Au 31 janvier 2026, les capitaux propres avaient augmenté de 1,2 G\$, ou 2 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2025, ce qui s'explique surtout par une augmentation nette des résultats non distribués, attribuable au résultat net qui était en excédent des dividendes et des distributions, et par l'émission de billets avec remboursement de capital à recours limité (BRCRL). Le tout a été neutralisé en partie par l'incidence du rachat et de l'annulation d'actions aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires (OPRCA) et une baisse nette du cumul des autres éléments du résultat global, qui était surtout le fait d'une perte de change nette en lien avec notre investissement net dans des établissements à l'étranger, et par des pertes nettes sur les couvertures de flux de trésorerie. Se reporter à la section Gestion des fonds propres pour plus de précisions.

Gestion des fonds propres

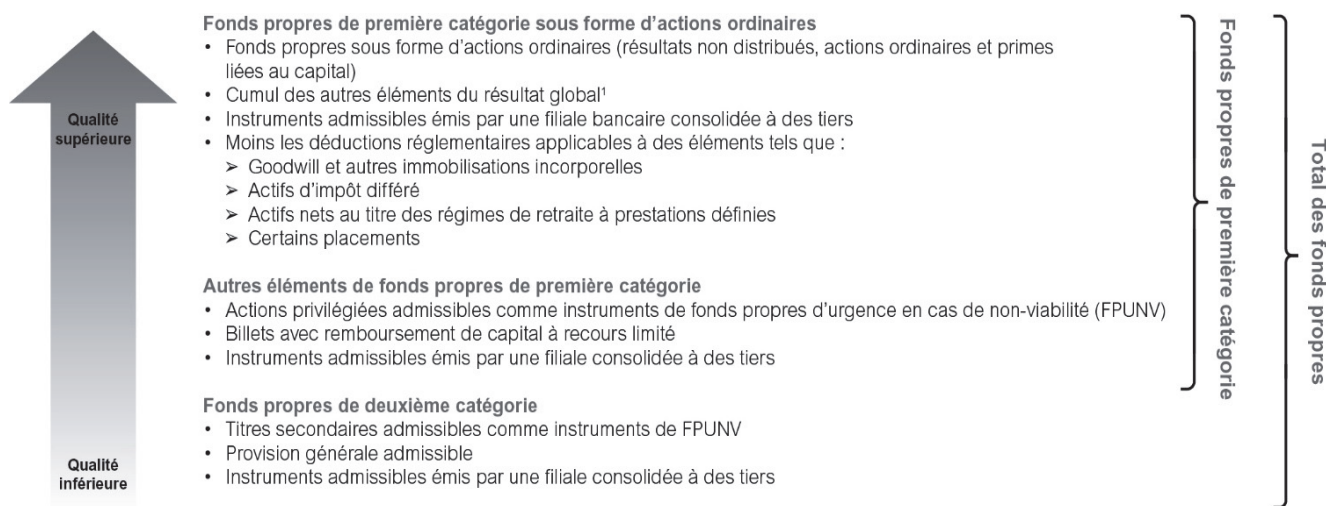
Notre objectif général en matière de gestion des fonds propres est de maintenir des sources de capitaux solides et efficaces. Se reporter aux pages 31 à 40 de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur la gestion des fonds propres.

Exigences de fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes (CTAP)

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du BSIF, lesquelles découlent du cadre normatif sur les fonds propres élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

Les fonds propres réglementaires sont composés des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de première catégorie et des fonds propres de deuxième catégorie. Les instruments de fonds propres réglementaires admissibles doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière.

Les catégories de fonds propres réglementaires démontrent une augmentation de la qualité et de la permanence ainsi qu'une meilleure capacité d'absorber les pertes. Les principales composantes de nos fonds propres réglementaires se résument comme suit :



1) Excluant le cumul des autres éléments du résultat global lié aux couvertures de flux de trésorerie et les variations de la juste valeur des passifs désignés à la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre.

Le BSIF exige que toutes les institutions atteignent des ratios cibles de fonds propres qui comprennent des réserves. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. La CIBC a été désignée par le BSIF comme une banque d'importance systémique nationale (BISN) au Canada. Les BISN sont assujetties à un supplément de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspondant à 1,0 % de l'APR. En outre, le BSIF s'attend à ce que les BISN détiennent une réserve pour stabilité intérieure (RSI), laquelle vise à répondre aux risques associés au deuxième pilier qui ne sont pas adéquatement pris en compte dans les exigences du premier pilier. La RSI est actuellement établie à 3,5 % de l'APR, taux confirmé par le BSIF le 18 décembre 2025, mais elle peut être de l'ordre de 0,0 % à 4,0 % de l'APR. De plus, les banques doivent conserver une réserve anticyclique de fonds propres supplémentaire équivalente à leur réserve moyenne pondérée au Canada et dans certains autres États où elles sont exposées au risque de crédit du secteur privé.

En outre, les normes relatives aux fonds propres selon le dispositif de Bâle III comprennent une mesure des fonds propres non fondée sur le risque, soit le ratio de levier, qui vient compléter les exigences de fonds propres fondées sur le risque. Le ratio de levier représente les fonds propres de première catégorie divisés par l'exposition aux fins du ratio de levier. L'exposition aux fins du ratio de levier est décrite dans les normes comme étant la somme des éléments suivants :

- i) les actifs au bilan moins les ajustements réglementaires des fonds propres de première catégorie;
- ii) les expositions sur dérivés;
- iii) les expositions sur opérations de financement par titres;
- iv) les expositions hors bilan (engagements, substituts directs de crédit, lettres de crédit et expositions de titrisation).

Aux termes de la ligne directrice sur la CTAP du BSIF, les BISN sont tenues de maintenir un ratio de CTAP cible prudentiel (qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur le risque) ainsi qu'un ratio de levier CTAP minimum (qui s'appuie sur le ratio de levier). La CTAP s'entend de la somme du total des fonds propres et des autres instruments de CTAP, soit essentiellement des instruments de recapitalisation interne admissibles dont l'échéance résiduelle est de plus de 365 jours. La CTAP vise à faire en sorte que les BISN non viables disposent d'une capacité d'absorption de pertes suffisante pour assurer leur recapitalisation, pour ainsi faciliter un règlement ordonné pour les BISN tout en réduisant au maximum les répercussions défavorables sur la stabilité du secteur des services financiers et pour les contribuables.

Les ratios cibles actuels des fonds propres réglementaires et de la CTAP du BSIF sont résumés ci-après. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. Nous nous conformons à toutes les exigences actuelles en matière de ratios de fonds propres, de levier et de CTAP du BSIF.

Au 31 janvier 2026	Minimum	Réserve de conservation des fonds propres	Réserve applicable aux BISN	Cibles du premier pilier ¹	Réserve pour stabilité intérieure	Cibles, y compris toutes les réserves
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	1,0 %	8,0 %	3,5 %	11,5 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	1,0 %	9,5 %	3,5 %	13,0 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	1,0 %	11,5 %	3,5 %	15,0 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	0,5 %	3,5 %	s. o.	3,5 %
Ratio de CTAP	18,0 %	2,5 %	1,0 %	21,5 %	3,5 %	25,0 %
Ratio de levier CTAP	6,75 %	s. o.	0,5 %	7,25 %	s. o.	7,25 %

1) La réserve anticyclique de fonds propres applicable était négligeable pour la CIBC au 31 janvier 2026.
s. o. Sans objet.

Les exigences en matière de suffisance des fonds propres sont appliquées de façon consolidée, comme c'est le cas pour nos états financiers, à l'exception de nos filiales d'assurance (CIBC Cayman Reinsurance Limited et Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée), lesquelles ont été exclues du périmètre réglementaire de consolidation. La méthode de consolidation appliquée aux états financiers est décrite à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025. Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée est assujettie au test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie du BSIF.

Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires et de CTAP

Nous continuons de suivre les développements ayant une incidence sur les exigences de fonds propres réglementaires et de CTAP et les informations à fournir à cet égard et de nous y préparer. Les paragraphes ci-après présentent un résumé des modifications touchant les exigences en matière de suffisance des fonds propres et les exigences de communication financière au titre du troisième pilier, ainsi que des publications du CBCB et du BSIF depuis la publication de notre Rapport annuel 2025.

Ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2025, nous avons mis en œuvre la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) de 2026. La ligne directrice clarifie les composantes du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel.

Nous calculons un plancher de fonds propres fondé sur l'approche standard révisée dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III. Si les fonds propres exigés sont inférieurs au montant calculé selon l'approche standard compte tenu de l'application d'un facteur d'ajustement du plancher, un rajustement de l'APR serait requis. Le facteur d'ajustement du plancher est établi à 67,5 %. Le BSIF a confirmé que tout changement du facteur d'ajustement du plancher sera communiqué au moins deux ans avant la date de son entrée en vigueur.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2025, nous avons également mis en œuvre la ligne directrice Régime au regard des normes de fonds propres et de liquidité visant les expositions sur crypto-actifs (banques) (la ligne directrice sur les crypto-actifs), ainsi que les exigences de communication financière au titre du troisième pilier connexes. La ligne directrice sur les crypto-actifs définit les possibilités de traitement réglementaire et les critères de catégorisation applicables aux crypto-actifs. Elle établit également une limite à l'égard de l'exposition brute totale d'une institution sur certains crypto-actifs, à savoir les crypto-actifs du groupe 2 comme ils sont définis dans la ligne directrice, ceux-ci ne devant pas dépasser 5 % des fonds propres nets de catégorie 1 de l'institution.

Exclusion d'un événement générateur de pertes opérationnelles de l'APR reflétant le risque opérationnel

La CIBC a obtenu l'approbation du BSIF pour exclure un événement générateur de pertes opérationnelles, comptabilisé à l'exercice 2023, des calculs des fonds propres au titre du risque opérationnel. L'exclusion de cet événement générateur de pertes opérationnelles de l'APR reflétant le risque opérationnel sera prise en compte à compter du deuxième trimestre de 2026, ce qui entraînera une augmentation de plus de 25 points de base de notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires.

Ratios de fonds propres réglementaires, de levier et de CTAP

Nos situations de fonds propres et de CTAP dépassent les exigences réglementaires du BSIF. Nos ratios de fonds propres, de levier et de CTAP sont présentés dans le tableau ci-après :

En millions de dollars aux	31 janv. 2026	31 oct. 2025
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	48 465 \$	47 718 \$
Fonds propres de première catégorie	55 823	54 105
Total des fonds propres	63 922	62 287
L'APR se compose de ce qui suit :		
Risque de crédit	297 021 \$	294 848 \$
Risque de marché	13 321	12 243
Risque opérationnel	51 487	50 712
Total de l'APR	361 829 \$	357 803 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	13,4 %	13,3 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	15,4 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	17,7 %	17,4 %
Exposition aux fins du ratio de levier	1 281 150 \$	1 261 098 \$
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %
CTAP disponible	116 021 \$	114 102 \$
Ratio de CTAP	32,1 %	31,9 %
Ratio de levier CTAP	9,1 %	9,0 %

Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires

Au 31 janvier 2026, le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires avait augmenté de 0,1 % par rapport à celui au 31 octobre 2025, porté par l'incidence d'une augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, en partie contrebalancée par une hausse de l'APR.

L'augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires est surtout le fait du capital autogénéré (résultat net moins les dividendes et les distributions), ce qui a été en partie neutralisé par le rachat et l'annulation d'actions aux termes d'une OPRCA ainsi que l'incidence nette de la conversion des monnaies étrangères.

La hausse de l'APR s'explique par une augmentation de l'APR reflétant le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel. L'augmentation de l'APR reflétant le risque de crédit découle surtout de la croissance interne, de la migration du crédit et de la mise à jour des méthodes, en partie contrebalancées par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. L'augmentation de l'APR reflétant le risque de marché est attribuable à un accroissement des niveaux de risque, en partie neutralisé par la mise à jour des méthodes. L'augmentation de l'APR reflétant le risque opérationnel s'explique par un accroissement des niveaux de risque.

Ratio des fonds propres de première catégorie

Au 31 janvier 2026, le ratio des fonds propres de première catégorie avait augmenté de 0,3 % par rapport à celui au 31 octobre 2025, en raison surtout des facteurs susmentionnés ayant eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, ainsi que de l'émission de BRCRL de série 9. Se reporter à la section Initiatives liées aux fonds propres pour plus de précisions.

Ratio du total des fonds propres

Au 31 janvier 2026, le ratio du total des fonds propres avait augmenté de 0,3 % par rapport à celui au 31 octobre 2025, fait surtout attribuable aux facteurs susmentionnés ayant eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie.

Ratio de levier

Au 31 janvier 2026, le ratio de levier avait augmenté de 0,1 % comparativement à celui au 31 octobre 2025, la hausse des fonds propres de première catégorie susmentionnée ayant été neutralisée en partie par l'augmentation de l'exposition aux fins du ratio de levier. L'augmentation de l'exposition aux fins du ratio de levier a été principalement attribuable à la hausse des expositions liées aux éléments au bilan, aux dérivés et aux opérations de financement par titres.

Ratio de CTAP et ratio de levier CTAP

Au 31 janvier 2026, le ratio de CTAP avait augmenté de 0,2 % par rapport à celui au 31 octobre 2025, en raison surtout d'une augmentation du total des instruments de CTAP, neutralisée en partie par une hausse de l'APR. L'augmentation des instruments de CTAP découle essentiellement d'une augmentation du total des fonds propres attribuable aux facteurs susmentionnés et d'un niveau plus important de passifs admissibles à la recapitalisation interne.

Au 31 janvier 2026, le ratio de levier CTAP avait augmenté de 0,1 % par rapport à celui au 31 octobre 2025, ce qui découle essentiellement de la hausse des instruments de CTAP, contrebalancée en partie par l'augmentation de l'exposition aux fins du ratio de levier, en raison des facteurs susmentionnés.

Initiatives liées aux fonds propres

Voici les principales initiatives liées aux fonds propres mises en œuvre en 2026 :

Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires (OPRCA)

Le 8 septembre 2025, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté notre avis d'intention de procéder à une OPRCA. L'offre prendra fin à la première des éventualités suivantes : i) la date à laquelle la CIBC aura racheté 20 millions d'actions ordinaires, ii) la date à laquelle la CIBC émettra un avis de résiliation ou iii) le 9 septembre 2026. Au cours du trimestre considéré, 7 990 500 actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 125,53 \$, pour un total de 1 003 M\$. Depuis la création de cette OPRCA, 11 490 500 actions ordinaires ont été rachetées et annulées pour un total de 1 396 M\$.

Dividendes

Les dividendes sur actions ordinaires et actions privilégiées sont déclarés chaque trimestre au gré du conseil d'administration de la CIBC. La déclaration et le versement des dividendes sont régis par l'article 79 de la *Loi sur les banques* (Canada) et par les modalités des actions privilégiées, comme il est expliqué à la note 15 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025.

Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 9 (FPUNV) (titres secondaires) (BRCRL de série 9)

Le 13 janvier 2026, nous avons émis des BRCRL de série 9 à 6,500 % d'un montant en capital de 700 M\$ US. Les BRCRL de série 9 viennent à échéance le 28 juillet 2086 et portent intérêt à un taux annuel fixe de 6,500 % (payable trimestriellement) jusqu'au 28 juillet 2031. À compter du 28 juillet 2031 et tous les cinq ans par la suite jusqu'au 28 juillet 2081, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux correspondant au taux des titres de cinq ans du Trésor américain en vigueur à cette date, majoré d'un taux annuel de 2,727 %.

En parallèle avec l'émission des BRCRL de série 9, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif à taux fixe rajusté tous les cinq ans de série 64 (FPUNV) (actions privilégiées de série 64) qui sont détenues dans la fiducie à recours limité, laquelle est consolidée par la CIBC, ce qui fait en sorte que les actions privilégiées de série 64 sont éliminées des états financiers consolidés de la CIBC. En cas de défaut de paiement par la CIBC du montant en capital des BRCRL de série 9, de leur prix de rachat ou des intérêts courus sur ceux-ci lorsque ces sommes sont exigibles, le seul recours de chacun des porteurs de BRCRL de série 9 se limite à sa quote-part des actions privilégiées de série 64 détenues dans la fiducie à recours limité. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, nous pouvons racheter chaque 28 janvier, 28 avril, 28 juillet et 28 octobre, en totalité ou en partie, les BRCRL de série 9 à la valeur nominale, à compter du 28 juillet 2031.

Instruments convertibles

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actions en circulation, de nos instruments de FPUNV en circulation et du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion ou à l'exercice.

	Actions en circulation	
	Nombre d'actions	Valeur nominale
En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action, au 31 janvier 2026		
Actions ordinaires	920 514 333	16 815 \$
Actions autodétenues – actions ordinaires¹	(164 296)	(20)
Actions privilégiées		
Série 47 (FPUNV)	18 000 000	450
Série 56 (FPUNV)	600 000	600
Série 57 (FPUNV)	500 000	500
Série 61 (FPUNV)	150 000	150
Actions autodétenues – actions privilégiées¹	(2 793)	(2)
Billets avec remboursement de capital à recours limité		
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 2 à 4,000 % (FPUNV)	s. o.	750
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 3 à 7,150 % (FPUNV)	s. o.	800
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 4 à 6,987 % (FPUNV)	s. o.	500
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 5 à 6,950 % (FPUNV) ²	s. o.	693
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 6 à 6,369 % (FPUNV)	s. o.	450
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 7 à 7,000 % (FPUNV) ²	s. o.	1 027
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 8 à 5,898 % (FPUNV)	s. o.	450
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 9 à 6,500 % (FPUNV) ²	s. o.	971
Titres secondaires		
Débtures à 1,96 % échéant le 21 avril 2031 (FPUNV)	s. o.	1 000
Débtures à 4,20 % échéant le 7 avril 2032 (FPUNV)	s. o.	1 000
Débtures à 5,33 % échéant le 20 janvier 2033 (FPUNV)	s. o.	1 000
Débtures à 5,35 % échéant le 20 avril 2033 (FPUNV)	s. o.	750
Débtures à 5,30 % échéant le 16 janvier 2034 (FPUNV)	s. o.	1 250
Débtures à 4,90 % échéant le 12 juin 2034 (FPUNV)	s. o.	1 000
Débtures à 4,15 % échéant le 2 avril 2035 (FPUNV)	s. o.	1 250
Options sur actions en cours	15 377 527	

1) Les positions acheteur dans nos propres actions sont des valeurs négatives et réduisent le nombre d'actions en circulation. Les positions vendeur sont des valeurs positives et accroissent le nombre d'actions en circulation. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur la méthode comptable applicable aux actions autodétenues.

2) Le montant présenté pour les billets avec remboursement de capital à recours limité (BRCRL) de séries 5, 7 et 9 représente l'équivalent en dollars canadiens du montant notionnel en dollars américains.
s. o. Sans objet.

La survenance d'un événement déclencheur entraînerait la conversion de la totalité des instruments de FPUNV en circulation dont il est fait mention ci-dessus, en un nombre maximal d'environ 7,3 milliards d'actions ordinaires au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 89 % selon le nombre d'actions ordinaires et d'instruments de FPUNV de la CIBC en circulation au 31 janvier 2026. Tel qu'il a été décrit dans la ligne directrice NFP, un événement déclencheur se produit lorsque le BSIF détermine que la banque n'est plus viable, ou qu'elle est sur le point de ne plus l'être et, si une fois tous les instruments de fonds propres d'urgence convertis et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents, il est raisonnablement probable que la viabilité de la banque sera rétablie ou maintenue ou, si la banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la banque non viable.

À la survenance d'un événement déclencheur, les actions privilégiées de catégorie A de séries 47, 56, 57 et 61 seront converties en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant la valeur nominale, majorée des intérêts courus et impayés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans les suppléments de prospectus pertinents), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire de 2,50 \$ (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans les suppléments de prospectus pertinents). Les actions privilégiées de séries 54, 55, 58, 59, 60, 62, 63 et 64 détenues dans la fiducie à recours limité seront converties automatiquement et immédiatement, sans le consentement des porteurs de BRCRL en un nombre variable d'actions ordinaires qui seront émises aux porteurs de BRCRL en règlement du montant en capital de la totalité des BRCRL et des intérêts courus et impayés sur ceux-ci. Toute réclamation des porteurs de BRCRL contre la CIBC à l'égard des BRCRL sera éteinte à la réception des actions ordinaires. Les débtures sont convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant 150 % de la valeur nominale, majorée des intérêts courus et impayés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire de 2,50 \$ (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent).

En plus des effets dilutifs éventuels liés aux instruments de FPUNV susmentionnés, au 31 janvier 2026, 71,2 G\$ (67,0 G\$ au 31 octobre 2025) de nos passifs en cours étaient assujettis à la conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques. Aux termes du régime de recapitalisation interne, il n'y a pas de ratio de conversion contractuel fixe et préétabli pour la conversion de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC qui sont assujettis à la conversion en actions ordinaires aux fins de la recapitalisation interne, et il n'y a pas d'exigence particulière quant à la conversion des passifs assujettis en actions ordinaires de la CIBC ou un membre de son groupe. La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) décide du moment de la conversion aux fins de la recapitalisation interne et du montant des actions et des passifs admissibles devant être convertis ainsi que des modalités de la conversion, sous réserve des paramètres énoncés dans le régime de recapitalisation interne.

Se reporter à la section Exigences de fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes (CTAP) pour plus de précisions.

Droits et privilèges rattachés aux actions privilégiées et autres titres de participation

Se reporter à la note 15 des états financiers consolidés du Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les droits et privilèges rattachés aux actions privilégiées et aux autres titres de participation.

Exigences de communication publique pour les banques d'importance systémique mondiale

Le BSIF exige que les indicateurs ci-après soient divulgués conformément à son préavis Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles. Les banques d'importance systémique mondiale (BISM) sont désignées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le Financial Stability Board (FSB). La CIBC est une banque fédérale, mais n'a pas été désignée comme une BISM. Cependant, les banques fédérales qui ont un ratio de levier supérieur à l'équivalent de 200 G€ à la fin de l'exercice sont tenues de divulguer annuellement au moins les 13 indicateurs (en valeurs libellées en dollars canadiens) utilisés pour désigner les BISM. Les indicateurs sont calculés selon des lignes directrices précises publiées par le CBCB, qui sont mises à jour chaque année, et conformément au périmètre de consolidation réglementaire. Ainsi, les valeurs obtenues ne sont peut-être pas comparables aux autres mesures présentées dans les états financiers consolidés.

Le tableau suivant présente les 13 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation du CBCB permettant de recenser les BISM :

En millions de dollars, aux 31 octobre ou pour les exercices clos à ces dates

Section		Indicateurs ¹	2025	2024
A. Activité transfrontière	1.	Créances transfrontières	411 746 \$	373 495 \$
	2.	Passifs transfrontières	308 386	277 243
B. Taille	3.	Expositions totales telles que définies par le ratio de levier	1 256 453 \$	1 150 900 \$
C. Interdépendance	4.	Actifs dans le système financier	98 191 \$	80 195 \$
	5.	Passifs dans le système financier	86 738	79 813
	6.	Titres en circulation	314 074	270 762
	7.	Activité de paiement	28 197 563 \$	25 260 039 \$
D. Substituabilité / infrastructure financière	8.	Actifs sous garde	2 527 353	2 161 791
	9.	Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	119 981	92 436
	10.	Volume de transactions		
		Volumes de transactions – titres à revenu fixe	1 335 619	1 452 806
		Volume de transactions – actions et autres titres	4 625 131	3 080 584
	11.	Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	11 671 891 \$	8 139 222 \$
E. Complexité	12.	Valeurs du compte de négociation et autres valeurs	64 030	43 935
	13.	Actifs de niveau 3	1 799	916

1) Les mesures des BISM sont calculées conformément aux directives annuelles de l'exercice d'évaluation des BISM publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

Modifications apportées aux mesures des BISM

Les modifications apportées aux mesures par rapport à celles de 2024 ont surtout trait aux changements courants dans les activités et aux variations des taux de change.

A. Activité transfrontière

L'objectif de cette section est de déterminer l'empreinte mondiale d'une banque (c.-à-d. l'importance des activités d'une banque en dehors de sa juridiction d'origine). Le concept qui sous-tend cette section est que les conséquences à l'échelle mondiale des difficultés financières ou de la défaillance d'une banque varient en fonction de sa part de créances et de passifs transfrontières.

B. Taille

La taille est une mesure clé de l'importance étant donné que les difficultés financières ou la défaillance d'une banque sont plus susceptibles de nuire à l'économie mondiale ou aux marchés financiers si les activités de la banque représentent une large part de l'activité mondiale.

C. Interdépendance

Les difficultés financières d'un établissement peuvent fortement accroître la probabilité de difficultés d'autres établissements en raison du réseau d'obligations contractuelles dans lequel ils évoluent. L'impact systémique d'une banque devrait être positivement corrélé avec son interdépendance vis-à-vis des autres établissements financiers.

D. Substituabilité / infrastructure financière

L'objectif de cette section est de déterminer le rôle de la banque en tant que pourvoyeur d'infrastructures financières. Le concept qui sous-tend cette section est que plus la banque a un rôle important dans une ligne de métier donnée ou comme prestataire de services dans l'infrastructure financière sous-jacente (systèmes de paiement, par exemple), plus les perturbations résultant de sa défaillance seront grandes en termes d'insuffisance des services (y compris le coût que représentera, pour les clients de la banque défaillante, la recherche d'un service identique auprès d'un autre établissement) et de réduction de la liquidité des marchés et de l'infrastructure.

E. Complexité

L'impact systémique des difficultés financières ou de la défaillance d'une banque est, en toute logique, corrélé positivement à sa complexité d'ensemble, à savoir sa complexité commerciale, structurelle et opérationnelle. Plus une banque est complexe, plus les coûts et délais nécessaires à la résolution de sa défaillance seront importants.

Arrangements hors bilan

Nous concluons des arrangements hors bilan dans le cours normal des affaires. D'autres précisions sur nos arrangements hors bilan figurent également aux pages 40 et 41 de notre Rapport annuel 2025 ainsi qu'aux notes 6 et 20 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 42 à 81 de notre Rapport annuel 2025.

Vue d'ensemble

La CIBC fait face à un grand nombre de risques dans tous ses secteurs d'activité. Le recensement et l'analyse des risques et de leurs répercussions permettent à la CIBC de déterminer son intérêt à l'égard du risque et ses pratiques en matière de gestion du risque. La définition des niveaux de risque acceptables et l'établissement de solides principes, politiques et pratiques en gestion du risque sont essentiels à l'atteinte d'un rendement constant et durable à long terme, tout en demeurant dans les limites de notre intérêt à l'égard du risque.

Notre intérêt à l'égard du risque définit les niveaux de tolérance envers divers risques. Il jette les assises sur lesquelles reposent notre culture et notre cadre de gestion du risque.

Notre cadre de gestion du risque comprend :

- les énoncés sur l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC, des unités d'exploitation stratégiques, des groupes fonctionnels et des régions;
- des cadres, des politiques, des procédures et des limites de risque visant à harmoniser les activités avec notre intérêt à l'égard du risque;
- la production de rapports périodiques sur la gestion du risque pour établir et communiquer les niveaux de risque;
- un cadre de contrôle indépendant pour identifier et tester la conception et l'efficacité du fonctionnement de nos principaux contrôles;
- des simulations de crise afin d'évaluer les répercussions possibles des changements dans l'environnement de l'entreprise sur le capital, la situation de trésorerie et les résultats;
- la prise en compte proactive des options d'atténuation des risques afin d'optimiser les résultats;
- une surveillance grâce à nos comités axés sur les risques et à notre structure de gouvernance.

La responsabilité de la gestion du risque incombe à tous les employés de la CIBC. Les professionnels des unités d'exploitation et de la gestion du risque travaillent ensemble pour veiller à ce que les stratégies et les activités d'entreprise correspondent à notre intérêt à l'égard du risque. L'approche de la CIBC à l'égard de la gestion du risque à l'échelle de l'entreprise correspond au modèle à trois lignes de défense :

- i) En tant que première ligne de défense, la direction de la CIBC est responsable du recensement et de l'appréciation des risques inhérents aux activités des unités d'exploitation stratégiques et des groupes fonctionnels en fonction de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC, et d'en rendre compte. De plus, la direction doit établir et maintenir des contrôles pour atténuer ces risques et renforcer la résilience opérationnelle. La direction peut inclure des groupes de gouvernance au sein de l'entreprise pour faciliter la mise en œuvre des processus liés au cadre de contrôle et au Cadre de résilience opérationnelle et de gestion du risque opérationnel ainsi que des autres processus relatifs aux risques. Un groupe de gouvernance s'entend d'un groupe relevant de la direction de l'unité d'exploitation (première ligne de défense) chargé de soutenir la direction dans ses activités en matière de gouvernance, de risque et de contrôle. Le groupe de gouvernance fait partie de la première ligne de défense, tout comme la direction de l'unité d'exploitation. Les groupes de contrôle, qui sont habituellement rattachés à des fonctions centralisées, fournissent une expertise à la direction des unités d'exploitation et peuvent également mettre en place et gérer des programmes et des activités de contrôle à l'échelle organisationnelle. Bien que les groupes de contrôle collaborent avec la direction des unités d'exploitation pour recenser et gérer les risques, ils remettent également en question les décisions et les stratégies d'atténuation à l'égard des risques.
- ii) La deuxième ligne de défense est indépendante de la première et fournit une vue d'ensemble des types de risques précis à l'échelle de la banque, établit des lignes directrices et remet en question de façon efficace les activités liées aux risques et aux contrôles. La fonction Gestion du risque constitue la principale deuxième ligne de défense. Elle peut avoir recours à l'expertise technique d'autres groupes (p. ex. des tiers ou des groupes de contrôle) à l'appui de ses évaluations indépendantes, s'il y a lieu.
- iii) En tant que troisième ligne de défense, la fonction Vérification interne de la CIBC est responsable de fournir une assurance raisonnable à la haute direction et au Comité de vérification du conseil d'administration quant à l'efficacité des pratiques de gouvernance, des processus de gestion du risque et du contrôle interne de la CIBC, dans le cadre de son plan de vérification axé sur les risques et conformément à son mandat, comme il est décrit dans la Charte de vérification interne.

Une culture de risque éprouvée et une communication fluide entre les trois lignes de défense constituent des éléments essentiels d'une gestion du risque efficace.

Nous exerçons une surveillance constante de notre profil de risque en le comparant avec l'intérêt à l'égard du risque que nous avons établi et les limites connexes, et en prenant les mesures qui s'imposent pour maintenir un équilibre entre les risques courus et le rendement obtenu. Pour surveiller notre profil de risque, nous effectuons une analyse prospective de la sensibilité par rapport à des facteurs locaux et mondiaux du marché, à la conjoncture économique et au contexte géopolitique et réglementaire ayant une incidence sur notre profil de risque global.

La tenue de discussions et la production de rapports périodiques et clairs sur les risques par les comités de la haute direction facilitent la communication des risques et l'analyse des stratégies en gestion du risque à l'échelle de l'entreprise.

Principaux risques et nouveaux risques

Nous faisons le suivi des principaux risques et des nouveaux risques qui peuvent avoir une incidence sur nos résultats futurs, nous les examinons et nous prenons les mesures qui s'imposent pour réduire les risques éventuels. Nous procédons à des analyses approfondies, notamment par des simulations de crise de nos expositions aux risques, et nous informons le conseil sur une base régulière des nouveautés et des changements connexes. Les principaux risques et les nouveaux risques sont ceux qui pourraient avoir, à notre avis, une incidence négative qui est importante pour la CIBC. Se reporter aux pages 50 à 52 de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les principaux risques et nouveaux risques suivants :

- Risque lié aux changements climatiques
- Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
- Risque lié à la technologie
- Risque lié aux données et à l'intelligence artificielle
- Réglementation bancaire aux États-Unis
- Réforme fiscale
- Transactions d'entreprise

Le reste de la présente section décrit les principaux risques et les nouveaux risques qui ont été mis à jour pour tenir compte des faits nouveaux survenus depuis la publication de notre Rapport annuel 2025, ainsi que des faits nouveaux en matière de réglementation et de comptabilité qui sont importants pour la CIBC.

Incertitude concernant la politique commerciale

Les tarifs douaniers nouvellement proposés ou instaurés par les États-Unis, ainsi que les contre-mesures potentielles, devraient se répercuter négativement sur les chaînes d'approvisionnement, l'inflation et l'activité économique, aggravant davantage les enjeux commerciaux persistants entre les États-Unis, le Canada et le Mexique qui existaient déjà avant l'évolution des tarifs douaniers, ce qui engendre des craintes de récession et une volatilité des marchés accrue. Le renouvellement de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique est imminent et pourrait représenter un risque important advenant une restructuration en profondeur ou la résiliation de l'accord. Des pourparlers commerciaux sont en cours entre le Canada et la Chine et entre les États-Unis et la Chine. L'incertitude persistante entourant l'ampleur et la portée véritables des tarifs douaniers pourrait éroder la confiance des consommateurs et des entreprises au Canada et partout dans le monde en faisant augmenter les risques de crédit, de marché et de liquidité et le risque opérationnel (y compris le risque lié aux tiers).

Les répercussions éventuelles des tarifs douaniers dépendront de la nature et de la durée de ceux-ci, ainsi que des politiques budgétaires qui pourraient être adoptées dans ce contexte, et devraient intensifier le chômage et l'inflation, ce qui accentuera le risque de crédit. La hausse du chômage et de l'inflation pourrait réduire les dépenses discrétionnaires des consommateurs, ralentir le montage des prêts et avoir des retombées négatives sur le service de la dette pour les clients de détail et les clients commerciaux. Les clients commerciaux pourraient observer une diminution de l'ensemble de leurs revenus et une augmentation de leurs coûts, ce qui pourrait freiner leurs plans de croissance et d'expansion. Certains secteurs pourraient être davantage touchés par l'incidence de l'évolution des tarifs douaniers, dont ceux de la fabrication, du commerce de détail et de gros, et du transport. Nous surveillons également la viabilité financière des fournisseurs qui pourraient subir des contrecoups si la conjoncture économique se détériore en raison des répercussions des tarifs douaniers à l'échelle du globe.

Au cours du premier trimestre de 2026, les marchés financiers ont été influencés par l'assouplissement de la politique monétaire, une croissance économique modérée, mais résiliente, et l'incertitude accrue concernant la politique commerciale et la situation géopolitique. Le niveau élevé des incertitudes géopolitiques, notamment en ce qui a trait aux retombées que pourraient avoir l'imposition d'autres tarifs douaniers et la mise en place d'autres restrictions commerciales sur la croissance mondiale, a engendré de la volatilité dans les marchés boursiers et des marchandises au trimestre considéré, tendance qui devrait se poursuivre jusqu'à les incertitudes se dissipent. Les activités de Marchés des capitaux maintiennent une exposition au risque défensive pour gérer le risque de marché, à l'appui de l'intensification des activités des clients.

L'incidence de l'incertitude macroéconomique sur le dollar américain et sur les rendements obligataires à long terme et les changements dans la confiance des clients entraînés par la volatilité macroéconomique, ainsi que le contexte propice à une récession et les risques liés aux banques, pourraient faire grimper les primes de liquidité et élargir les écarts de taux sur les marchés du financement.

Nous continuons de suivre de près les faits économiques nouveaux et de préparer des plans d'atténuation de façon proactive. Se reporter à la section Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques pour plus de précisions sur les tarifs douaniers et nos perspectives économiques.

Risque géopolitique

Le risque géopolitique s'intensifie à certains moments. Bien que l'incidence précise sur l'économie mondiale et sur les marchés du crédit et des capitaux mondiaux dépende de la nature de l'événement, en règle générale, tout événement majeur pourrait être une source d'instabilité et de volatilité, ce qui pourrait entraîner un élargissement des écarts de taux, une diminution de la valeur des actions, une ruée vers les devises refuges et une augmentation des achats d'or. À court terme, la perturbation des marchés peut nuire au résultat net tiré de nos positions de risque de marché dans les activités de négociation et les activités autres que de négociation. Le risque géopolitique pourrait entraîner un ralentissement de la croissance économique et, de pair avec les répercussions possibles sur les prix des marchandises et le protectionnisme (se reporter à la section Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques pour plus de précisions), avoir des conséquences très graves sur l'ensemble des activités économiques et bancaires.

D'autres facteurs demeurent préoccupants :

- les conflits au Moyen-Orient;
- la guerre en Ukraine;
- l'intensification des tensions politiques, des troubles civils et de l'activisme à l'échelle mondiale.

Bien qu'il soit difficile de prédire quels pays connaîtront des conflits géopolitiques, nous surveillons étroitement les marchés et les régions actuellement ou récemment instables afin d'évaluer l'incidence de ces situations sur les marchés et les secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités.

Endettement des consommateurs canadiens et marché du logement canadien

Selon les données de Statistique Canada, le ratio dette-revenu des ménages a augmenté légèrement au cours des derniers trimestres, mais il demeure en deçà du niveau de 2016. Cette augmentation s'explique par la croissance relativement plus lente du revenu disponible, neutralisée en partie par la hausse du taux de chômage, tandis que la croissance de l'endettement est restée relativement stable grâce à la baisse des taux d'intérêt. Le ratio du service de la dette a été relativement stable depuis 2024, s'établissant en deçà des niveaux observés en 2022 et en 2023, ce qui s'explique en partie par les taux d'intérêt plus bas qui, jumelés à l'accroissement du revenu disponible, ont compensé l'augmentation du ratio dette-revenu. La dette hypothécaire se maintient près des sommets historiques, mais demeure dans une situation plus favorable qu'au cours de la période 2022-2023, tandis que le ratio de la dette autre qu'hypothécaire sur le revenu et le ratio du service de la dette autre qu'hypothécaire demeurent à des niveaux historiquement bas, alors que les clients maintiennent des taux d'utilisation plus faibles et des taux de remboursement plus élevés. Le ratio du service de la dette hypothécaire pourrait demeurer élevé alors que les prêts hypothécaires continuent d'être renouvelés à des taux plus élevés et que l'essoufflement du marché du travail freine la croissance des revenus. Les ventes immobilières ont diminué en 2025 et se situent à leur niveau le plus bas depuis 2020.

Les baisses de taux d'intérêt au cours du deuxième semestre de 2024 et en 2025 ont offert un certain répit, mais le fait que les taux directeurs affichent toujours une hausse respectivement de 200 points de base par rapport au niveau de 2020-2021 et de 50 points de base par rapport au niveau de 2019 limite l'accroissement de la valeur des propriétés et les ventes. Malgré la baisse des taux d'intérêt, les ventes de logements ont diminué et le taux de chômage a augmenté en 2025 en raison du contexte macroéconomique incertain. Toutefois, les pertes sur les prêts garantis par un bien immobilier demeurent faibles compte tenu du niveau élevé des ratios prêt-valeur. Malgré une certaine baisse de l'indice de prix de maison sur une base non désaisonnalisée au cours du second semestre de 2025, l'indice saisonnier s'est amélioré, et les deux indices se situent à un niveau plus élevé que celui atteint à la fin de 2022 et au début de 2023.

Le taux de chômage est demeuré relativement élevé au cours du premier trimestre de 2026 et a affiché des variations mensuelles importantes. Le taux de chômage moyen sur six mois en moyenne mobile s'est amélioré sur trois mois, mais reste plus élevé sur douze mois. Au cours de l'exercice 2025, le taux de chômage avait atteint son niveau le plus élevé depuis 2016 (exception faite des hausses observées en 2020 et en 2021 en raison de la pandémie de COVID-19), mais il devrait s'améliorer au cours de l'exercice 2026. Un taux de chômage élevé pourrait faire augmenter l'endettement autre qu'hypothécaire, en plus d'exercer davantage de pression sur les paiements non garantis, ce qui représente une phase habituelle du cycle de crédit.

Les organismes de réglementation continuent de faire preuve d'une vigilance accrue quant à la conformité aux lignes directrices et à la surveillance exercée. Les exigences accrues des organismes de réglementation pourraient avoir une incidence sur les processus opérationnels, et accroître les coûts de conformité et les risques d'amendes en cas de non-conformité. En janvier 2026, le BSIF a annoncé le lancement d'une consultation sectorielle de six mois en appui à une nouvelle ligne directrice sur la gestion du risque de crédit. La période de consultation devrait prendre fin le 29 juillet 2026. La ligne directrice devrait renforcer les attentes auxquelles les institutions financières fédérales (IFF) doivent satisfaire sur le plan des politiques et de la gestion de la dette en consolidant les consignes et attentes actuelles à l'égard du risque de crédit, en lien notamment avec les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts immobiliers commerciaux, les prêts aux grandes entreprises et les prêts susceptibles de ne pas être garantis. De plus, le BSIF continue d'accroître les attentes quant à la prise en compte des risques climatiques liés au portefeuille de prêts immobiliers pour assurer la rigueur des processus de prise de décisions en matière de crédit et des pratiques de surveillance des risques.

Risque de désintermédiation

Les attentes des consommateurs en matière de services bancaires et de solutions de placement numériques à coût avantageux et intégrés pourraient évoluer plus rapidement que la stratégie et la capacité de prestation actuelles de la CIBC, ce qui pourrait faire en sorte que l'offre de la CIBC ne réponde pas aux demandes des clients et avoir une incidence sur les relations avec la clientèle. Le risque va croissant en raison des progrès réalisés tant au chapitre des services bancaires axés sur les consommateurs (système bancaire ouvert) que par les sociétés concurrentes du secteur des technologies financières dont les offres et l'accessibilité se sont beaucoup améliorées au cours des cinq dernières années. Afin d'atténuer ce risque, la CIBC continuera d'investir dans l'IA pour approfondir sa connaissance des clients et l'analyse de leurs opinions, tout en maintenant un état de préparation au système bancaire ouvert, en demeurant agile dans le développement de produits et en consolidant les relations principales par des stratégies ciblées. Parallèlement, la CIBC s'efforcera également de simplifier les processus de mobilisation de la clientèle et de faire progresser sa stratégie omnicanale pour offrir des expériences personnalisées, des services fluides ainsi que des conseils pertinents et en temps opportun dans l'ensemble des canaux.

Risque lié aux tiers

Nous reconnaissons que les relations avec les tiers font partie intégrante du modèle d'affaires de la CIBC et qu'elles jouent un rôle essentiel dans l'atteinte des objectifs stratégiques de la CIBC. L'écosystème des tiers évolue rapidement étant donné que la CIBC adopte de nouvelles technologies et fait de plus en plus appel aux services de sous-traitants, ce qui crée de nouveaux niveaux de complexité et de risque. Bien qu'elles puissent réduire les coûts, stimuler l'innovation, améliorer le rendement et renforcer la compétitivité, les relations avec les tiers peuvent aussi présenter divers nouveaux risques, comme des interruptions de service et des défaillances opérationnelles, ou encore des vulnérabilités en lien avec les tiers et les sous-traitants de tiers qui peuvent découler de perturbations attribuables aux employés, aux processus ou aux systèmes, ou bien à des événements externes.

Afin de répondre à ces risques en pleine évolution et aux exigences réglementaires de plus en plus strictes, la CIBC a mis en place un programme de gestion du risque lié aux tiers rigoureux. Le programme s'appuie sur la culture de risque éprouvée de la CIBC et est soutenu par un éventail exhaustif de politiques, de procédures et de ressources spécialisées. Ce programme assure que les risques liés aux tiers sont recensés, évalués et gérés de façon proactive pendant toute la durée de chaque relation, depuis l'étape de la planification initiale jusqu'à celle de la surveillance continue. Ce faisant, la CIBC maintient des contrôles efficaces, favorise les partenariats de collaboration et soutient l'atteinte des objectifs stratégiques, tout en continuant d'exercer ses activités selon l'intérêt à l'égard du risque qu'elle a établi.

Sanctions et lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

Le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et les crimes connexes constituent une menace pour la stabilité du secteur financier. La CIBC s'engage à se conformer à toutes les exigences réglementaires en matière de sanctions économiques et de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et de financement des activités terroristes (LFAT) dans tous les territoires où elle exerce ses activités. Comme il a été mentionné dans l'Évaluation nationale des risques au Canada 2025, les banques sont aux prises avec des risques de crime financier importants, comme le trafic de drogues, la fraude et les activités liées à la cryptomonnaie. En réponse à ces risques, la CIBC investit dans des contrôles robustes, des technologies de détection de pointe et des programmes de conformité exhaustifs. La banque met en œuvre des procédures rigoureuses liées au processus de diligence raisonnable à l'égard des clients, à la tenue des dossiers et à la présentation de rapports, et offre des formations annuelles obligatoires en matière de sanctions et de LBA/LFAT à tous les membres de l'équipe. Compte tenu des changements attendus à la réglementation en 2026, comme la hausse des

sanctions administratives pécuniaires de CANAFE allant de pair avec son nouveau cadre de surveillance et sa nouvelle approche d'application, la CIBC continue de surveiller et d'améliorer son programme de conformité pour répondre à l'évolution des risques et aux attentes réglementaires.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Risque de crédit pour plus de précisions sur les faits nouveaux en matière de réglementation.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle et à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions.

Risques découlant des activités commerciales

Le graphique ci-dessous présente nos activités commerciales et les mesures de risque correspondantes fondées sur l'APR, ainsi que les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis au 31 janvier 2026 :

	Banque CIBC				Siège social et autres
Unités d'exploitation stratégiques	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	
Activités commerciales	- Dépôts - Prêts hypothécaires à l'habitation - Prêts personnels - Cartes de crédit - Prêts aux entreprises - Assurance	- Groupe Entreprises - Courtage de plein exercice - Gestion d'actifs - Gestion privée de patrimoine	- Groupe Entreprises - Gestion d'actifs - Gestion privée de patrimoine - Services bancaires personnels et PME	- Services financiers aux entreprises - Marchés CIBC, réseau mondial - Services de Banque d'investissement	- Services bancaires internationaux - Portefeuilles de placement - Coentreprises - Groupes fonctionnels et de soutien (voir page 19)
Bilan ¹	(en millions de dollars) Actif moyen 343 836 Dépôts moyens 247 259	(en millions de dollars) Actif moyen 108 393 Dépôts moyens 125 384	(en millions de dollars) Actif moyen 65 220 Dépôts moyens 61 957	(en millions de dollars) Actif moyen 423 381 Dépôts moyens 115 871	(en millions de dollars) Actif moyen 214 052 Dépôts moyens 274 724
APR	(en millions de dollars) Risque de crédit 82 206 Risque de marché - Risque opérationnel 20 772	(en millions de dollars) Risque de crédit 68 601 Risque de marché - Risque opérationnel 8 419	(en millions de dollars) Risque de crédit ² 53 791 Risque de marché 1 Risque opérationnel 3 089	(en millions de dollars) Risque de crédit ³ 74 046 Risque de marché 12 631 Risque opérationnel 6 506	(en millions de dollars) Risque de crédit ⁴ 18 377 Risque de marché 689 Risque opérationnel 12 701
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁵	(%) Proportion du total de la CIBC 22 Comprend : Risque de crédit 76 Risque de marché - Risque opérationnel 19 Autres risques ⁶ 5	(%) Proportion du total de la CIBC 18 Comprend : Risque de crédit 79 Risque de marché - Risque opérationnel 10 Autres risques ⁶ 11	(%) Proportion du total de la CIBC 19 Comprend : Risque de crédit 58 Risque de marché - Risque opérationnel 3 Autres risques ⁶ 39	(%) Proportion du total de la CIBC 19 Comprend : Risque de crédit 77 Risque de marché 13 Risque opérationnel 7 Autres risques ⁶ 3	(%) Proportion du total de la CIBC 22 Comprend : Risque de crédit 59 Risque de marché 2 Risque opérationnel 19 Autres risques ⁶ 20
Profil de risque	Nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité et au risque opérationnel, ainsi qu'à d'autres risques, comprenant principalement le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque lié à la technologie, le risque lié aux tiers, le risque de fraude, le risque lié aux données, le risque lié à la LBA/LFAT, le risque lié au comportement et à la culture, le risque lié à sécurité de l'information et à la cybersécurité, les risques juridiques et de réputation, le risque lié à la conformité réglementaire, ainsi que les risques environnementaux et sociaux.				

1) Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

2) Comprend le risque de crédit de contrepartie (RCC) de 12 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

3) Comprend le RCC de 15 932 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

4) Comprend le RCC de 485 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

5) Les capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis constituent une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions sur la composition de cette mesure non conforme aux PCGR.

6) Correspondent aux capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis liés aux déductions en capital, comme le goodwill et les immobilisations incorporelles, conformément à la ligne directrice NFP du BSIF.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Le risque de crédit découle de nos activités de prêt dans chacune de nos unités d'exploitation stratégiques et dans Services bancaires internationaux, qui est inclus dans Siège social et autres. Le risque de crédit provient également d'autres sources, notamment de nos activités de négociation, ce qui comprend nos dérivés de gré à gré, nos titres de créance et nos transactions assimilées à des mises en pension de titres. En plus des pertes en cas de défaut d'un emprunteur ou d'une contrepartie, des profits latents ou des pertes latentes peuvent survenir en raison des variations des écarts de taux de la contrepartie qui pourraient influencer sur la valeur comptable ou la juste valeur de nos actifs.

Expositions au risque de crédit

Le tableau ci-après présente nos expositions au risque de crédit par portefeuille, selon la façon dont nous gérons nos activités et les risques qui s'y rattachent. Les montants des expositions brutes au risque de crédit présentées dans le tableau ci-dessous représentent notre estimation de l'exposition en cas de défaut (ECD) nette des accords généraux de compensation de dérivés et du rajustement de l'évaluation du crédit (REC), mais avant la provision pour pertes sur créances et de l'atténuation du risque de crédit selon les approches fondées sur la notation interne (NI). Les montants bruts des expositions au risque de crédit liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements sont réduits du montant des garanties détenues aux fins de transactions assimilées à des mises en pension de titres, ce qui reflète l'ECD de ces garanties. Les risques liés aux titres autres que de négociation ne sont pas compris dans le tableau ci-dessous, car ils sont considérés comme étant négligeables en vertu des lignes directrices du BSIF et sont, par conséquent, assujettis à une pondération en fonction du risque de 100 %.

			31 janv. 2026				31 oct. 2025
En millions de dollars aux							
	Approche NI	Approche standard	Total	Approche NI	Approche standard	Total	
Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements							
Engagements utilisés	413 441 \$	17 264 \$	430 705 \$	406 405 \$	17 012 \$	423 417 \$	
Engagements non utilisés	67 652	1 267	68 919	67 929	1 266	69 195	
Transactions assimilées à des mises en pension de titres	601 759	-	601 759	463 183	-	463 183	
Divers – hors bilan	21 017	455	21 472	20 094	524	20 618	
Dérivés de gré à gré	23 379	149	23 528	22 814	136	22 950	
Total des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut							
	1 127 248	19 135	1 146 383	980 425	18 938	999 363	
Moins : garanties détenues aux fins de transactions assimilées à des mises en pension de titres	576 001	-	576 001	437 601	-	437 601	
Total des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net							
	551 247	19 135	570 382	542 824	18 938	561 762	
Portefeuilles de détail							
Engagements utilisés	339 739	6 746	346 485	338 427	6 830	345 257	
Engagements non utilisés	115 181	4 335	119 516	113 488	4 226	117 714	
Divers – hors bilan	454	109	563	483	120	603	
Portefeuilles de détail, montant brut							
	455 374	11 190	466 564	452 398	11 176	463 574	
Expositions de titrisation¹							
	42 000	29 291	71 291	40 180	30 105	70 285	
Expositions brutes au risque de crédit²							
	1 624 622 \$	59 616 \$	1 684 238 \$	1 473 003 \$	60 219 \$	1 533 222 \$	
Expositions nettes au risque de crédit²							
	1 048 621 \$	59 616 \$	1 108 237 \$	1 035 402 \$	60 219 \$	1 095 621 \$	

- 1) Les lignes directrices du BSIF définissent une hiérarchie des approches du traitement des expositions de titrisation dans notre portefeuille bancaire. Selon leurs caractéristiques sous-jacentes, les expositions sont admissibles à l'approche standard ou à l'approche NI. L'approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA), qui comprend l'approche fondée sur les évaluations internes (SEC-IAA), inclut les expositions admissibles à l'approche NI, ainsi que les expositions assujetties à l'approche standard.
- 2) Excluent les expositions découlant de dérivés et de transactions assimilées à des mises en pension de titres qui sont réglés par l'entremise de contreparties centrales admissibles (CCA), ainsi que les expositions au risque de crédit découlant d'autres actifs qui sont soumises au cadre de gestion du risque de crédit, notamment les autres actifs figurant au bilan qui ont une pondération en fonction du risque de 100 %, les participations significatives dans les fonds propres d'institutions autres que financières qui ont une pondération en fonction du risque de 1 250 %, le risque de non-règlement et les montants inférieurs aux seuils de déduction qui ont une pondération en fonction du risque de 250 %. Les expositions aux titres détenus à des fins autres que de négociation sont également exclues et sont assujetties à un ensemble de pondérations en fonction du risque qui s'applique selon la nature du titre.

Techniques d'allègement

Nous utilisons des techniques d'allègement pour gérer les relations avec nos clients et réduire les pertes sur créances en cas de défaut, de saisie ou de reprise de possession. Dans certains cas, nous devons peut-être modifier les modalités d'un emprunt pour des raisons découlant des difficultés financières d'un emprunteur, réduisant ainsi la possibilité de défaut. La restructuration de la dette totale est soumise à notre test courant de dépréciation trimestriel qui évalue, entre autres facteurs, les clauses restrictives ou les défauts de paiement. La dotation à la provision pour pertes sur créances est ajustée, le cas échéant.

En ce qui concerne les prêts de détail, les techniques d'allègement comprennent la capitalisation des intérêts, la révision de l'amortissement et la consolidation de dettes. Nous avons instauré des conditions d'admissibilité qui permettent à l'équipe de la Gestion des comptes de clients de formuler des mesures correctives qui conviennent et de proposer des solutions adaptées à la situation de chaque emprunteur.

Les solutions qui existent pour les entreprises clientes et les clients commerciaux dépendent de la situation de chaque client et sont offertes de façon circonspecte dans les cas où il a été établi que le client a ou risque d'avoir de la difficulté à s'acquitter de ses obligations. Les clauses restrictives permettent souvent de déceler des changements dans la situation financière du client avant que ne se concrétise un changement sur le plan de ses habitudes de remboursement, et prévoient généralement un droit pour la banque de rajuster le taux d'intérêt ou d'accélérer le remboursement du prêt. Les solutions peuvent être temporaires ou peuvent faire intervenir d'autres options spéciales de gestion.

Prêts personnels garantis par des biens immobiliers

Le portefeuille de prêts personnels garantis par des biens immobiliers comprend des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts personnels et des marges garantis par des biens immobiliers résidentiels (marges de crédit hypothécaires). Ce portefeuille présente un risque plus faible par rapport à d'autres portefeuilles de détail, car nous détenons un privilège de premier rang sur la plupart des biens immobiliers et un privilège de deuxième rang sur une petite partie du portefeuille. Nous utilisons les mêmes critères de prêt pour approuver les prêts, qu'ils soient assortis d'un privilège de premier rang ou de deuxième rang.

Les informations suivantes sont exigées par le BSIF aux termes de la ligne directrice B-20, Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels (ligne directrice B-20).

Le tableau suivant présente le détail de nos portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de marges de crédit hypothécaires :

En milliards de dollars, au 31 janvier 2026	Prêts hypothécaires à l'habitation ^{1, 2}				Marges de crédit hypothécaires ³		Total			
	Assurés		Non assurés		Non assurées		Assurés		Non assurés	
Ontario ⁴	16,0 \$	10 %	138,8 \$	90 %	11,1 \$	100 %	16,0 \$	10 %	149,9 \$	90 %
Colombie-Britannique et territoires ⁵	4,8	9	46,1	91	4,1	100	4,8	9	50,2	91
Alberta	8,4	33	17,4	67	1,7	100	8,4	31	19,1	69
Québec	5,1	19	21,4	81	1,3	100	5,1	18	22,7	82
Provinces des Prairies / du Centre	2,3	35	4,3	65	0,5	100	2,3	32	4,8	68
Provinces de l'Atlantique	2,3	26	6,5	74	0,7	100	2,3	24	7,2	76
Portefeuille canadien ^{6, 7}	38,9	14	234,5	86	19,4	100	38,9	13	253,9	87
Portefeuille américain ⁶	-	-	2,8	100	0,1	100	-	-	2,9	100
Autre portefeuille international ⁶	-	-	3,3	100	-	-	-	-	3,3	100
Total des portefeuilles	38,9 \$	14 %	240,6 \$	86 %	19,5 \$	100 %	38,9 \$	13 %	260,1 \$	87 %
31 octobre 2025	39,3 \$	14 %	239,4 \$	86 %	19,8 \$	100 %	39,3 \$	13 %	259,2 \$	87 %

1) Les soldes reflètent la valeur du capital.

2) Nos prêts hypothécaires liés aux copropriétés au Canada s'élevaient à 44,7 G\$ (44,2 G\$ au 31 octobre 2025), et une tranche de 15 % de ces prêts (15 % au 31 octobre 2025) était assurée.

3) Nous n'avions aucune marge de crédit hypothécaire assurée au 31 janvier 2026 et au 31 octobre 2025.

4) Comprend un montant de 6,9 G\$ (7,0 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 85,9 G\$ (85,6 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 6,6 G\$ (6,7 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Toronto.

5) Comprend un montant de 2,1 G\$ (2,2 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 31,3 G\$ (31,3 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 2,7 G\$ (2,6 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Vancouver.

6) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.

7) Une tranche de 51 % (51 % au 31 octobre 2025) des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens sont assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et le solde, par deux assureurs canadiens du secteur privé, tous les deux notés au moins AA (faible) par DBRS Limited (Morningstar DBRS).

Le tableau suivant présente les ratios prêt-valeur (RPV)¹ moyens pour nos prêts hypothécaires à l'habitation et nos marges de crédit hypothécaires non assurés qui ont été montés et acquis au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026 :

Pour les trois mois clos les	31 janv. 2026		31 oct. 2025		31 janv. 2025	
	Prêts hypo- thécaires à l'habitation	Marges de crédit hypo- thécaires	Prêts hypo- thécaires à l'habitation	Marges de crédit hypo- thécaires	Prêts hypo- thécaires à l'habitation	Marges de crédit hypo- thécaires
Ontario ²	66 %	68 %	66 %	68 %	66 %	67 %
Colombie-Britannique et territoires ³	63	65	64	66	64	64
Alberta	69	72	69	72	71	72
Québec	68	70	67	70	68	70
Provinces des Prairies / du Centre	68	73	69	74	70	72
Provinces de l'Atlantique	62	69	65	69	67	68
Portefeuille canadien ⁴	66 %	69 %	66 %	68 %	66 %	67 %
Portefeuille américain ⁴	69 %	58 %	58 %	54 %	62 %	négl.
Autre portefeuille international ⁴	72 %	négl.	69 %	négl.	69 %	négl.

1) Les RPV pour les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaires montés et acquis depuis peu sont calculés en fonction des moyennes pondérées.

2) Les RPV moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 67 % (67 % au 31 octobre 2025) et 66 % au 31 janvier 2025).

3) Les RPV moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 63 % (64 % au 31 octobre 2025) et 63 % au 31 janvier 2025).

4) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.
négl. Négligeable.

Le tableau suivant présente les RPV moyens pour l'ensemble du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada :

	Assurés	Non assurés
31 janvier 2026 ^{1, 2}	61 %	57 %
31 octobre 2025 ^{1, 2}	59 %	55 %

1) Les RPV pour les prêts hypothécaires à l'habitation sont calculés en fonction de la moyenne pondérée. Les estimations du prix des maisons pour le 31 janvier 2026 et le 31 octobre 2025 sont fondées sur les indices liés aux régions de tri d'acheminement tirés de l'indice composé de Prix de Maison Teranet canadien – Banque Nationale (Teranet) respectivement au 31 décembre 2025 et au 30 septembre 2025. L'indice Teranet constitue une estimation indépendante du taux de changement dans les prix des logements au Canada.

2) Le RPV moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto s'est élevé à 60 % (58 % au 31 octobre 2025). Le RPV moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver s'est élevé à 50 % (49 % au 31 octobre 2025).

Les tableaux ci-après résument le profil des périodes d'amortissement restantes concernant l'ensemble de nos prêts hypothécaires à l'habitation canadiens, américains et internationaux. Le premier tableau comprend les périodes d'amortissement restantes en fonction des paiements contractuels minimums, en supposant que les prêts hypothécaires à taux variable sont renouvelés à un taux correspondant à celui du tableau d'amortissement original. Le deuxième tableau résume le profil des périodes d'amortissement restantes concernant l'ensemble de nos prêts hypothécaires à l'habitation canadiens, américains et internationaux en fonction des paiements réels des clients.

En fonction des paiements contractuels

	Moins de 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De 10 ans à 15 ans	De 15 ans à 20 ans	De 20 ans à 25 ans	De 25 ans à 30 ans	De 30 ans à 35 ans	Plus de 35 ans
Portefeuille canadien								
31 janvier 2026	- %	1 %	2 %	14 %	40 %	43 %	- %	- %
31 octobre 2025	- %	1 %	2 %	13 %	41 %	43 %	- %	- %
Portefeuille américain								
31 janvier 2026	- %	- %	- %	3 %	31 %	66 %	- %	- %
31 octobre 2025	- %	- %	- %	3 %	29 %	68 %	- %	- %
Autre portefeuille international								
31 janvier 2026	8 %	12 %	21 %	21 %	23 %	14 %	1 %	- %
31 octobre 2025	9 %	12 %	21 %	21 %	22 %	14 %	1 %	- %

En fonction des paiements réels des clients

	Moins de 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De 10 ans à 15 ans	De 15 ans à 20 ans	De 20 ans à 25 ans	De 25 ans à 30 ans	De 30 ans à 35 ans	Plus de 35 ans
Portefeuille canadien								
31 janvier 2026	1 %	3 %	10 %	19 %	32 %	28 %	2 %	5 %
31 octobre 2025	1 %	3 %	10 %	20 %	32 %	27 %	2 %	5 %
Portefeuille américain								
31 janvier 2026	1 %	3 %	8 %	9 %	27 %	52 %	- %	- %
31 octobre 2025	1 %	3 %	8 %	9 %	25 %	54 %	- %	- %
Autre portefeuille international								
31 janvier 2026	9 %	12 %	21 %	20 %	23 %	14 %	1 %	- %
31 octobre 2025	9 %	13 %	20 %	21 %	22 %	14 %	1 %	- %

Nous soumettons nos portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit hypothécaires à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence possible d'événements économiques variés. Nos simulations de crise peuvent faire appel à différentes variables, telles que le taux de chômage, le ratio du service de la dette et les variations des prix des logements, afin d'établir des modèles de résultats possibles dans des circonstances précises. Ces simulations font intervenir des variables qui pourraient se comporter différemment selon les situations. Les variables économiques utilisées pour nos principales simulations se situent dans des fourchettes, soit semblables à celles liées à des événements historiques s'étant déroulés lorsque le Canada a connu une récession, soit plus prudentes que celles-ci. Nos résultats démontrent qu'en période de récession notre situation de fonds propres serait suffisante pour absorber les pertes liées aux prêts hypothécaires et aux marges de crédit hypothécaires.

Prêts douteux

Le tableau ci-après présente le détail des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances :

En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les	31 janv. 2026			31 oct. 2025			31 janv. 2025		
	Prêts aux entreprises et aux gouverne- ments	Prêts à la consom- mation	Total	Prêts aux entreprises et aux gouverne- ments	Prêts à la consom- mation	Total	Prêts aux entreprises et aux gouverne- ments	Prêts à la consom- mation	Total
Prêts douteux bruts									
Solde au début de la période	2 031 \$	1 605 \$	3 636 \$	1 752 \$	1 529 \$	3 281 \$	1 628 \$	1 286 \$	2 914 \$
Classement dans les prêts douteux au cours de la période	503	887	1 390	616	809	1 425	564	844	1 408
Transfert dans les prêts productifs au cours de la période	(96)	(112)	(208)	(42)	(108)	(150)	(21)	(139)	(160)
Remboursements nets ¹	(195)	(223)	(418)	(157)	(260)	(417)	(302)	(238)	(540)
Montants radiés	(170)	(397)	(567)	(153)	(368)	(521)	(77)	(344)	(421)
Change et autres	(31)	(8)	(39)	15	3	18	49	12	61
Solde à la fin de la période	2 042 \$	1 752 \$	3 794 \$	2 031 \$	1 605 \$	3 636 \$	1 841 \$	1 421 \$	3 262 \$
Provision pour pertes sur créances – prêts douteux	504 \$	462 \$	966 \$	491 \$	491 \$	982 \$	463 \$	440 \$	903 \$
Prêts douteux nets²									
Solde au début de la période	1 540 \$	1 114 \$	2 654 \$	1 282 \$	1 047 \$	2 329 \$	1 236 \$	862 \$	2 098 \$
Variation nette des prêts douteux bruts	11	147	158	279	76	355	213	135	348
Variation nette de la provision	(13)	29	16	(21)	(9)	(30)	(71)	(16)	(87)
Solde à la fin de la période	1 538 \$	1 290 \$	2 828 \$	1 540 \$	1 114 \$	2 654 \$	1 378 \$	981 \$	2 359 \$
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts et des acceptations nets	0,48 %			0,45 %			0,42 %		

1) Comprendent les cessions de prêts.

2) Les prêts douteux nets correspondent aux prêts douteux bruts, nets de la provision pour pertes sur créances de troisième stade.

Prêts douteux bruts

Au 31 janvier 2026, les prêts douteux bruts s'élevaient à 3 794 M\$, soit une augmentation de 532 M\$ comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de hausses dans le secteur des télécommunications et de la câblodistribution et dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada, ainsi que dans les secteurs des institutions financières et de la fabrication des biens d'équipement, le tout contrebalancé en partie par des baisses dans les secteurs de l'immobilier et de la construction et du commerce de détail et de gros, de même que par l'incidence de la dépréciation du dollar américain sur notre portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Les prêts douteux bruts ont augmenté de 158 M\$ comparativement à ceux du trimestre précédent, en raison principalement de hausses dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada et dans les secteurs des institutions financières, de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux ainsi que de la fabrication des biens d'équipement, le tout neutralisé en partie par des baisses dans le secteur de l'immobilier et de la construction.

Une tranche de 57 % des prêts douteux bruts se rapportait au Canada, dont la majorité était liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, et aux secteurs de l'immobilier et de la construction ainsi que de la fabrication des biens d'équipement.

Une tranche de 25 % des prêts douteux bruts se rapportait aux États-Unis, dont la majorité était liée aux secteurs de l'immobilier et de la construction, des institutions financières, de la fabrication des biens d'équipement et de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux.

Les prêts douteux bruts restants se rapportaient principalement à CIBC Caribbean et à l'Europe, dont la majorité était liée au secteur des télécommunications et de la câblodistribution, aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, ainsi qu'aux secteurs des services aux entreprises et de l'immobilier et de la construction.

Provision pour pertes sur créances – prêts douteux

La provision pour pertes sur prêts douteux s'est élevée à 966 M\$, soit une hausse de 63 M\$ comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de hausses dans les secteurs des télécommunications et de la câblodistribution et de la fabrication des biens d'équipement, ainsi que dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada, compensées en partie par des baisses touchant le secteur de l'immobilier et de la construction, et CIBC Caribbean.

La provision pour pertes sur prêts douteux a diminué de 16 M\$ comparativement à celle du trimestre précédent, en raison surtout de l'incidence positive de la mise à jour des paramètres des modèles liée au portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada et de baisses dans le secteur de l'immobilier et de la construction, et dans CIBC Caribbean, le tout neutralisé en partie par des hausses dans les secteurs des institutions financières et de la fabrication des biens d'équipement.

Prêts en souffrance aux termes du contrat, mais non douteux

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts non douteux, dont les remboursements de principal ou les versements d'intérêts sont en souffrance aux termes du contrat. Les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ces prêts ne sont en général pas représentatifs de la capacité des emprunteurs de s'acquitter de leurs obligations de paiement.

En millions de dollars aux	De 31 jours à 90 jours	Plus de 90 jours	31 janv. 2026 Total	31 oct. 2025 Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 251 \$	- \$	1 251 \$	1 239 \$
Prêts personnels	289	-	289	251
Cartes de crédit	304	201	505	440
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	461	-	461	327
Total	2 305 \$	201 \$	2 506 \$	2 257 \$

Expositions à certains pays et à certaines régions

Le tableau suivant présente nos expositions à certains pays et à certaines régions à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

Nos expositions directes présentées dans le tableau ci-après se composent : A) des expositions capitalisées – les prêts au bilan (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant), les dépôts auprès d'autres banques (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant) et les valeurs mobilières (présentées à leur valeur comptable); B) des expositions non capitalisées – les engagements de crédit inutilisés, les lettres de crédit et cautionnements (présentés au montant notionnel, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant); et C) des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés (présentées à leur juste valeur) et des transactions assimilées à des mises en pension de titres (présentées à leur juste valeur).

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos positions dans ces régions :

En millions de dollars, au 31 janvier 2026	Expositions directes								Créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés et transactions assimilées à des mises en pension de titres ¹			
	Capitalisées				Non capitalisées							
	Prêts aux entreprises	Prêts aux entités souveraines	Prêts aux banques	Total des expositions capitalisées (A)	Prêts aux entreprises	Prêts aux banques	Total des expositions non capitalisées (B)	Prêts aux entreprises	Prêts aux entités souveraines	Prêts aux banques	Expositions nettes (C)	Total de l'exposition directe (A)+(B)+(C)
Royaume-Uni	12 105 \$	1 408 \$	3 270 \$	16 783 \$	9 401 \$	1 526 \$	10 927 \$	484 \$	69 \$	943 \$	1 496 \$	29 206 \$
Europe, à l'exclusion du Royaume-Uni ²	13 809	3 002	11 186	27 997	7 063	2 858	9 921	675	250	1 763	2 688	40 606
Caraïbes	5 727	2 331	4 822	12 880	2 180	3 389	5 569	32	-	222	254	18 703
Amérique latine ³	513	51	27	591	628	2	630	23	42	-	65	1 286
Asie	3 049	1 700	1 969	6 718	404	890	1 294	-	581	1 650	2 231	10 243
Océanie ⁴	5 833	1 268	1 178	8 279	3 897	279	4 176	75	-	30	105	12 560
Divers	236	-	-	236	501	1	502	-	-	-	-	738
Total⁵	41 272 \$	9 760 \$	22 452 \$	73 484 \$	24 074 \$	8 945 \$	33 019 \$	1 289 \$	942 \$	4 608 \$	6 839 \$	113 342 \$
31 octobre 2025	37 188 \$	8 950 \$	20 041 \$	66 179 \$	26 006 \$	8 710 \$	34 716 \$	930 \$	651 \$	4 139 \$	5 720 \$	106 615 \$

1) Les montants sont présentés nets des REC et des garanties. La garantie offerte à l'égard des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés s'établissait à 12,5 G\$ (8,7 G\$ au 31 octobre 2025) et la garantie offerte à l'égard des transactions assimilées à des mises en pension de titres s'élevait à 179,4 G\$ (160,3 G\$ au 31 octobre 2025), les deux garanties comprenant des liquidités et des titres de créance de qualité supérieure.

2) Les expositions à la Russie et à l'Ukraine sont plus que minimes.

3) Comprend le Mexique, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud.

4) Comprend l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

5) Compte non tenu d'expositions de 6 812 M\$ (6 588 M\$ au 31 octobre 2025) à des entités supranationales (organisation multinationale ou union politique dont les membres sont des États-nations).

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte financière dans nos portefeuilles de négociation et nos portefeuilles autres que de négociation attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des marchandises, les écarts de taux et le comportement des clients à l'égard des produits de détail. Il découle des activités de négociation et de trésorerie de la CIBC et englobe toutes les activités de positionnement sur le marché et les activités de tenue de marché.

Le portefeuille de négociation s'entend des positions sur instruments financiers et marchandises détenues dans le but de répondre aux besoins à court terme de nos clients.

Les portefeuilles autres que de négociation comprennent des positions détenues dans diverses devises qui ont trait à la gestion de l'actif et du passif (GAP) et aux activités de placement.

Mesure de risque

Le tableau suivant présente les soldes du bilan consolidé intermédiaire qui sont exposés au risque de marché. Certains écarts entre le classement comptable et le classement fondé sur les risques sont expliqués en détail dans les notes de bas de tableau ci-après :

En millions de dollars aux	31 janv. 2026					31 oct. 2025 ¹				
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Risque autre que de négociation – principale sensibilité aux risques	
	Bilan consolidé	Activités de négo- ciation	Activités autres que de négo- ciation		Bilan consolidé	Activités de négo- ciation	Activités autres que de négo- ciation			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques ²	10 997 \$	-	\$ 10 997	\$ -	12 379 \$	-	\$ 12 379	\$ -	de taux d'intérêt, de change	
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	36 770	-	36 770	-	31 624	-	31 624	-	de taux d'intérêt	
Valeurs mobilières	285 930	127 523	158 407	-	283 235	123 157	160 078	-	de taux d'intérêt, lié aux actions	
Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	23 809	-	23 809	-	21 697	-	21 697	-	de taux d'intérêt	
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	85 938	13 734	72 204	-	86 695	17 651	69 044	-	de taux d'intérêt	
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	287 585	-	287 585	-	287 033	-	287 033	-	de taux d'intérêt	
Prêts personnels	47 664	-	47 664	-	47 866	-	47 866	-	de taux d'intérêt	
Cartes de crédit	21 246	-	21 246	-	21 581	-	21 581	-	de taux d'intérêt	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	240 405	611	239 794	-	237 416	443	236 973	-	de taux d'intérêt	
Provision pour pertes sur créances	(4 409)	-	(4 409)	-	(4 392)	-	(4 392)	-	de taux d'intérêt	
Dérivés	38 213	34 243	3 970	-	38 352	34 030	4 322	-	de taux d'intérêt, de change	
Autres actifs	58 429	9 709	38 886	9 834	53 452	7 684	35 242	10 526	de taux d'intérêt, lié aux actions, de change	
Total de l'actif	1 132 577 \$	185 820	\$ 936 923	\$ 9 834	1 116 938 \$	182 965	\$ 923 447	\$ 10 526		
Dépôts	815 891 \$	32 056 ³	\$ 783 835	\$ -	808 124 \$	30 543 ³	\$ 777 581	\$ -	de taux d'intérêt	
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	20 811	20 756	55	-	24 244	24 101	143	-	de taux d'intérêt	
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	8 668	-	8 668	-	6 031	-	6 031	-	de taux d'intérêt	
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	138 675	-	138 675	-	130 042	-	130 042	-	de taux d'intérêt	
Dérivés	41 723	40 658	1 065	-	41 411	40 236	1 175	-	de taux d'intérêt, de change	
Autres passifs	33 404	5 301	21 478	6 625	34 854	4 032	23 100	7 722	de taux d'intérêt lié aux actions, de taux d'intérêt	
Titres secondaires	7 793	-	7 793	-	7 819	-	7 819	-		
Total du passif	1 066 965 \$	98 771	\$ 961 569	\$ 6 625	1 052 525 \$	98 912	\$ 945 891	\$ 7 722		

1) Certaines informations de la période précédente ont été retraitées afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le trimestre considéré.

2) La trésorerie comprend les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada.

3) Comprend des dépôts désignés à la juste valeur qui sont considérés comme des activités de négociation aux fins du risque de marché, y compris certains billets de dépôt exposés au risque lié aux actions et couverts sur le plan économique par les portefeuilles de négociation.

Activités de négociation

Nous détenons des positions dans des contrats financiers négociés en vue de répondre aux besoins de nos clients en matière de gestion du risque et de placement. Les produits de négociation (produits nets d'intérêts et produits autres que d'intérêts) proviennent de ces transactions. Les instruments de négociation sont comptabilisés à leur juste valeur et comprennent des titres de créance, des titres de participation et des dérivés de taux d'intérêt, de change, sur actions, sur marchandises et de crédit.

Valeur à risque

Notre méthode de la valeur à risque (VAR) est une technique statistique qui permet de mesurer la perte envisageable en un jour selon un degré de confiance de 99 %. Nous utilisons une méthode de réévaluation totale au moyen d'une simulation historique pour calculer la VAR et d'autres mesures de risque.

Le tableau ci-après présente la VAR selon la catégorie de risque pour nos activités de négociation.

En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les	31 janv. 2026				31 oct. 2025		31 janv. 2025	
	Haut	Bas	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	13,8 \$	5,1 \$	6,4 \$	8,5 \$	11,8 \$	8,2 \$	7,0 \$	8,9 \$
Risque d'écart de taux	1,5	0,8	0,9	1,1	1,5	1,4	1,3	2,1
Risque lié aux actions	7,6	5,0	6,7	6,0	5,0	7,5	8,9	7,9
Risque de change	3,0	0,3	0,7	0,7	0,7	0,8	1,3	1,6
Risque lié aux marchandises	6,5	1,6	4,9	4,3	2,5	3,2	5,9	2,8
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(11,4)	(10,8)	(12,2)	(11,4)	(13,3)	(12,4)
Total de la VAR (mesure de un jour)	13,1 \$	7,2 \$	8,2 \$	9,8 \$	9,3 \$	9,7 \$	11,1 \$	10,9 \$

1) Le total de la VAR est inférieur à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

La VAR totale moyenne pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 était comparable à celle du trimestre précédent.

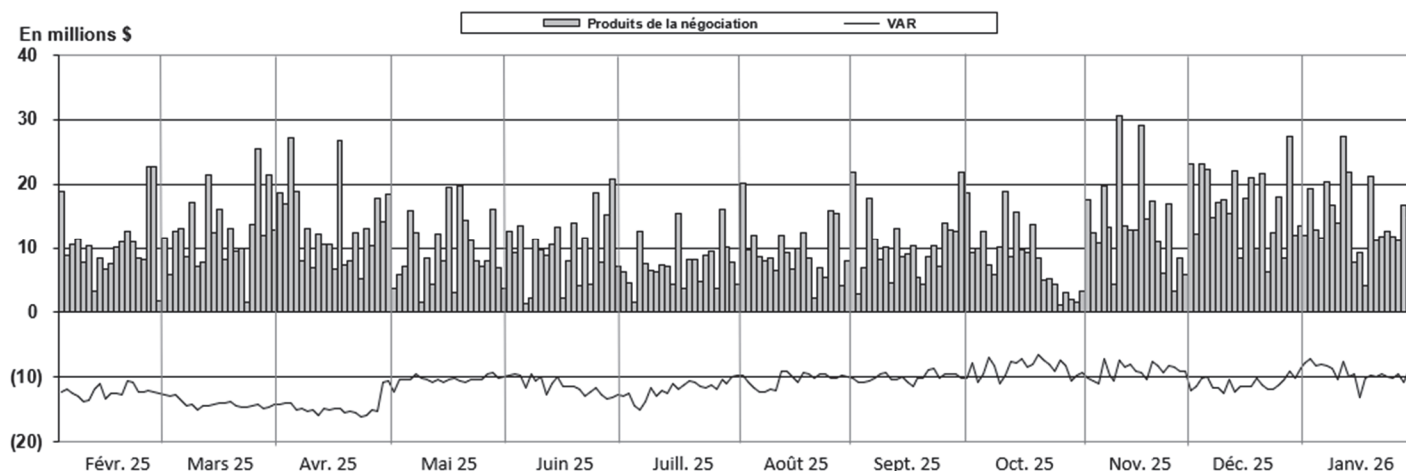
Produits de négociation

Les produits de négociation comprennent les produits nets d'intérêts issus des activités de négociation et les produits autres que d'intérêts et excluent la rémunération de prise ferme et les commissions.

Au cours du trimestre, les produits de négociation ont été positifs 100 % des jours. Les produits quotidiens moyens de négociation se sont établis à 14,8 M\$ au cours du trimestre. Les produits quotidiens moyens de négociation correspondent au total des produits de négociation, divisé par le nombre de jours ouvrables dans la période.

Produits de négociation par rapport à la VAR

Le graphique des produits de négociation par rapport à la VAR ci-après présente les produits quotidiens de négociation du trimestre considéré et des trois trimestres précédents par rapport aux mesures de la VAR à la fermeture des bureaux.



Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel s'entend essentiellement du risque découlant d'écarts entre les dates de révision des taux des actifs et des passifs, qui ne provient pas d'activités de négociation et d'activités liées à la négociation. La gestion du risque de taux d'intérêt structurel vise à pérenniser les marges des produits et à générer des produits nets d'intérêts stables et prévisibles au fil du temps, tout en gérant le risque pour la valeur économique de nos actifs découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt structurel résulte des différences entre les échéances ou les dates de révision des taux des actifs et passifs figurant au bilan et hors bilan, des options intégrées dans les produits de détail, ainsi que d'autres caractéristiques des produits qui pourraient influencer sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, comme les options relatives au remboursement anticipé des prêts ou au rachat des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Les modèles utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel se fondent sur un certain nombre d'hypothèses touchant les flux de trésorerie, la révision des prix des produits et l'administration des taux. Les hypothèses clés ont trait au profil de financement prévu des engagements hypothécaires, aux comportements en matière de remboursement anticipé des prêts à taux fixe et de rachat des dépôts à terme, ainsi qu'au traitement des dépôts sans échéance et des capitaux propres. Toutes les hypothèses sont fondées sur des données empiriques sur les comportements passés des clients, la composition du bilan et la tarification des produits en prenant en compte d'éventuels changements prospectifs. Tous les modèles et toutes les hypothèses utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel font l'objet d'une surveillance indépendante par le groupe Gestion du risque. Divers instruments de trésorerie et dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, sont employés pour gérer ces risques.

Le tableau ci-après présente l'incidence avant impôt potentielle d'une hausse ou d'une baisse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur les produits nets d'intérêts et la valeur économique des capitaux propres prévus sur 12 mois pour notre bilan structurel, en présumant que la direction n'a réalisé aucune opération de couverture ultérieure et que la composition des activités et les marges sur les produits sont demeurées inchangées.

Sensibilité au risque de taux d'intérêt structurel – mesures

En millions de dollars (avant impôt), aux	31 janv. 2026			31 oct. 2025			31 janv. 2025		
	\$ CA ¹	\$ US	Total	\$ CA ¹	\$ US	Total	\$ CA ¹	\$ US	Total
Hausse de 100 points de base de taux d'intérêt									
Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts	159 \$	71 \$	230 \$	137 \$	26 \$	163 \$	109 \$	41 \$	150 \$
Augmentation (diminution) de la valeur économique des capitaux propres	(1 076)	(418)	(1 494)	(1 168)	(510)	(1 678)	(1 061)	(454)	(1 515)
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts	(228)	(75)	(303)	(220)	(29)	(249)	(174)	(44)	(218)
Augmentation (diminution) de la valeur économique des capitaux propres	908	403	1 311	1 025	500	1 525	975	464	1 439

1) Comprend l'exposition au dollar canadien et à d'autres devises.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de suffisamment de trésorerie et d'équivalents de trésorerie en temps opportun et de manière rentable pour faire face à des engagements financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance. Les sources courantes de risque de liquidité propres aux services bancaires comprennent les retraits non prévus de dépôts, l'incapacité de remplacer les dettes arrivant à échéance, les engagements au titre du crédit et des liquidités et les autres exigences en matière de mise en gage ou de garantie.

Notre approche en matière de gestion du risque de liquidité appuie notre stratégie d'entreprise, s'harmonise avec notre intérêt à l'égard du risque et respecte les attentes en matière de réglementation.

Nos stratégies, objectifs et pratiques en matière de gestion sont évalués régulièrement afin de refléter les changements du contexte de liquidité, dont les faits nouveaux sur le plan de la réglementation, des affaires et/ou des marchés. Le risque de liquidité demeure dans les limites de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC.

Gouvernance et gestion

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à une crise de liquidité sans mettre en péril la survie de nos activités. Les flux de trésorerie réels et prévus découlant des positions au bilan et hors bilan sont évalués et suivis régulièrement pour assurer leur conformité aux limites convenues. Nous incluons des simulations de crise à notre gestion et à notre évaluation du risque de liquidité. Les résultats des simulations de crise nous aident à élaborer les hypothèses concernant la liquidité et à relever les contraintes éventuelles en matière de planification du financement, et favorisent l'élaboration de notre plan de financement d'urgence.

Le risque de liquidité est géré au moyen du modèle des trois lignes de défense, et la gestion continue du risque de liquidité incombe au trésorier, avec l'appui du Comité mondial de gestion de l'actif et du passif (CMGAP).

Le trésorier est responsable de la gestion des activités et processus requis pour évaluer la position de risque de liquidité de la CIBC, en faire le suivi et en faire rapport, ce qui représente la première ligne de défense.

Le groupe Gestion du risque de marché lié à l'illiquidité et aux activités autres que de négociation procède à une surveillance indépendante de la mesure, du suivi et du contrôle du risque de liquidité, soit la deuxième ligne de défense.

La fonction Vérification interne est responsable de la troisième ligne de défense en fournissant une assurance raisonnable à la haute direction et au Comité de vérification du conseil d'administration quant à l'efficacité des pratiques de gouvernance de la CIBC, des processus de gestion du risque et du contrôle interne de la CIBC dans le cadre de son plan de vérification axé sur les risques et conformément à son mandat, comme il est décrit dans la Charte de vérification interne.

Le CMGAP dirige la gestion du risque de liquidité de la CIBC en s'assurant que les méthodes, hypothèses et paramètres clés liés à la gestion du risque de liquidité sont évalués régulièrement et cadrent avec les exigences de la CIBC. Le Comité de gestion du risque de liquidité, un sous-comité du CMGAP, surveille le risque global de liquidité et a la responsabilité de s'assurer que le profil de risque de liquidité de la CIBC est évalué et géré de façon exhaustive conformément à l'orientation stratégique et à l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC ainsi qu'aux exigences réglementaires.

Le Comité de gestion du risque (CGR) assure la gouvernance au moyen d'un examen semestriel de la politique de gestion du risque de liquidité de la CIBC et recommande au conseil un seuil de tolérance au risque de liquidité dans l'énoncé sur l'intérêt à l'égard du risque, lequel est examiné chaque année.

Actifs liquides

Les actifs liquides disponibles se composent de liquidités et de titres négociables non grevés au bilan et hors bilan pouvant être utilisés pour accéder à du financement en temps opportun. Les actifs liquides grevés, qui comprennent les actifs donnés en garantie et les actifs qui sont réputés être soumis à des restrictions juridiques, opérationnelles ou de tout autre ordre, ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles lorsque nous évaluons le risque de liquidité. La composition des actifs est appuyée par une surveillance de la concentration par émetteur, durée et type de produit pour faire en sorte que les portefeuilles d'actifs liquides à l'échelle de la banque contiennent une combinaison d'actifs qui respectent les exigences en matière de liquidité, y compris en situation de crise.

Le sommaire de nos actifs liquides grevés et non grevés au bilan et hors bilan est présenté ci-après :

En millions de dollars aux		Actifs liquides détenus par la banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés ¹
31 janv. 2026	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	47 767 \$	- \$	47 767 \$	277 \$	47 490 \$
	Valeurs mobilières émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement	185 369	125 412	310 781	183 928	126 853
	Autres titres de créance	7 611	17 452	25 063	12 059	13 004
	Titres de participation	78 647	48 895	127 542	82 361	45 181
	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> garantis par le gouvernement canadien	29 866	2 809	32 675	22 104	10 571
	Autres actifs liquides ²	24 405	4 399	28 804	14 361	14 443
	Total	373 665 \$	198 967 \$	572 632 \$	315 090 \$	257 542 \$
31 oct. 2025	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	44 003 \$	- \$	44 003 \$	285 \$	43 718 \$
	Valeurs mobilières émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement	188 603	119 484	308 087	167 774	140 313
	Autres titres de créance	7 273	14 675	21 948	11 065	10 883
	Titres de participation	72 778	44 189	116 967	76 927	40 040
	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> garantis par le gouvernement canadien	31 690	4 053	35 743	23 275	12 468
	Autres actifs liquides ²	20 834	4 616	25 450	10 708	14 742
	Total	365 181 \$	187 017 \$	552 198 \$	290 034 \$	262 164 \$

1) Les actifs liquides non grevés correspondent aux actifs au bilan, aux actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension de titres et aux autres garanties hors bilan reçues, moins les actifs liquides grevés.

2) Comprennent des liquidités données en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés, certains titres adossés à des créances mobilières et des métaux précieux.

Le tableau ci-après présente un sommaire des actifs liquides non grevés détenus par la CIBC (société mère) et ses filiales canadiennes et étrangères :

En millions de dollars aux		31 janv. 2026	31 oct. 2025
CIBC (société mère)		165 684 \$	171 850 \$
Filiales canadiennes		18 194	16 327
Filiales étrangères		73 664	73 987
Total		257 542 \$	262 164 \$

Dans un scénario de crise de liquidité, des décotes hypothétiques et des hypothèses liées à l'ampleur de la monétisation des actifs sont appliquées pour déterminer la valeur de la liquidité des actifs. Les décotes tiennent compte des marges applicables dans les banques centrales, comme la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine, d'observations historiques et de caractéristiques liées aux valeurs mobilières, y compris le type, l'émetteur, la note de crédit, la devise et la durée à courir jusqu'à l'échéance, ainsi que les lignes directrices réglementaires applicables.

Au 31 janvier 2026, nos actifs liquides non grevés affichaient une hausse de 25,1 G\$ et nos actifs liquides non grevés affichaient une diminution de 4,6 G\$ depuis le 31 octobre 2025, du fait surtout de l'augmentation des engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres, contrebalancée en partie par une hausse de la trésorerie et des titres de participation.

En outre, nous conservons notre admissibilité au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada et au guichet d'escompte de la Réserve fédérale américaine.

Actifs assortis d'une charge

Dans le cours de nos activités quotidiennes, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont donnés en gage afin de garantir des obligations, de participer aux systèmes de compensation et de règlement et à d'autres fins de gestion des garanties.

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actifs grevés et non grevés au bilan et hors bilan :

En millions de dollars aux		Actifs grevés		Actifs non grevés		Total de l'actif
		Donnés en garantie	Divers ¹	Disponibles à titre de garantie	Divers ²	
31 janv. 2026	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	- \$	277 \$	47 490 \$	- \$	47 767 \$
	Valeurs mobilières ³	284 700	8 009	199 483	-	492 192
	Prêts, nets de la provision pour pertes sur créances ⁴	-	63 470	23 136	505 885	592 491
	Autres actifs	9 678	-	7 873	79 091	96 642
	Total	294 378 \$	71 756 \$	277 982 \$	584 976 \$	1 229 092 \$
31 oct. 2025	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	- \$	285 \$	43 718 \$	- \$	44 003 \$
	Valeurs mobilières ³	259 632	6 842	205 978	-	472 452
	Prêts, nets de la provision pour pertes sur créances ⁴	-	67 227	23 509	498 768	589 504
	Autres actifs	8 132	-	6 492	77 180	91 804
	Total	267 764 \$	74 354 \$	279 697 \$	575 948 \$	1 197 763 \$

1) Comprennent les actifs qui soutiennent les activités de financement à long terme de la CIBC et les actifs faisant l'objet de restrictions d'ordre juridique ou autre, dont celles visant les liquidités soumises à restrictions.

2) Les autres actifs non grevés ne font l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation pour obtenir du financement ou à titre de garantie, mais ils ne sont pas considérés comme disponibles immédiatement aux fins des programmes d'emprunts existants.

3) Le total des valeurs mobilières comprend certaines valeurs mobilières au bilan et celles hors bilan obtenues dans le cadre de prises en pension de titres, de transactions d'emprunts garantis et d'échanges de sûretés.

4) Les prêts figurant comme disponibles à titre de garantie correspondent aux prêts sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* et aux prêts admissibles auprès des Federal Home Loan Banks.

Restrictions sur les mouvements de fonds

Nos filiales ne sont pas soumises à des restrictions importantes qui empêcheraient le transfert de fonds, le versement de dividendes ou les remboursements de capital. Cependant, certaines filiales sont soumises à des exigences distinctes en matière de fonds propres et de liquidité, qui sont fixées par les organismes de réglementation des banques et des valeurs mobilières compétents.

Nous suivons et gérons les exigences en matière de liquidité et de fonds propres dans ces entités afin d'assurer l'utilisation efficace des ressources et le respect, par les entités, des exigences réglementaires et politiques régionales.

Ratio de liquidité à court terme

L'objectif du LCR est de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque en veillant à ce qu'elle dispose de suffisamment de ressources liquides de haute qualité non grevées pour répondre à ses besoins de liquidité dans un scénario de crise grave qui durerait 30 jours. Les banques canadiennes sont tenues par le BSIF d'atteindre un LCR minimal de 100 %. Nous respectons cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, nous présentons chaque mois des rapports sur le LCR au BSIF. Le ratio est calculé comme le total d'actifs liquides de haute qualité (HQLA) non grevés sur le total des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours calendaires suivants.

Le numérateur du LCR est l'encours des HQLA non grevés, lequel respecte un ensemble de critères d'admissibilité définis par le BSIF qui tient compte des caractéristiques fondamentales et liées au marché, et de la capacité opérationnelle relative de monétiser les actifs en temps opportun en période de crise. Notre portefeuille d'actifs liquides, dont la gestion est centralisée, comprend les actifs liquides présentés dans les HQLA, tels que les bons du Trésor et les obligations du gouvernement central, les dépôts auprès de la banque centrale ainsi que les titres d'État, d'organismes, de provinces et de sociétés ayant une cote élevée. Les limites quant à l'admissibilité des actifs, inhérentes au LCR, ne reflètent pas nécessairement notre évaluation interne quant à notre capacité à monétiser nos actifs négociables en situation de crise.

Le dénominateur du ratio reflète les sorties nettes de trésorerie attendues dans un scénario de crise pour le LCR durant une période de 30 jours calendaires. Les sorties de trésorerie attendues représentent les taux de retrait et de décaissement définis pour le LCR appliqués respectivement aux soldes de passifs et aux engagements hors bilan. Les retraits sur dépôts des entreprises et des institutions financières, les retraits sur les marges de crédit non utilisées ainsi que les créances non garanties à l'échéance sont parmi nos principales sorties de trésorerie pour le LCR. Les sorties de trésorerie sont en partie contrebalancées par les entrées de trésorerie, qui sont calculées selon les taux d'entrées de trésorerie prescrits pour le LCR par le BSIF et qui comprennent les remboursements de prêts productifs et les actifs négociables qui ne sont pas des HQLA arrivant à échéance.

Lors d'une crise financière, les institutions peuvent utiliser leurs ressources de HQLA, les faisant passer sous le seuil des 100 %, puisque le fait de maintenir le LCR au seuil de 100 % en pareilles circonstances pourrait entraîner des répercussions négatives excessives pour les institutions et d'autres participants au marché.

Le LCR est calculé et présenté à l'aide d'un modèle standard prescrit par le BSIF.

En millions de dollars, moyenne du trimestre clos le 31 janvier 2026

	Valeur non pondérée totale ¹	Valeur pondérée totale ²
HQLA		
1 HQLA	s. o.	205 851 \$
Sorties de trésorerie		
2 Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	236 749 \$	18 523
3 Dépôts stables	102 077	3 062
4 Dépôts moins stables	134 672	15 461
5 Financement de gros non garanti, dont :	263 101	111 506
6 Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	143 468	34 917
7 Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	99 715	56 671
8 Dettes non garanties	19 918	19 918
9 Financement de gros garanti	s. o.	35 595
10 Exigences supplémentaires, dont :	202 093	43 194
11 Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	24 768	7 941
12 Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	7 124	7 124
13 Facilités de crédit et de liquidité	170 201	28 129
14 Autres obligations de financement contractuelles	5 142	4 487
15 Autres obligations de financement conditionnelles	484 141	10 019
16 Total des sorties de trésorerie	s. o.	223 324
Entrées de trésorerie		
17 Prêts garantis (p. ex. prises en pension de titres)	158 978	29 555
18 Entrées liées aux expositions parfaitement productives	17 471	9 219
19 Autres entrées de trésorerie	29 468	29 468
20 Total des entrées de trésorerie	205 917 \$	68 242 \$
		Valeur ajustée totale
21 Total des HQLA	s. o.	205 851 \$
22 Total des sorties nettes de trésorerie	s. o.	155 082 \$
23 LCR	s. o.	133 %

En millions de dollars, moyenne du trimestre clos le 31 octobre 2025

	Valeur ajustée totale
24 Total des HQLA	s. o. 200 399 \$
25 Total des sorties nettes de trésorerie	s. o. 151 959 \$
26 LCR	s. o. 132 %

1) Les valeurs des entrées et sorties de trésorerie non pondérées sont calculées comme étant les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours des différents types ou catégories de passifs, d'éléments hors bilan ou de créances contractuelles.

2) Les valeurs pondérées sont calculées après application des décotes (aux fins des HQLA) et des taux d'entrées et de sorties de trésorerie prescrits par le BSIF.

s. o. Sans objet, conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

Au 31 janvier 2026, notre LCR moyen avait augmenté, passant de 132 % au trimestre précédent à 133 %, ce qui découle d'une hausse des HQLA, en partie neutralisée par une augmentation des sorties de dépôts non opérationnels.

Ratio de liquidité à long terme (NSFR)

Dérivée du dispositif de Bâle III du CBCB et incorporée dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, la norme NSFR vise à créer les conditions propices à une résilience à long terme du secteur des services financiers en exigeant des banques qu'elles maintiennent un profil de financement durable à long terme relativement à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan. Les banques canadiennes désignées BISN sont tenues de maintenir un NSFR minimal de 100 % sur une base consolidée bancaire. La CIBC se conforme à cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, nous présentons chaque trimestre des rapports sur le NSFR au BSIF. Le ratio est calculé comme le total du financement stable disponible (FSD) sur le total du financement stable exigé (RSF).

Le numérateur est la part des fonds propres et des passifs qui est considérée comme fiable sur une période d'un an. Le NSFR considère que les sources de financement à long terme sont plus stables que le financement à court terme et que les dépôts de clients de détail et d'entreprises sont plus stables dans les faits que le financement de gros d'une même durée. Conformément à notre stratégie en matière de financement, les principaux facteurs qui sous-tendent notre FSD comprennent les dépôts provenant des clients, ainsi que le financement de gros garanti et non garanti et les instruments de fonds propres.

Le dénominateur représente le montant du financement stable requis en fonction des caractéristiques de liquidité définies par le BSIF et de la durée résiduelle des actifs et des expositions hors bilan. Le NSFR attribue divers niveaux de RSF, de telle sorte que les HQLA et les expositions à court terme sont présumés avoir des exigences de financement moins élevées que les expositions moins liquides et à plus long terme. Notre RSF est en grande partie influencé par les prêts de détail, commerciaux et aux entreprises, les investissements dans des actifs liquides, les expositions sur dérivés, ainsi que les marges de crédit non utilisées et les liquidités.

Le FSD et le RSF peuvent être ajustés à 0 % pour certains passifs et actifs qui sont considérés comme interdépendants s'ils respectent les critères définis pour le NSFR, lesquels tiennent compte notamment de la fin servie par ces passifs et actifs interdépendants, de leur montant, des flux de trésorerie qui y sont associés, de leur durée et de leurs contreparties afin de s'assurer que l'institution agit exclusivement en tant qu'unité de transmission pour les transactions sous-jacentes. Le cas échéant, nous présentons les actifs et passifs interdépendants des opérations qui sont admissibles à un tel traitement selon la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF.

Le NSFR est calculé et présenté à l'aide d'un modèle de déclaration prescrit par le BSIF, lequel présente les principaux renseignements quantitatifs en fonction des caractéristiques de liquidité propres au NSFR, comme il est défini dans la ligne directrice Normes de liquidité. Par conséquent, les montants présentés dans le tableau ci-après pourraient ne pas permettre d'effectuer une comparaison directe entre eux et les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires.

	a	b	c	d	e
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	Valeur pondérée
En millions de dollars, au 31 janvier 2026					
Élément de FSD					
1 Fonds propres	65 690 \$	- \$	- \$	7 290 \$	72 980 \$
2 Fonds propres réglementaires	65 690	-	-	7 290	72 980
3 Autres instruments de fonds propres	-	-	-	-	-
4 Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises	209 347	49 480	19 765	17 966	274 354
5 Dépôts stables	92 611	20 756	9 676	9 529	126 420
6 Dépôts moins stables	116 736	28 724	10 089	8 437	147 934
7 Financement de gros	208 798	213 357	62 339	120 184	270 540
8 Dépôts opérationnels	136 808	4 819	3	-	70 815
9 Autres financements de gros	71 990	208 538	62 336	120 184	199 725
10 Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	-	589	1 388	12 278	-
11 Autres passifs	-		87 360 ¹		11 487
12 Passifs d'instruments dérivés du NSFR			7 864 ¹		
13 Tous autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	-	67 947	125	11 424	11 487
14 FSD total					629 361
Élément de RSF					
15 Total des HQLA du NSFR					27 990
16 Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	-	2 786	-	89	1 482
17 Prêts et titres productifs	128 416	135 811	68 433	350 537	452 625
18 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1	-	16 265	1 296	207	1 669
19 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions financières non garantis	3 930	58 092	6 941	14 300	28 035
20 Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	79 107	21 494	22 167	137 562	206 156
21 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	-	-	-	-
22 Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	18 719	39 124	37 663	186 442	183 282
23 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	18 719	39 055	37 589	180 813	178 425
24 Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	26 660	836	366	12 026	33 483
25 Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	-	589	1 388	12 278	-
26 Autres actifs	18 475		85 824 ¹		50 919
27 Produits de base physiques, y compris l'or	7 873				6 692
28 Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale			15 292 ¹		12 998
29 Actifs d'instruments dérivés du NSFR			10 012 ¹		2 148
30 Passifs d'instruments dérivés du NSFR avant déduction de la marge de variation versée			55 ¹		1 011
31 Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	10 602	51 064	238	9 163	28 070
32 Éléments hors bilan			513 527 ¹		17 693
33 RSF total					550 709 \$
34 NSFR					114 %
En millions de dollars, au 31 octobre 2025					Valeur pondérée
35 FSD total					627 660 \$
36 RSF total					543 140 \$
37 NSFR					116 %

1) Aucune période définie pour la conception du modèle de présentation.

Au 31 janvier 2026, notre NSFR avait reculé, passant de 116 % au trimestre précédent à 114 %, en raison surtout d'une hausse des prêts et des titres.

La CIBC tient compte de l'incidence de ses décisions d'affaires sur le LCR, le NSFR et les autres mesures du risque de liquidité qu'elle surveille régulièrement grâce à une solide fonction de gestion du risque de liquidité. Les variables pouvant avoir un effet sur les mesures de mois en mois comprennent, sans s'y limiter, des éléments tels que les activités et les échéances du financement de gros, les initiatives stratégiques au chapitre du bilan ainsi que les opérations et les conditions de marché ayant une incidence sur les garanties.

La présentation du LCR et du NSFR est calibrée de façon centralisée par l'unité Trésorerie, en collaboration avec les unités d'exploitation stratégiques et d'autres groupes fonctionnels.

Financement

Nous finançons nos activités par l'entremise de dépôts provenant des clients, ainsi qu'au moyen d'une grande variété de financements de gros.

Notre approche principale vise à financer notre bilan consolidé au moyen de dépôts mobilisés principalement par l'entremise des services aux particuliers et des services aux entreprises. Nous conservons des dépôts de base fondés sur les relations clients, dont la stabilité fait régulièrement l'objet d'évaluations statistiques élaborées en interne.

Nous avons régulièrement accès à des sources de financement à court et à long terme, garanties et non garanties, et qui sont diversifiées en termes de pays, de type de déposant, d'instrument, de devise et d'échéance. Nous mobilisons du financement à long terme grâce à nos programmes actuels, y compris les obligations sécurisées, les titrisations d'actifs et les créances non garanties.

Nous évaluons constamment les occasions de diversification de nos produits de financement et des segments d'investisseurs afin d'optimiser la souplesse du financement et de réduire la concentration des sources de fonds et les coûts de financement. Nous surveillons régulièrement les niveaux de financement de gros et les concentrations par rapport aux limites internes permises, ce qui est conforme au profil de risque de liquidité que nous recherchons.

Le CMGAP et le CGR examinent et approuvent le plan de financement de la CIBC, qui englobe la croissance projetée des actifs et des passifs, les échéances du financement et les données découlant de nos prévisions sur la situation de liquidité.

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles de nos sources de financement de gros, à leur valeur comptable :

En millions de dollars, au 31 janvier 2026	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 12 mois	Moins de 1 an au total	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Dépôts provenant d'autres banques¹	5 411 \$	403 \$	1 206 \$	3 046 \$	10 066 \$	- \$	- \$	10 066 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	13 102	9 448	18 549	27 572	68 671	88	-	68 759
Billets de dépôt au porteur et acceptations bancaires	682	3 639	898	1 462	6 681	-	-	6 681
Billets à moyen terme non garantis de premier rang²	50	4 439	7 799	11 819	24 107	18 081	31 579	73 767
Billets structurés non garantis de premier rang	68	-	22	23	113	-	68	181
Obligations sécurisées/titres adossés à des créances mobilières								
Titrisation de créances hypothécaires ³	-	200	384	1 001	1 585	2 280	10 892	14 757
Obligations sécurisées	-	6 839	5 058	7 207	19 104	5 733	21 166	46 003
Titrisation de créances sur cartes de crédit	-	-	1 318	-	1 318	-	966	2 284
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	-	7 793	7 793
Divers⁴	-	-	-	-	-	-	8	8
Total	19 313 \$	24 968 \$	35 234 \$	52 130 \$	131 645 \$	26 182 \$	72 472 \$	230 299 \$
Dont :								
Garanti	- \$	7 039 \$	6 760 \$	8 208 \$	22 007 \$	8 013 \$	33 024 \$	63 044 \$
Non garanti	19 313	17 929	28 474	43 922	109 638	18 169	39 448	167 255
Total	19 313 \$	24 968 \$	35 234 \$	52 130 \$	131 645 \$	26 182 \$	72 472 \$	230 299 \$
31 octobre 2025	17 012 \$	17 944 \$	36 530 \$	58 123 \$	129 609 \$	31 361 \$	70 832 \$	231 802 \$

1) Comprennent des dépôts à terme non négociables provenant d'autres banques.

2) Comprennent des passifs liés au financement de gros qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Se reporter à la section Gestion des fonds propres pour plus de précisions.

3) Comprend un montant de 500 M\$ (500 M\$ au 31 octobre 2025) au titre de la titrisation de marges de crédit hypothécaires.

4) Comprennent les dépôts de la Federal Home Loan Bank (FHLB).

Le tableau ci-après présente la diversification du financement de gros de la CIBC par devise :

En milliards de dollars, aux	31 janv. 2026		31 oct. 2025	
\$ CA	50,5 \$	22 %	49,8 \$	21 %
\$ US	119,5	52	124,2	54
Divers	60,3	26	57,8	25
	230,3 \$	100 %	231,8 \$	100 %

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à des crises de liquidité graves. Le financement de gros peut présenter un risque de raréfaction plus élevé dans des situations de crise et, pour l'atténuer, nous maintenons des portefeuilles importants d'actifs liquides non grevés. Se reporter à la section Actifs liquides pour plus de précisions.

Notes de crédit

Notre accès à du financement de gros et les coûts s'y rattachant dépendent de plusieurs facteurs, notamment des notes de crédit fournies par les agences de notation. Les opinions des agences de notation sont fondées sur des méthodes internes et sont susceptibles de changer en fonction de divers facteurs, dont la solidité financière, la position concurrentielle, le contexte macroéconomique et la situation de liquidité. Nos notes de crédit sont résumées dans le tableau ci-après :

Au 31 janvier 2026	Morningstar DBRS	Fitch	Moody's	S&P
Dépôt/contrepartie ¹	AA	AA	Aa2	A+
Créances de premier rang ²	AA	AA	Aa2	A+
Créances de premier rang requalifiables ³	AA (faible)	AA-	A2	A-
Titres secondaires	A (élevé)	A	Baa1	A-
Titres secondaires – instruments de FPUNV ⁴	A (faible)	A	Baa1	BBB+
Billets avec remboursement de capital à recours limité – instruments de FPUNV ^{4, 5}	BBB (élevé)	BBB+	Baa3	BBB-
Actions privilégiées – instruments de FPUNV ^{4, 5}	Pfd-2	BBB+	Baa3	P-2 (faible)
Créances à court terme	R-1 (élevé)	F1+	P-1	A-1
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

1) Note d'émetteur à long terme attribuée par DBRS, note de contrepartie à des dérivés et de dépôt de l'émetteur à long terme attribuée par Fitch Ratings Inc. (Fitch), note d'évaluation du risque de contrepartie et des dépôts à long terme attribuée par Moody's Investors Service Inc. (Moody's), et note de crédit de l'émetteur attribuée par Standard & Poor's (S&P).

2) Comprennent les créances de premier rang émises à compter du 23 septembre 2018 qui ne sont pas assujetties aux règlements relatifs à la recapitalisation interne.

3) Comprennent des passifs qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Se reporter à la section Gestion des fonds propres pour plus de précisions.

4) Comprennent les instruments traités comme des instruments de FPUNV conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF.

5) La note attribuée par Morningstar DBRS ne s'applique pas aux billets avec remboursement de capital à recours limité et aux actions privilégiées connexes émises en dollars américains. La note attribuée par Fitch ne s'applique qu'aux billets avec remboursement de capital à recours limité et aux actions privilégiées connexes émises en dollars américains.

Exigences supplémentaires en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés dans l'éventualité d'une baisse de notre note de crédit actuelle. Cette exigence de garantie est fondée sur les renseignements sur l'évaluation à la valeur de marché, l'évaluation des garanties et les seuils des ententes de garantie applicables. Le tableau suivant présente des exigences supplémentaires cumulatives en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit :

En milliards de dollars, aux	31 janv. 2026	31 oct. 2025
Baisse de un cran	- \$	- \$
Baisse de deux crans	-	0,1
Baisse de trois crans	0,4	0,4

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidités et de fonds propres à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements de crédit et de liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Actifs et passifs

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles de nos actifs, de nos passifs et de nos capitaux propres au bilan selon leur valeur comptable. L'analyse contractuelle n'est pas représentative de notre exposition au risque de liquidité, mais cette information sert à informer notre direction du risque de liquidité et à fournir des données pour établir un bilan tenant compte des facteurs comportementaux.

En millions de dollars, au 31 janvier 2026	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques ¹	10 997 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 997 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	36 770	-	-	-	-	-	-	-	-	36 770
Valeurs mobilières	7 577	7 485	8 077	6 454	4 555	34 671	78 174	55 955	82 982	285 930
Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	23 809	-	-	-	-	-	-	-	-	23 809
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	45 466	18 523	13 948	2 133	948	4 888	32	-	-	85 938
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 737	13 521	24 393	15 174	26 080	81 746	110 593	10 341	-	287 585
Prêts personnels	1 016	672	684	659	733	791	4 966	6 116	32 027	47 664
Cartes de crédit	446	892	1 339	1 339	1 339	5 354	10 537	-	-	21 246
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	4 187	8 308	15 440	11 819	17 348	60 648	87 830	23 042	11 783	240 405
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(4 409)	(4 409)
Dérivés	3 054	5 433	3 447	2 909	5 079	5 556	7 900	4 835	-	38 213
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	58 429	58 429
Total de l'actif	139 059 \$	54 834 \$	67 328 \$	40 487 \$	56 082 \$	193 654 \$	300 032 \$	100 289 \$	180 812 \$	1 132 577 \$
31 octobre 2025	142 332 \$	53 038 \$	59 721 \$	52 240 \$	56 006 \$	192 354 \$	290 574 \$	100 631 \$	170 042 \$	1 116 938 \$
Passif										
Dépôts ²	50 073 \$	44 115 \$	58 040 \$	47 109 \$	52 572 \$	40 342 \$	74 412 \$	30 240 \$	418 988 \$	815 891 \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	20 811	-	-	-	-	-	-	-	-	20 811
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	8 668	-	-	-	-	-	-	-	-	8 668
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	105 780	25 869	2 230	1 115	681	-	3 000	-	-	138 675
Dérivés	5 485	5 812	3 925	3 010	5 113	4 914	4 935	8 529	-	41 723
Autres passifs	24	44	69	69	69	268	615	784	31 462	33 404
Titres secondaires	-	-	-	-	-	-	222	7 571	-	7 793
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	65 612	65 612
Total du passif et des capitaux propres	190 841 \$	75 840 \$	64 264 \$	51 303 \$	58 435 \$	45 524 \$	83 184 \$	47 124 \$	516 062 \$	1 132 577 \$
31 octobre 2025	168 684 \$	77 133 \$	67 228 \$	58 353 \$	51 054 \$	55 521 \$	79 183 \$	46 264 \$	513 518 \$	1 116 938 \$

1) La trésorerie comprend les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada.

2) Comprennent des dépôts des particuliers totalisant 258,9 G\$ (258,1 G\$ au 31 octobre 2025); des dépôts d'entreprises et de gouvernements et des emprunts garantis totalisant 529,4 G\$ (523,3 G\$ au 31 octobre 2025); et des dépôts bancaires totalisant 27,6 G\$ (26,7 G\$ au 31 octobre 2025).

Les variations du profil des échéances contractuelles découlent de la migration naturelle des échéances et reflètent l'incidence de nos activités régulières.

Engagements au titre du crédit

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des engagements de crédit (montants notionnels). Comme une partie importante des engagements devrait arriver à échéance sans que des prélèvements soient effectués, le total des montants contractuels n'est pas représentatif des liquidités futures requises.

En millions de dollars, au 31 janvier 2026	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise ¹	Total
Engagements de crédit inutilisés	2 261 \$	9 655 \$	7 023 \$	5 288 \$	6 020 \$	25 939 \$	93 868 \$	5 126 \$	267 662 \$	422 842 \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	7 363	3 239	4 913	4 639	5 736	425	901	218	-	27 434
Facilités de garantie de liquidité	-	70	222	229	33 710	268	-	-	-	34 499
Lettres de crédit documentaires et commerciales	83	40	27	2	2	-	16	-	-	170
Autres²	423	-	-	-	-	-	-	-	56	479
Total	10 130 \$	13 004 \$	12 185 \$	10 158 \$	45 468 \$	26 632 \$	94 785 \$	5 344 \$	267 718 \$	485 424 \$
31 octobre 2025	12 679 \$	42 994 \$	9 980 \$	13 932 \$	12 009 \$	26 722 \$	93 847 \$	5 429 \$	263 291 \$	480 883 \$

1) Comprend les marges de crédit personnelles, les marges de crédit garanties par un bien immobilier et les marges sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps à notre gré, d'un montant de 205,5 G\$ (201,5 G\$ au 31 octobre 2025).

2) Comprendent des opérations de financement de valeurs mobilières à règlement ultérieur.

Autres obligations contractuelles hors bilan

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des autres obligations contractuelles hors bilan ayant une incidence sur nos besoins en financement :

En millions de dollars, au 31 janvier 2026	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Obligations d'achat¹	121 \$	195 \$	307 \$	258 \$	241 \$	547 \$	746 \$	189 \$	2 604 \$
Engagements de prise ferme	1 413	-	-	-	-	-	-	-	1 413
Engagements au titre de contrats de location futurs²	2	4	6	6	5	29	119	671	842
Engagements d'investissement	3	8	-	2	1	10	42	471	537
Cotisations de retraite³	15	30	45	45	-	-	-	-	135
Total	1 554 \$	237 \$	358 \$	311 \$	247 \$	586 \$	907 \$	1 331 \$	5 531 \$
31 octobre 2025 ²	1 210 \$	276 \$	333 \$	326 \$	286 \$	610 \$	880 \$	1 133 \$	5 054 \$

1) Les obligations d'achat s'entendent des ententes exécutoires en droit en vertu desquelles nous convenons d'acheter des biens ou des services pour une quantité minimale ou de référence précise, à des prix fixes, minimums ou variables stipulés, sur une période donnée. Les obligations d'achat sont comprises jusqu'aux dates de fin de contrat précisées dans les ententes respectives, même si les contrats sont renouvelables. Nombre des contrats d'achat de biens et de services comprennent des dispositions nous permettant de résilier les ententes avant la fin des contrats moyennant un préavis donné. Cependant, le tableau ci-dessus présente nos obligations sans égard à ces clauses de résiliation (à moins que nous n'ayons fait connaître notre intention de résilier le contrat à la contrepartie). Le tableau exclut les achats de titres de créance et de titres de participation réglés dans les délais standards du marché.

2) Ce tableau exclut les obligations liées aux contrats de location qui sont comptabilisées selon IFRS 16, qui sont comptabilisées dans le bilan consolidé intermédiaire, et les charges d'exploitation et les charges d'impôt inhérentes aux engagements au titre de contrats de location. Le tableau comprend les obligations locatives qui ne sont pas comptabilisées selon IFRS 16, y compris celles liées aux engagements au titre de contrats de location futurs pour lesquels nous n'avons pas comptabilisé une obligation locative et un actif au titre du droit d'utilisation.

3) Comprendent les cotisations minimales estimées dans nos régimes de retraite à prestations définies par capitalisation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les Caraïbes. Les cotisations minimales estimées seront uniquement comptabilisées au cours de la dernière période de l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2026, étant donné que les cotisations minimales dépendent de divers facteurs, dont le rendement du marché et les exigences réglementaires, et qu'elles sont donc assujetties à une grande variabilité.

Autres risques

Nous disposons de politiques et de processus en vue d'évaluer, de surveiller et de contrôler les autres risques auxquels nous sommes exposés, dont le risque stratégique, le risque de réputation, les risques environnementaux et sociaux et le risque opérationnel, dont le risque d'assurance, le risque lié à la technologie, le risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité et le risque de réglementation. Ces risques ont été mis à jour dans la section Principaux risques et nouveaux risques. Les politiques et les processus s'y rattachant sont sensiblement les mêmes que ceux décrits aux pages 77 à 81 de notre Rapport annuel 2025.

Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Un sommaire des informations significatives sur les méthodes comptables est présenté à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2025 et pour l'exercice clos à cette date.

Certaines méthodes comptables exigent que nous posions des jugements et fassions des estimations, dont certains ont trait à des questions incertaines. Le contexte macroéconomique actuel, y compris l'incertitude concernant la politique commerciale, ainsi que les événements géopolitiques, ont pour effet d'accroître le degré d'incertitude à l'égard des estimations et des hypothèses comptables et d'augmenter la nécessité de faire appel au jugement. En particulier, tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant de la provision pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes sur créances d'une période à l'autre. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 et à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Se reporter à la note 30 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les modifications des méthodes comptables futures. Nous continuons d'évaluer les répercussions des normes qui s'appliqueront à la CIBC après l'exercice 2026.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le président et chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information de la CIBC en date du 31 janvier 2026 (conformément aux règles de la SEC et des ACVM). D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

Transactions entre parties liées

Les procédures et les politiques de la CIBC concernant les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important depuis le 31 octobre 2025. Se reporter aux pages 86 et 172 de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions.

Glossaire

Actif productif d'intérêts moyen

L'actif productif d'intérêts moyen comprend les dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques, les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada, les valeurs mobilières, les garanties au comptant au titre de valeurs empruntées ou de valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres, les prêts, nets de la provision pour pertes sur créances, et certains actifs associés à des contrats de sous-location.

Actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins des activités de négociation

L'actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins des activités de négociation correspond à l'actif productif d'intérêts moyen se rapportant aux activités de négociation.

Activités de négociation et produits nets d'intérêts issus des activités de négociation

Les activités de négociation comprennent les activités qui répondent à la définition du risque qui régit la négociation aux fins de gestion des fonds propres réglementaires et du risque de marché lié aux activités de négociation selon les règles de l'examen fondamental du portefeuille de négociation (Fundamental Review of the Trading Book – FRTB) aux termes des réformes de Bâle III pour tenir compte du risque de marché et conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF. Les produits nets d'intérêts issus des activités de négociation représentent les produits nets d'intérêts liés aux activités de négociation.

Base d'imposition équivalente (BIE)

Mesure qui consiste à majorer les produits exonérés d'impôt gagnés sur certaines valeurs pour les ramener au montant de la BIE. Il s'agit d'un ajustement compensatoire de la charge d'impôt sur le résultat. Depuis le troisième trimestre de 2024, l'information relative à certains dividendes reçus à compter du 1^{er} janvier 2024 n'est plus tenue d'être présentée sur une BIE.

Biens administrés

Biens administrés par la CIBC qui sont la propriété réelle des clients et qui, par conséquent, ne sont pas présentés au bilan consolidé. Les services fournis par la CIBC sont de nature administrative et comprennent les services de garde des valeurs, la présentation de rapports aux clients et la tenue des dossiers, le recouvrement du produit du placement et le règlement des transactions d'achat et de vente. De plus, les biens sous gestion sont compris dans les montants présentés au titre des biens administrés.

Biens sous gestion

Biens gérés par la CIBC qui sont la propriété réelle des clients et qui, par conséquent, ne sont pas présentés au bilan consolidé. Le service fourni relativement à ces biens consiste en la gestion d'un portefeuille discrétionnaire pour le compte des clients.

Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF)

Le BSIF supervise et réglemente toutes les banques, de même que l'ensemble des sociétés de fiducie et de prêt, des sociétés d'assurance, des associations coopératives de crédit, des sociétés de secours mutuel et des régimes de pension fédéraux au Canada qui sont constitués ou enregistrés sous le régime des lois fédérales.

Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires

Les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comprennent les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.

Cautionnements et lettres de crédit de soutien

Représentent essentiellement l'obligation de la CIBC, sous réserve de certaines conditions, d'effectuer des paiements à des tiers pour le compte de clients si ces derniers ne peuvent pas effectuer les paiements ou ne sont pas en mesure de satisfaire aux obligations contractuelles précisées.

Coefficient d'efficacité

Charges autres que d'intérêts exprimées en pourcentage du total des produits (produits nets d'intérêts et produits autres que d'intérêts).

Coefficient de pertes sur créances

Ratio obtenu en divisant la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux par les prêts et acceptations bancaires moyens, nets de la provision pour pertes sur créances.

Contrat à terme normalisé

Contrat normalisé visant l'achat ou la vente d'une marchandise, d'une devise ou d'un instrument financier donné, dont la quantité et la qualité sont normalisées, à une date ultérieure déterminée et à un prix stipulé d'avance. Ces contrats sont négociés en Bourse.

Contrat de dérivés négocié en Bourse

Contrat de dérivés normalisé (p. ex. des contrats à terme normalisés et des options) qui est négocié par l'intermédiaire de Bourses organisées et réglé par l'entremise d'une chambre de compensation centrale, et est généralement assujéti à des montants de garantie standards.

Contrat de garantie de taux d'intérêt

Contrat à terme de gré à gré fixant un taux d'intérêt à verser ou à recevoir à compter d'une date ultérieure donnée pour une période préétablie.

Contrats à terme de gré à gré

Contrat non normalisé visant l'achat ou la vente d'un actif précis à un prix stipulé et à une date ultérieure donnée.

Coût amorti

Montant qui permet de calculer la valeur d'un actif ou d'un passif financier, à sa comptabilisation initiale, moins les remboursements, plus ou moins toute prime ou tout rabais non amorti accordé à la date d'octroi, plus ou moins tout ajustement de base découlant d'une couverture de la juste valeur et moins toute réduction pour dépréciation (appliquée directement ou au moyen d'un compte de provision). La valeur d'un actif ou d'un passif financier, évaluée à sa comptabilisation initiale, correspond au coût de l'actif ou du passif financier, y compris les coûts de transaction incorporés et les honoraires différés.

Coût de remplacement courant

Coût estimé du remplacement d'un actif au moment présent selon sa valeur actuelle.

Couverture

Transaction visant à contrebalancer les pertes et profits potentiels qui peuvent survenir dans le cadre d'une transaction ou dans un portefeuille.

Dérivés

Contrat financier dont la valeur est dérivée du rendement d'un instrument sous-jacent, d'un indice ou d'un taux d'intérêt.

Dérivés de crédit

Catégorie d'instruments financiers qui permet à une partie (le bénéficiaire) de séparer et de transférer le risque de crédit d'un non-paiement ou d'un paiement partiel d'un instrument financier sous-jacent à une autre partie (le garant).

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

Montant imputé aux résultats permettant de rajuster la provision pour pertes sur créances au niveau approprié pour les actifs financiers productifs et dépréciés. La dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts et des acceptations et des engagements de prêts connexes hors bilan est comptabilisée au poste Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances dans le compte de résultat consolidé. La dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance évalués à la JVAERG ou au coût amorti est comptabilisée au poste Profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net.

Entités structurées

Entités conçues de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Équivalents temps plein

Mesure qui normalise le nombre d'employés à temps plein et à temps partiel, le nombre d'employés qui touchent un salaire de base et des commissions et le nombre d'employés entièrement rémunérés à la commission dans les unités d'équivalents temps plein selon le nombre réel d'heures de travail rémunéré au cours d'une période donnée, pour ce qui est des personnes dont la rémunération est incluse au poste Rémunération et avantages sociaux des employés dans le compte de résultat consolidé.

Évaluation à la valeur de marché

Juste valeur (comme il est défini ci-après) à laquelle un actif peut être vendu et un passif peut être transféré.

Garanties

Actifs donnés à titre de garantie du remboursement d'un prêt ou d'une autre obligation, qui sont confisqués si l'obligation n'est pas remboursée.

Instrument financier hors bilan

Contrat financier qui est fondé principalement sur un montant notionnel et qui représente un actif ou un passif éventuel d'une institution. Ces instruments comprennent les ententes relatives au crédit.

Juste valeur

Prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché principal à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

Levier d'exploitation

Écart entre les variations en pourcentage des produits et celles des charges autres que d'intérêts d'un exercice à l'autre.

Marge d'intérêts nette

Produits nets d'intérêts exprimés en pourcentage de l'actif moyen.

Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen

Produits nets d'intérêts exprimés en pourcentage de l'actif productif d'intérêts moyen.

Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (exclusion faite des activités de négociation)

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (exclusion faite des activités de négociation) correspond au total des produits nets d'intérêts moins les produits nets d'intérêts tirés des activités de négociation, divisé par le total de l'actif productif d'intérêts moyen moins l'actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins des activités de négociation.

Méthode du taux d'intérêt effectif

Méthode servant à calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et à répartir les produits d'intérêts et les charges d'intérêts entre les périodes pertinentes. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les sorties ou les rentrées de trésorerie futures estimatives sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier ou du passif financier.

Montant notionnel

Valeur nominale d'un contrat financier servant à calculer les paiements effectués à l'égard de ce contrat.

Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires (OPRCA)

Rachat, de temps à autre, par une société cotée, de ses propres actions aux fins d'annulation par l'entremise d'une Bourse ou d'un autre marché organisé, assujéti aux diverses règles des commissions des valeurs mobilières et des Bourses.

Option

Contrat financier en vertu duquel le vendeur donne le droit à l'acheteur, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) un montant déterminé d'un actif ou d'un instrument sous-jacent, à un prix stipulé d'avance et au plus tard à une date donnée.

Point de base

Équivaut à un centième de point de pourcentage (0,01 %).

Produits nets d'intérêts

Écart entre l'intérêt gagné sur les actifs (comme les prêts et les valeurs) et l'intérêt engagé sur les passifs (comme les dépôts et les titres secondaires).

Provision pour pertes sur créances

Selon la Norme internationale d'information financière (IFRS) 9, la provision pour pertes sur créances se rapporte aux pertes de crédit attendues sur 12 mois en ce qui concerne les instruments qui n'ont pas subi une hausse importante du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, alors qu'elle se rapporte aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie en ce qui concerne les instruments qui ont subi une hausse importante du risque de crédit, notamment pour ce qui est des instruments dépréciés. La provision pour pertes de crédit attendues à l'égard des prêts et des acceptations est incluse dans la provision pour pertes sur créances du bilan consolidé. La provision pour pertes de crédit attendues à l'égard des titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) est inscrite à titre de composante de la valeur comptable des titres, évalués à leur juste valeur. La provision pour pertes de crédit attendues à l'égard des autres actifs financiers est comprise dans la valeur comptable de l'instrument. La provision pour pertes de crédit attendues à l'égard des garanties et des engagements de prêts est inscrite dans les autres passifs.

La provision pour pertes sur créances est ajustée en fonction de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances et diminue en fonction des radiations, déduction faite des recouvrements.

Rajustement de l'évaluation du crédit (REC)

Rajustement de l'évaluation qui doit être pris en considération dans l'évaluation de la juste valeur des dérivés de gré à gré pour tenir compte du risque qu'une contrepartie donnée ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements. En évaluant notre exposition nette au risque de crédit de contrepartie (RCC), nous prenons également en compte les facteurs d'atténuation du risque, comme les accords de garantie, les accords généraux de compensation et les règlements par l'intermédiaire d'une chambre de compensation.

Ratio de versement de dividendes

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du résultat net déduction faite des dividendes versés sur actions privilégiées, des primes versées aux rachats d'actions privilégiées et des distributions associées aux autres titres de participation.

Rendement de l'actif moyen ou de l'actif productif d'intérêts moyens

Résultat net exprimé en pourcentage de l'actif moyen ou de l'actif productif d'intérêts moyen.

Rendement des actions

Dividendes par action ordinaire divisés par le cours de clôture des actions ordinaires.

Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires

Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires.

Rendement total pour les actionnaires

Rendement total tiré d'un placement dans les actions ordinaires de la CIBC. Le rendement mesure la variation de la valeur pour les actionnaires, compte tenu des dividendes versés qui sont réinvestis dans des actions supplémentaires.

Soldes moyens

Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

Swap

Contrat financier entre des contreparties portant sur l'échange d'une série de flux de trésorerie, en fonction d'un montant notionnel donné pendant une période déterminée.

Valeur comptable des actions ordinaires

Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires divisés par le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation à la fin de la période.

Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres

Valeurs achetées avec l'engagement par l'acheteur de les revendre au vendeur original à une date ultérieure déterminée et à un prix stipulé d'avance.

Valeurs empruntées

Valeurs généralement empruntées pour couvrir les positions à découvert. L'emprunt nécessite qu'un bien soit donné en garantie au prêteur par l'emprunteur, notamment sous forme de trésorerie ou de valeurs bien cotées.

Valeurs prêtées

Valeurs généralement prêtées pour couvrir les positions à découvert de l'emprunteur. L'emprunt nécessite qu'un bien soit donné en garantie au prêteur par l'emprunteur, notamment sous forme de trésorerie ou de valeurs bien cotées.

Valeurs vendues à découvert

Engagement du vendeur à vendre des valeurs dont il n'est pas le propriétaire. En règle générale, le vendeur emprunte d'abord les valeurs pour pouvoir les remettre à l'acheteur. À une date ultérieure, il achète des valeurs identiques sur le marché pour remplacer les valeurs empruntées.

Valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres

Valeurs vendues avec l'engagement par le vendeur de les racheter de l'acheteur original à une date ultérieure déterminée et à un prix stipulé d'avance.

Glossaire en matière de risque et de fonds propres

Accord général de compensation

Accord standard conçu pour réduire le risque de crédit d'opérations multiples avec une contrepartie par la création d'un droit juridiquement reconnu de compenser les obligations de la contrepartie en cas de défaut de cette dernière et par l'établissement d'une provision pour le règlement net de tous les contrats au moyen d'un seul paiement.

Actif pondéré en fonction du risque (APR)

L'APR est constitué de trois éléments : i) l'APR reflétant le risque de crédit, qui est calculé au moyen de l'approche NI et de l'approche standard, ii) l'APR reflétant le risque de marché, et iii) l'APR reflétant le risque opérationnel. Selon l'approche NI, l'APR est calculé au moyen des probabilités de défaut, des pertes en cas de défaut et des expositions en cas de défaut et, dans certains cas, des ajustements d'échéance. Selon l'approche standard, l'APR est calculé à l'aide de facteurs de pondération précisés dans les lignes directrices du BSIF pour les expositions au bilan et hors bilan. L'APR reflétant le risque de marché du portefeuille de négociation est fondé sur les exigences de fonds propres selon l'approche standard définies par le BSIF. L'APR reflétant le risque opérationnel lié au risque de pertes découlant de l'erreur humaine, du caractère inadéquat ou de l'échec de processus ou de systèmes internes, ou d'événements externes est calculé au moyen de l'approche standard.

Depuis l'adoption du dispositif de Bâle II en 2008, le BSIF a imposé une exigence relative au plancher de fonds propres pour les institutions qui appliquent l'approche NI visant le risque de crédit. On détermine le plancher de fonds propres en appliquant un facteur d'ajustement déterminé par le BSIF aux fonds propres selon les exigences de l'approche standard. Toute insuffisance relativement aux exigences de fonds propres selon l'approche NI est ajoutée à l'APR.

Approche complète visant les opérations de financement par titres

Cadre d'évaluation du RCC visant les opérations de financement par titres qui utilise la valeur du bien donné en garantie ajustée en fonction de la volatilité afin de réduire l'exposition.

Approche fondée sur les notations internes (NI) visant le risque de crédit

Approche visant à déterminer les exigences en matière de fonds propres au titre du risque de crédit en fonction des composantes du risque, soit la PD, la PCD, l'ECD et l'échéance effective.

Approche fondée sur les notations internes avancée (approche NI avancée) visant le risque de crédit

Version de l'approche fondée sur les notations internes (NI) visant le risque de crédit selon laquelle les institutions fournissent leurs propres estimations de la probabilité de défaut (PD), de la perte en cas de défaut (PCD) et de l'exposition en cas de défaut (ECD) ainsi que leur propre calcul de l'échéance effective, sous réserve du respect des exigences minimales. Il n'est pas permis d'appliquer l'approche NI avancée à certaines catégories d'expositions.

Approche fondée sur les notations internes fondation (NI fondation) visant le risque de crédit

Version de l'approche fondée sur les NI visant le risque de crédit selon laquelle les institutions fournissent leurs propres estimations de la PD, ainsi que leur propre calcul de l'échéance effective, et appliquent aux autres composantes, telles que la PCD et l'ECD, celles de l'autorité de contrôle. L'approche NI fondation doit être appliquée à certaines catégories d'expositions.

Approche fondée sur les notations internes visant les expositions de titrisation

Cette approche comprend deux méthodes de calcul des fonds propres pour les expositions de titrisation qui doivent être approuvées par le BSIF : l'approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA) qui peut être utilisée par les banques ayant l'autorisation d'utiliser l'approche NI pour les expositions sous-jacentes titrisées et l'approche fondée sur les évaluations internes (SEC-IAA) qui peut être utilisée pour certaines expositions liées à la titrisation relevant de programmes de papier commercial adossé à des créances (PCAC).

Approche standard visant le risque de crédit

Approche appliquée lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'informations pour permettre l'application de l'approche NI visant le risque de crédit. Les exigences en matière de fonds propres au titre du risque de crédit sont calculées en fonction d'un ensemble normalisé de pondérations du risque, tel qu'il est recommandé dans la ligne directrice NFP. Les pondérations normalisées du risque sont fondées sur des évaluations de crédit effectuées par des organismes externes, lorsqu'elles sont disponibles, et sur d'autres facteurs de risque, notamment les agences de crédit à l'exportation, l'exposition au titre des catégories d'actif et les garanties.

Approche standard visant le risque opérationnel

Cette approche se fonde sur une formule visée par le règlement et composée de trois éléments : i) l'indicateur d'activité, qui est une mesure du risque opérationnel reposant sur les états financiers; ii) la composante indicateur d'activité (CIA), qui est calculée en multipliant l'indicateur d'activité par un ensemble de coefficients marginaux réglementaires; iii) le multiplicateur des pertes internes (MPI), qui est un facteur scalaire fondé sur les pertes moyennes historiques et la CIA.

Approche standard visant les expositions de titrisation

Cette approche comprend des méthodes de calcul pour les expositions de titrisation qui n'ont pas à être approuvées par le BSIF, soit l'approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA) et l'approche standard (SEC-SA).

Autres expositions hors bilan

Montant lié au risque de crédit découlant de l'émission de cautionnements et de lettres de crédit.

Autres prêts de détail

Catégorie de prêts comprenant tous les prêts autres que les prêts de détail renouvelables admissibles et les prêts personnels garantis par des biens immobiliers accordés à des particuliers conformément au référentiel en matière de fonds propres réglementaires.

Capacité totale d'absorption des pertes (CTAP)

Somme du total des fonds propres et des passifs admissibles à la recapitalisation interne (comme ils sont définis ci-après) qui comportent une échéance résiduelle supérieure à un an.

Capital économique

Le capital économique est une mesure de risque non conforme aux PCGR fondée sur une estimation interne des capitaux propres requis par les secteurs d'activité pour absorber les pertes non prévues, en fonction de la cote de risque ciblée sur une période de un an. Le capital économique se compose principalement du capital de risque de crédit et de marché, ainsi que de risque opérationnel et stratégique.

Contrepartie centrale (CC)

Chambre de compensation qui s'interpose entre les contreparties qui ont négocié des contrats sur un ou plusieurs marchés financiers et qui devient l'acheteur auprès de chaque vendeur et le vendeur auprès de chaque acheteur, et qui garantit la performance des contrats ouverts.

Contrepartie centrale admissible (CC admissible)

Entité agréée pour agir en qualité de CC et autorisée par l'autorité de réglementation/surveillance compétente à exercer sa fonction pour les produits offerts par cette CC.

Engagements non utilisés

Montant lié au risque de crédit découlant de prêts non versés à un client donné, mais qu'il pourrait utiliser plus tard.

Engagements utilisés

Montant lié au risque de crédit découlant de prêts déjà consentis à des clients et d'autres créances.

Exposition aux fins du ratio de levier

L'exposition aux fins du ratio de levier est définie selon les règles du BSIF, comme la somme des actifs au bilan (non pondérés), diminuée des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de première catégorie, et majorée des expositions sur dérivés, des expositions sur opérations de financement par titres avec la possibilité d'une forme restreinte de compensation sous réserve de certaines conditions, et d'autres expositions hors bilan (engagements, substituts directs de crédit, soldes inutilisés des expositions sur cartes de crédit, expositions de titrisation et opérations non réglées).

Exposition en cas de défaut (ECD)

Estimation du montant à risque associé à un client en cas de défaut, au moment du défaut.

Expositions à des transactions assimilées à des mises en pension

Montant lié au risque de crédit découlant de nos valeurs acquises ou vendues en vertu de prises en pension de titres, de même que nos activités d'emprunt de valeurs et de prêts de valeurs.

Expositions aux banques

Toutes les expositions au risque de crédit direct lié à des institutions acceptant des dépôts et à des sociétés réglementées en courtage de valeurs, ainsi que les expositions garanties par ces entités.

Expositions aux dérivés de gré à gré

Montant lié au risque de crédit découlant de produits dérivés se négociant directement entre deux parties plutôt que sur les marchés boursiers.

Expositions aux entités souveraines

Toutes les expositions au risque de crédit direct lié aux gouvernements, aux banques centrales et à certaines entités du secteur public, ainsi que les expositions garanties par ces entités.

Expositions aux entreprises

Expositions au risque de crédit direct lié à des sociétés, à des sociétés en nom collectif et à des entreprises individuelles, ainsi qu'aux prêts garantis par ces entités.

Flux de trésorerie nets cumulatifs

Les flux de trésorerie nets cumulatifs constituent un indicateur avec horizon de liquidité défini, dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, comme un outil de surveillance et de suivi du risque de liquidité qui mesure de façon détaillée les flux de trésorerie d'une institution afin de saisir le risque que posent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs.

Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)

Avec prise en effet le 1^{er} janvier 2013, afin d'être admissibles à titre de fonds propres réglementaires, tous les instruments de fonds propres réglementaires de première catégorie et de deuxième catégorie autres que sous forme d'actions ordinaires doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière. Les investisseurs dans de tels instruments seront en mesure d'assumer les pertes avant les contribuables si le gouvernement décide qu'il est dans l'intérêt public de renflouer une banque non viable.

Fonds propres réglementaires

Les fonds propres réglementaires, conformément à leur définition dans la ligne directrice NFP du BSIF, sont composés des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, des autres éléments des fonds propres de première catégorie et des fonds propres de deuxième catégorie. Les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires comprennent les actions ordinaires, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global (à l'exception du cumul des autres éléments du résultat global lié aux couvertures de flux de trésorerie et des variations de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuables aux variations du risque de crédit propre), ainsi que les instruments admissibles émis par une filiale bancaire consolidée à des tiers, diminués des ajustements réglementaires apportés à des éléments comme le goodwill et les autres immobilisations incorporelles, certains actifs d'impôt différé, les actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies et certains placements. Les autres éléments des fonds propres de première catégorie comprennent principalement les actions privilégiées admissibles comme FPUNV, les billets avec remboursement de capital à recours limité et les instruments admissibles émis par une filiale consolidée à des tiers. Les fonds propres de première catégorie se composent des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et des autres éléments de fonds propres de première catégorie. Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent les titres secondaires admissibles comme FPUNV, les provisions générales admissibles, ainsi que les instruments admissibles émis par une filiale consolidée à des tiers. Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première catégorie et les fonds propres de deuxième catégorie. Les instruments de fonds propres réglementaires admissibles doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière.

Gestion de l'actif et du passif (GAP)

Gestion des risques qui découlent d'écarts entre les dates de révision des taux des actifs et des passifs, surtout dans les secteurs non liés à la négociation de la banque. Des techniques servent à gérer la durée relative des actifs (comme les prêts) et des passifs (comme les dépôts) de la CIBC, afin de réduire l'incidence défavorable des fluctuations des taux d'intérêt.

Méthode des modèles internes (MMI) visant le risque de crédit de contrepartie (RCC)

Modèles, conçus par la CIBC et approuvés par le BSIF, servant à mesurer le RCC lié aux dérivés de gré à gré.

Méthode des modèles internes (MMI) visant le risque de marché

Modèles, conçus par la CIBC et approuvés par le BSIF, servant à mesurer les risques et les fonds propres réglementaires dans le portefeuille de négociation pour le risque général de marché, le risque spécifique de la dette et le risque spécifique de crédit.

Passifs admissibles à la recapitalisation interne

Les passifs admissibles à la recapitalisation interne englobent des créances à long terme (soit une échéance initiale de plus de 400 jours) non garanties de premier rang émises à compter du 23 septembre 2018 qui sont échangeables et cessibles, ainsi que toutes les actions privilégiées et tous les titres secondaires qui ne sont pas des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV). Les dépôts des clients, les passifs garantis (y compris les obligations sécurisées), certains contrats financiers (y compris les dérivés) et certains billets structurés ne sont pas admissibles à la recapitalisation interne.

Perte en cas de défaut (PCD)

Estimation du montant d'un prêt à un client donné qui ne sera pas remboursé en cas de défaut par ce client, exprimée en pourcentage de l'ECD. La PCD est habituellement fondée sur les hypothèses d'un ralentissement de l'économie aux fins des fonds propres réglementaires et généralement fondée sur des hypothèses ponctuelles qui reflètent les informations prospectives aux fins des pertes de crédit attendues selon IFRS 9.

Portefeuilles de détail

Catégorie de prêts comprenant principalement les prêts consentis à des particuliers et à des PME pour lesquels l'acceptation et la gestion de compte s'appuient surtout sur les modèles d'évaluation du crédit.

Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements

Catégorie de risque comprenant les prêts consentis à des entreprises et à des gouvernements, pour lesquels l'acceptation s'appuie principalement sur l'établissement et l'attribution de notations du risque, qui reflètent le risque de crédit lié aux prêts.

Prêts de détail aux petites et moyennes entreprises (PME)

Catégorie de prêts comprenant tous les prêts accordés aux PME notées conformément au référentiel en matière de fonds propres réglementaires.

Prêts de détail renouvelables admissibles

Catégorie de prêts comprenant les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit non garanties et les autorisations de découvert conclus avec des particuliers.

Prêts personnels garantis par des biens immobiliers

Catégorie de prêts comprenant les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts et marges de crédit garantis par un bien immobilier conclus avec des particuliers.

Prêts spécialisés

Sous-ensemble des expositions aux entreprises faisant partie de l'une des sous-catégories suivantes : financement de projets (FP), financement d'objets (FO), financement de produits de base (FPB), immobilier de rapport (IDR) et immobilier commercial à forte volatilité (ICFV). La principale source de remboursement de ces créances est le revenu généré par l'actif ou les actifs et non la capacité propre que pourrait avoir une entreprise commerciale dans un sens plus large.

Probabilité de défaut (PD)

Estimation de la probabilité de défaut d'un client donné, qui se produit lorsque ce client n'est pas en mesure de satisfaire à ses obligations lorsqu'elles deviennent exigibles en vertu du contrat. La PD est fondée sur les hypothèses pour tout le cycle en matière de fonds propres réglementaires et sur des hypothèses ponctuelles qui reflètent les informations prospectives aux fins des pertes de crédit attendues selon IFRS 9.

Processus d'évaluation interne de la suffisance des fonds propres (PEISFP)

Cadre et processus, qui, tels qu'ils sont définis dans le cadre du deuxième pilier de l'Accord de Bâle, sont conçus pour fournir une évaluation exhaustive et continue de l'adéquation des fonds propres. Le PEISFP permet à la CIBC de cerner, de mesurer et de gérer tous les risques importants afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds propres suffisants pour étayer son profil de risque et appuyer sa stratégie d'entreprise.

Ratio de capacité totale d'absorption des pertes

Mesure de la CTAP divisée par les APR déterminée par les lignes directrices du BSIF.

Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, ratio des fonds propres de première catégorie et ratio du total des fonds propres

Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, fonds propres de première catégorie et total des fonds propres réglementaires divisés par l'APR, conformément à leur définition dans la ligne directrice NFP du BSIF, laquelle découle du cadre normatif du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

Ratio de levier

Fonds propres de première catégorie divisés par l'exposition aux fins du ratio de levier déterminée par les lignes directrices du BSIF, lesquelles se fondent sur le cadre normatif du CBCB.

Ratio de levier de capacité totale d'absorption des pertes

Mesure de la CTAP divisée par l'exposition aux fins du ratio de levier déterminée par les lignes directrices du BSIF.

Ratio de liquidité à court terme (LCR)

Dérivé du dispositif de Bâle III du CBCB et intégré dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, le LCR est une norme de liquidité visant à s'assurer qu'une institution dispose de suffisamment d'actifs liquides de haute qualité (HQLA) non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en liquidités sur des marchés privés sans perdre (ou en perdant très peu) de leur valeur, pour répondre à ses besoins de liquidités dans un scénario de crise qui durerait 30 jours.

Ratio de liquidité à long terme (NSFR)

Dérivée du dispositif de Bâle III du CBCB et incorporée dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, la norme NSFR vise à créer les conditions propices à une résilience à long terme du secteur des services financiers en exigeant des banques qu'elles maintiennent un profil de financement durable à long terme relativement à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan.

Retitrisation

Exposition de titrisation en vertu de laquelle le risque lié à une réserve sous-jacente d'expositions est divisé en tranches et au moins une exposition sous-jacente est une exposition de titrisation.

Risque de change structurel

Risque principalement inhérent à l'investissement net dans des établissements à l'étranger découlant des variations des taux de change ainsi qu'à l'actif pondéré en fonction du risque libellé en devise et aux déductions des fonds propres libellées en devise.

Risque de crédit

Risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Risque de liquidité

Risque de ne pas disposer de la trésorerie ou des équivalents de trésorerie en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts pour faire face à des engagements financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance.

Risque de marché

Risque de perte financière dans nos portefeuilles de négociation et nos portefeuilles autres que de négociation attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des marchandises, les écarts de taux et le comportement des clients à l'égard des produits de détail.

Risque de réputation

Risque qu'une publicité négative, qu'elle soit fondée ou non, portant sur la conduite des affaires et des pratiques de la CIBC, puisse nuire grandement à la réputation de la CIBC à titre d'institution financière de premier rang, ou alors puisse avoir des effets importants et néfastes sur les entreprises, les activités ou la situation financière de la CIBC.

Risque de taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel s'entend essentiellement du risque découlant d'écarts entre les dates de révision des taux des actifs et des passifs, qui ne provient pas d'activités de négociation et d'activités liées à la négociation.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de pertes découlant d'une erreur humaine, du caractère inadéquat ou de l'échec de processus ou de systèmes internes, ou encore d'événements externes.

Risque stratégique

Risque de mise en œuvre inefficace ou inadéquate des stratégies d'affaires axées sur la croissance interne ou externe. Il comprend les pertes financières potentielles et les effets sur la résilience engendrés par l'échec des initiatives de croissance ou par l'incapacité à réagir de façon appropriée aux changements dans les environnements de l'entreprise ou du secteur.

Titrisation

Opération consistant à vendre des actifs (habituellement des actifs financiers comme des prêts, des contrats de location, des comptes clients, des créances sur cartes de crédit ou des prêts hypothécaires) à des fiduciaires ou à des entités structurées. Les entités structurées émettent habituellement des valeurs ou d'autres formes de droit aux investisseurs ou au cédant, et utilisent le produit tiré de l'émission des valeurs ou d'autres formes de droit pour acheter les actifs cédés. Les entités structurées utilisent généralement les flux de trésorerie tirés des actifs pour satisfaire aux obligations liées aux valeurs ou aux autres droits émis par les entités structurées, ce qui peut comporter un certain nombre de profils de risque différents.

Titrisations simples, transparentes et comparables (STC)

Expositions de titrisation qui répondent aux critères STC aux fins des fonds propres réglementaires. Ces expositions sont admissibles à un traitement de fonds propres différent en vertu du cadre de titrisation.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques pour estimer la distribution de rendements possibles sur un portefeuille en particulier selon un degré de confiance et une période déterminés.

Valeur à risque en situation de crise

Calcul de la VAR à risque qui utilise une période d'observation d'une durée d'un an pour laquelle des pertes importantes ont été subies par un portefeuille en particulier, selon un degré de confiance et une période déterminés.

États financiers consolidés intermédiaires (non audités)

Table des matières

55	Bilan consolidé
56	Compte de résultat consolidé
57	État du résultat global consolidé
58	État des variations des capitaux propres consolidé
59	Tableau des flux de trésorerie consolidé
60	Notes des états financiers consolidés intermédiaires

60	Note 1 – Changements de méthodes comptables
60	Note 2 – Estimations et hypothèses importantes
61	Note 3 – Évaluation à la juste valeur
64	Note 4 – Valeurs mobilières
66	Note 5 – Prêts
71	Note 6 – Dépôts
72	Note 7 – Capital-actions

73	Note 8 – Avantages postérieurs à l'emploi
73	Note 9 – Impôt sur le résultat
73	Note 10 – Résultat par action
74	Note 11 – Passifs éventuels et provisions
75	Note 12 – Produits d'intérêts et charges d'intérêts
75	Note 13 – Informations sectorielles

Bilan consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, aux	31 janv. 2026	31 oct. 2025
ACTIF		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	10 997 \$	12 379 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	36 770	31 624
Valeurs mobilières (note 4)	285 930	283 235
Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	23 809	21 697
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	85 938	86 695
Prêts (note 5)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	287 585	287 033
Prêts personnels	47 664	47 866
Cartes de crédit	21 246	21 581
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	240 405	237 416
Provision pour pertes sur créances	(4 409)	(4 392)
	592 491	589 504
Divers		
Dérivés	38 213	38 352
Immobilisations corporelles	3 429	3 443
Goodwill	5 346	5 475
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	2 867	2 894
Placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	805	808
Actif d'impôt différé	877	1 027
Autres actifs	45 105	39 805
	96 642	91 804
Total de l'actif	1 132 577 \$	1 116 938 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	258 878 \$	258 139 \$
Entreprises et gouvernements	466 390	457 284
Banques	27 579	26 723
Emprunts garantis	63 044	65 978
	815 891	808 124
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	20 811	24 244
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	8 668	6 031
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	138 675	130 042
Divers		
Dérivés	41 723	41 411
Passif d'impôt différé	52	47
Autres passifs	33 352	34 807
	75 127	76 265
Titres secondaires	7 793	7 819
Total du passif	1 066 965	1 052 525
Capitaux propres		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	7 339	6 369
Actions ordinaires (note 7)	16 795	16 845
Surplus d'apport	252	226
Résultats non distribués	37 592	36 471
Cumul des autres éléments du résultat global	3 345	4 218
Total des capitaux propres applicables aux actionnaires	65 323	64 129
Participations ne donnant pas le contrôle	289	284
Total des capitaux propres	65 612	64 413
Total du passif et des capitaux propres	1 132 577 \$	1 116 938 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Compte de résultat consolidé

	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Non audité, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire, pour les trois mois clos les			
Produits d'intérêts (note 12)¹			
Prêts	7 947 \$	8 117 \$	8 296 \$
Valeurs mobilières	2 103	2 215	2 340
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	1 264	1 222	1 390
Dépôts auprès d'autres banques et autres dépôts	488	540	693
	11 802	12 094	12 719
Charges d'intérêts (note 12)			
Dépôts	5 569	6 004	6 906
Valeurs vendues à découvert	133	141	133
Valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	1 613	1 624	1 670
Titres secondaires	88	93	107
Divers	91	100	102
	7 494	7 962	8 918
Produits nets d'intérêts	4 308	4 132	3 801
Produits autres que d'intérêts			
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	297	245	181
Frais sur les dépôts et les paiements	249	252	246
Commissions sur crédit	285	269	245
Honoraires d'administration de cartes	112	95	114
Honoraires de gestion de placements et de garde	611	595	553
Honoraires tirés des fonds communs de placement	558	520	531
Produits des activités d'assurance, montant net	85	81	84
Commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières	160	160	137
Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), montant net	1 382	1 005	1 161
Profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et au coût amorti, montant net	42	(11)	13
Produits tirés des opérations de change autres que de négociation	114	86	97
Produits (pertes) découlant des résultats des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	77	26	26
Divers	118	121	92
	4 090	3 444	3 480
Total des produits	8 398	7 576	7 281
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	568	605	573
Charges autres que d'intérêts			
Rémunération et avantages sociaux des employés	2 637	2 357	2 277
Frais d'occupation	212	240	201
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	734	827	696
Communications	98	96	96
Publicité et expansion des affaires	94	121	88
Honoraires professionnels	88	88	65
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	32	31	36
Divers (note 11)	434	419	419
	4 329	4 179	3 878
Résultat avant impôt sur le résultat	3 501	2 792	2 830
Impôt sur le résultat	401	612	659
Résultat net	3 100 \$	2 180 \$	2 171 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	7 \$	6 \$	8 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	106 \$	116 \$	88 \$
Porteurs d'actions ordinaires	2 987	2 058	2 075
Résultat net applicable aux actionnaires	3 093 \$	2 174 \$	2 163 \$
Résultat par action (en dollars) (note 10)			
De base	3,23 \$	2,21 \$	2,20 \$
Dilué	3,21	2,20	2,19
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,07	0,97	0,97

1) Comprennent des produits d'intérêts, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de 10,8 G\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (11,0 G\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2025 et 11,5 G\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2025).

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État du résultat global consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Résultat net	3 100 \$	2 180 \$	2 171 \$
Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
Écart de change, montant net			
Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger	(1 633)	713	2 453
Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger	960	(476)	(1 571)
	(673)	237	882
Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG			
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG	176	116	110
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	(31)	5	(9)
	145	121	101
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(6)	964	326
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	(327)	(497)	(35)
	(333)	467	291
Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	31	183	19
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit	(45)	(22)	(2)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	4	(1)	3
	(10)	160	20
Total des autres éléments du résultat global¹	(871)	985	1 294
Résultat global	2 229 \$	3 165 \$	3 465 \$
Résultat global applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	7 \$	6 \$	8 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	106 \$	116 \$	88 \$
Porteurs d'actions ordinaires	2 116	3 043	3 369
Résultat global applicable aux actionnaires	2 222 \$	3 159 \$	3 457 \$

1) Comprend des profits de 4 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (profits de 16 M\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2025 et pertes de 3 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2025), ayant trait à nos placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Non audité, en millions de dollars canadiens, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
(Charge) économie d'impôt sur le résultat attribuée à chacune des composantes des autres éléments du résultat global			
Éléments qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
Écart de change, montant net			
Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger	57 \$	(23) \$	(63) \$
Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger	(159)	9	152
	(102)	(14)	89
Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG			
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG	(59)	(29)	(11)
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	12	(1)	3
	(47)	(30)	(8)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	2	(371)	(126)
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	126	191	14
	128	(180)	(112)
Éléments qui ne peuvent faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	(12)	(55)	(8)
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit	16	9	-
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	(1)	1	(1)
	3	(45)	(9)
Total de (la charge) l'économie d'impôt sur le résultat attribuée à chacune des composantes des autres éléments du résultat global	(18) \$	(269) \$	(40) \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État des variations des capitaux propres consolidé

	31 janv. 2026	31 janv. 2025
Non audité, en millions de dollars canadiens, pour les trois mois clos les		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		
Solde au début de la période	6 369 \$	4 946 \$
Émission d'actions privilégiées et de billets avec remboursement de capital à recours limité	971	693
Rachat d'actions privilégiées	-	(300)
Actions autodétenues	(1)	2
Solde à la fin de la période	7 339 \$	5 341 \$
Actions ordinaires (note 7)		
Solde au début de la période	16 845 \$	17 011 \$
Émission d'actions ordinaires	119	77
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(146)	(63)
Actions autodétenues	(23)	2
Solde à la fin de la période	16 795 \$	17 027 \$
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	226 \$	159 \$
Charge de rémunération découlant des attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	12	2
Exercice d'options sur actions et règlement d'autres attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	(8)	(5)
Divers ¹	22	10
Solde à la fin de la période	252 \$	166 \$
Résultats non distribués		
Solde au début de la période	36 471 \$	33 471 \$
Résultat net applicable aux actionnaires	3 093	2 163
Dividendes et distributions		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	(106)	(88)
Actions ordinaires	(989)	(914)
Prime à l'achat d'actions ordinaires aux fins d'annulations	(857)	(257)
Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassés du cumul des autres éléments du résultat global	2	-
Divers	(22)	(9)
Solde à la fin de la période	37 592 \$	34 366 \$
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat		
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net		
Écart de change, montant net		
Solde au début de la période	2 211 \$	2 176 \$
Variation nette de l'écart de change	(673)	882
Solde à la fin de la période	1 538 \$	3 058 \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG		
Solde au début de la période	47 \$	(307) \$
Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG	145	101
Solde à la fin de la période	192 \$	(206) \$
Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie		
Solde au début de la période	1 000 \$	509 \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	(333)	291
Solde à la fin de la période	667 \$	800 \$
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net		
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies		
Solde au début de la période	1 050 \$	842 \$
Variation nette des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	31	19
Solde à la fin de la période	1 081 \$	861 \$
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit		
Solde au début de la période	(122) \$	(88) \$
Variation nette attribuable aux variations du risque de crédit	(45)	(2)
Solde à la fin de la période	(167) \$	(90) \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG		
Solde au début de la période	32 \$	16 \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	4	3
(Profits réalisés) pertes réalisées sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassés en résultats non distribués	(2)	-
Solde à la fin de la période	34 \$	19 \$
Total du cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat	3 345 \$	4 442 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		
Solde au début de la période	284 \$	272 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	7	8
Dividendes	(2)	(2)
Divers	-	11
Solde à la fin de la période	289 \$	289 \$
Capitaux propres à la fin de la période	65 612 \$	61 631 \$

1) Comprend la partie de l'économie d'impôt estimée liée aux options sur actions des employés qui s'ajoute au montant comptabilisé dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 janv. 2025
Flux de trésorerie d'exploitation		
Résultat net	3 100 \$	2 171 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net des flux de trésorerie d'exploitation :		
Dotation à la provision pour pertes sur créances	568	573
Amortissement et dépréciation ¹	301	286
Charge au titre des options sur actions et des actions subalternes	12	2
Impôt différé	144	82
Pertes (profits) sur titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti	(42)	(13)
Pertes nettes (profits nets) à la cession d'immobilisations corporelles	1	(3)
Autres éléments hors caisse, montant net	387	(491)
Variations nettes des actifs et des passifs d'exploitation		
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(5 146)	5 218
Prêts, nets des remboursements	(3 664)	(10 097)
Dépôts, nets des retraits	6 495	16 377
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(3 433)	(864)
Intérêts courus à recevoir	188	197
Intérêts courus à payer	(300)	(419)
Actifs dérivés	156	(2 130)
Passifs dérivés	222	4 183
Valeurs mobilières évaluées à la JVRN	(5 032)	(13 253)
Autres actifs et passifs évalués/désignés à la JVRN	1 560	684
Impôt exigible	(466)	(253)
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	2 637	917
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	8 633	17 483
Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	(2 112)	(1 581)
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	757	(2 422)
Divers, montant net	(7 116)	(5 292)
Flux de trésorerie net d'exploitation	(2 150)	11 355
Flux de trésorerie de financement		
Remboursement/rachat/échéance de titres secondaires	-	(55)
Émission d'actions privilégiées et de billets avec remboursement de capital à recours limité, nette des frais liés à l'émission	966	689
Rachat d'actions privilégiées	-	(300)
Émission d'actions ordinaires au comptant	111	72
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(1 003)	(320)
Vente (achat) d'actions autodétenues, montant net	(24)	4
Dividendes et distributions versés	(1 095)	(1 002)
Remboursement des obligations locatives	(72)	(80)
Divers, montant net	(17)	(5)
Flux de trésorerie net de financement	(1 134)	(997)
Flux de trésorerie d'investissement		
Achat de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti	(32 171)	(17 966)
Produit de la vente de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti	14 831	5 519
Produit à l'échéance de titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti	19 570	7 134
Vente (achat) d'immobilisations corporelles et de logiciels, montant net	(246)	(193)
Flux de trésorerie net d'investissement	1 984	(5 506)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur la trésorerie et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(82)	113
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(1 382)	4 965
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	12 379	8 565
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période²	10 997 \$	13 530 \$
Intérêts versés au comptant	7 794 \$	9 337 \$
Intérêts reçus au comptant	11 588	12 472
Dividendes reçus au comptant	402	444
Impôt sur le résultat payé au comptant	723	830

1) Comprennent l'amortissement et la dépréciation des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, ainsi que des logiciels et autres immobilisations incorporelles.

2) Comprennent des liquidités soumises à restrictions de 533 M\$ (489 M\$ au 31 janvier 2025) et des comptes de dépôt à vue productifs d'intérêts avec la Banque du Canada.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes des états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ont été préparés selon le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) les états financiers doivent être préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers consolidés annuels complets. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2025 et pour l'exercice clos à cette date.

À moins d'indication contraire, tous les montants contenus dans les présents états financiers consolidés intermédiaires sont libellés en millions de dollars canadiens. La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été approuvée par le conseil d'administration le 25 février 2026.

Note 1. Changements de méthodes comptables

a) Modifications de méthodes comptables futures

Se reporter à la note 30 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les modifications des méthodes comptables futures. Nous continuons d'évaluer les répercussions des normes qui s'appliqueront à la CIBC après l'exercice 2026.

Note 2. Estimations et hypothèses importantes

Ainsi qu'il est mentionné dans notre Rapport annuel 2025, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses à l'égard des montants comptabilisés et évalués d'actifs et de passifs, du résultat net, du résultat global et des informations fournies connexes pour préparer les états financiers consolidés selon les IFRS. Des estimations importantes sont faites et des hypothèses significatives sont formulées afin d'évaluer les instruments financiers, la provision pour pertes sur créances, les contrats de location, la dépréciation des actifs, l'impôt sur le résultat, les provisions et les passifs éventuels, les programmes de fidélisation autogérés et les hypothèses relatives aux avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, ainsi que pour évaluer si les entités structurées doivent être consolidées. Nous continuons à mener nos activités dans un contexte macroéconomique incertain, ce qui engendre une incertitude grandissante à l'égard des estimations et des hypothèses comptables et augmente la nécessité de faire appel au jugement dans l'évaluation de la conjoncture de l'économie et du marché et de ses incidences sur les estimations importantes.

Il est particulièrement nécessaire de faire appel au jugement pour formuler les estimations et les hypothèses qui concernent la provision pour pertes sur créances, pour lesquelles une part importante de jugement était toujours inhérente à l'établissement des prévisions des informations prospectives. Tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant des provisions pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes sur créances d'une période à l'autre. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 et à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues.

Note 3. Évaluation de la juste valeur

Juste valeur des instruments financiers

En millions de dollars, aux		Valeur comptable				Total	Juste valeur	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable
		Coût amorti	Obligatoire-ment évalués à la JVRN	Désignés à la JVRN	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
31 janv. 2026	Actifs financiers							
	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	47 767 \$	- \$	- \$	- \$	47 767 \$	47 767 \$	- \$
	Valeurs mobilières	59 676	133 891	-	92 363	285 930	286 026	96
	Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	23 809	-	-	-	23 809	23 809	-
	Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	72 204	13 734	-	-	85 938	85 938	-
	Prêts							
	Prêts hypothécaires à l'habitation	287 056	4	-	-	287 060	287 433	373
	Prêts personnels	46 465	-	-	-	46 465	46 526	61
	Cartes de crédit	20 200	-	-	-	20 200	20 207	7
	Prêts aux entreprises et aux gouvernements	238 088	611	67	-	238 766	238 837	71
	Dérivés	-	38 213	-	-	38 213	38 213	-
	Autres actifs	28 081	697	-	-	28 778	28 778	-
	Passifs financiers							
	Dépôts							
	Particuliers	238 098 \$	- \$	20 780 \$	- \$	258 878 \$	259 180 \$	302 \$
	Entreprises et gouvernements	442 340	-	24 050	-	466 390	467 289	899
	Banques	27 579	-	-	-	27 579	27 579	-
	Emprunts garantis	62 159	-	885	-	63 044	63 297	253
	Dérivés	-	41 723	-	-	41 723	41 723	-
	Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	-	20 811	-	-	20 811	20 811	-
	Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	8 668	-	-	-	8 668	8 668	-
	Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	126 013	-	12 662	-	138 675	138 675	-
	Autres passifs	21 230	281	8	-	21 519	21 519	-
	Titres secondaires	7 793	-	-	-	7 793	8 065	272
31 oct. 2025	Actifs financiers							
	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	44 003 \$	- \$	- \$	- \$	44 003 \$	44 003 \$	- \$
	Valeurs mobilières	65 471	128 859	-	88 905	283 235	283 173	(62)
	Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	21 697	-	-	-	21 697	21 697	-
	Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	69 044	17 651	-	-	86 695	86 695	-
	Prêts							
	Prêts hypothécaires à l'habitation	286 456	3	-	-	286 459	287 328	869
	Prêts personnels	46 710	-	-	-	46 710	46 774	64
	Cartes de crédit	20 639	-	-	-	20 639	20 651	12
	Prêts aux entreprises et aux gouvernements	235 136	485	75	-	235 696	235 802	106
	Dérivés	-	38 352	-	-	38 352	38 352	-
	Autres actifs	25 069	674	-	-	25 743	25 743	-
	Passifs financiers							
	Dépôts							
	Particuliers	238 211 \$	- \$	19 928 \$	- \$	258 139 \$	258 629 \$	490 \$
	Entreprises et gouvernements	434 003	-	23 281	-	457 284	458 321	1 037
	Banques	26 723	-	-	-	26 723	26 723	-
	Emprunts garantis	65 151	-	827	-	65 978	66 210	232
	Dérivés	-	41 411	-	-	41 411	41 411	-
	Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	-	24 244	-	-	24 244	24 244	-
	Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	6 031	-	-	-	6 031	6 031	-
	Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	121 907	-	8 135	-	130 042	130 042	-
	Autres passifs	22 357	220	8	-	22 585	22 585	-
	Titres secondaires	7 819	-	-	-	7 819	8 091	272

Le tableau ci-après présente les niveaux au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans lesquels sont classées les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur au bilan consolidé intermédiaire :

	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3			
	Cours du marché		Technique d'évaluation – données observables sur le marché		Technique d'évaluation – données non observables sur le marché		Total	Total
	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2026	31 oct. 2025
En millions de dollars, aux								
Actifs financiers								
Titres de créance évalués à la JVRN								
Titres émis ou garantis par des gouvernements	5 590 \$	6 222 \$	34 748 \$	34 635 \$	- \$	- \$	40 338 \$	40 857 \$
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	-	-	4 024	4 537	100	103	4 124	4 640
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	7 153	7 193	319	392	7 472	7 585
	5 590	6 222	45 925	46 365	419	495	51 934	53 082
Prêts évalués à la JVRN								
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	-	-	611	485	67 ¹	75 ¹	678	560
Prêts hypothécaires à l'habitation	-	-	4	3	-	-	4	3
	-	-	615	488	67	75	682	563
Titres de créance évalués à la JVAERG								
Titres émis ou garantis par des gouvernements	7 855	9 206	67 394	63 917	-	-	75 249	73 123
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	-	-	10 414	10 106	-	-	10 414	10 106
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	5 675	4 656	-	-	5 675	4 656
	7 855	9 206	83 483	78 679	-	-	91 338	87 885
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG								
	80 837	74 686	1 055	1 048	1 090	1 063	82 982	76 797
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres et évaluées à la JVRN								
	-	-	13 734	17 651	-	-	13 734	17 651
Autres actifs								
	-	-	697	674	-	-	697	674
Dérivés								
De taux d'intérêt	1	2	5 189	6 027	16	79	5 206	6 108
De change	-	-	15 816	16 845	-	-	15 816	16 845
De crédit	-	-	3	41	33	36	36	77
Sur actions	4 627	5 761	5 581	5 729	24	51	10 232	11 541
Sur métaux précieux et sur autres marchandises	60	55	6 863	3 726	-	-	6 923	3 781
	4 688	5 818	33 452	32 368	73	166	38 213	38 352
Total des actifs financiers								
	98 970 \$	95 932 \$	178 961 \$	177 273 \$	1 649 \$	1 799 \$	279 580 \$	275 004 \$
Passifs financiers								
Dépôts et autres passifs ²	- \$	- \$	(45 471) \$	(43 788) \$	(533) \$	(476) \$	(46 004) \$	(44 264) \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert								
	(6 413)	(6 150)	(14 398)	(18 094)	-	-	(20 811)	(24 244)
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres								
	-	-	(12 662)	(8 135)	-	-	(12 662)	(8 135)
Dérivés								
De taux d'intérêt	(2)	(3)	(5 994)	(6 215)	(1 167)	(1 055)	(7 163)	(7 273)
De change	-	-	(15 038)	(14 977)	(12)	(18)	(15 050)	(14 995)
De crédit	-	-	(5)	(45)	(38)	(41)	(43)	(86)
Sur actions	(4 668)	(5 212)	(7 560)	(9 213)	(5)	(29)	(12 233)	(14 454)
Sur métaux précieux et sur autres marchandises	(41)	(48)	(7 193)	(4 555)	-	-	(7 234)	(4 603)
	(4 711)	(5 263)	(35 790)	(35 005)	(1 222)	(1 143)	(41 723)	(41 411)
Total des passifs financiers								
	(11 124) \$	(11 413) \$	(108 321) \$	(105 022) \$	(1 755) \$	(1 619) \$	(121 200) \$	(118 054) \$

1) Comprend des prêts désignés à la JVRN.

2) Comprennent les dépôts désignés à la JVRN de 45 292 M\$ (43 723 M\$ au 31 octobre 2025), les passifs dérivés incorporés séparés nets de 423 M\$ (313 M\$ au 31 octobre 2025), les autres passifs désignés à la JVRN de 8 M\$ (8 M\$ au 31 octobre 2025) et les autres passifs financiers évalués à leur juste valeur de 281 M\$ (220 M\$ au 31 octobre 2025).

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés avoir eu lieu au début du trimestre au cours duquel ils ont eu lieu. Les transferts entre les niveaux peuvent survenir en présence de renseignements additionnels ou nouveaux concernant les données d'évaluation et de changements concernant l'observabilité. Des transferts importants ont été effectués au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, notamment un montant de 1 625 M\$ de valeurs évaluées à la JVRN ou à la JVAERG du niveau 1 au niveau 2 et un montant de 468 M\$ du niveau 2 au niveau 1, ainsi qu'un montant de 221 M\$ de valeurs vendues à découvert du niveau 1 au niveau 2 et un montant de 197 M\$ du niveau 2 au niveau 1, en raison de changements quant à l'observabilité des données utilisées pour évaluer ces valeurs (pour le trimestre clos le 31 octobre 2025, nous avons transféré un montant de 2 101 M\$ de valeurs évaluées à la JVRN ou à la JVAERG du niveau 1 au niveau 2 et un montant de 556 M\$ du niveau 2 au niveau 1, ainsi qu'un montant de 1 489 M\$ de valeurs vendues à découvert du niveau 1 au niveau 2 et un montant de 162 M\$ du niveau 2 au niveau 1). De plus, des transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 ont été effectués au cours des trimestres clos le 31 janvier 2026 et le 31 octobre 2025, essentiellement en raison d'un changement concernant l'évaluation de l'observabilité de certaines données liées à la corrélation, à la volatilité du marché et à la probabilité utilisées pour évaluer la juste valeur des passifs et des dérivés désignés à leur juste valeur.

Le tableau qui suit présente les variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur d'après des données non observables sur le marché. Nous couvrons souvent des positions par des positions compensatoires qui peuvent être classées à un niveau différent. Par conséquent, les profits et pertes pour les actifs et passifs au niveau 3 présentés dans le tableau ci-après ne reflètent pas l'incidence des profits et pertes compensatoires sur les instruments de couverture connexes qui ont été classés au niveau 1 ou au niveau 2.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	Profits nets (pertes nettes) inclus(es) dans le résultat net ¹			Profits latents (pertes latentes) inclus(es) dans les autres éléments du résultat global, montant net ³	Transfert au niveau 3	Transfert du niveau 3	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Solde de clôture
	Solde d'ouverture	Réalisé(e)s	Latent(e)s ²						
31 janv. 2026									
Titres de créance évalués à la JVRN									
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	103 \$	- \$	- \$	(3) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	100 \$
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	392	-	-	-	-	-	12	(85)	319
Prêts évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	75	-	1	(2)	-	-	-	(7)	67
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG	1 063	4	1	(2)	-	-	60	(36)	1 090
Dérivés									
De taux d'intérêt	79	-	(13)	-	-	(50)	-	-	16
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	36	-	(3)	-	-	-	-	-	33
Sur actions	51	-	2	-	8	(37)	-	-	24
Total de l'actif	1 799 \$	4 \$	(12) \$	(7) \$	8 \$	(87) \$	72 \$	(128) \$	1 649 \$
Dépôts et autres passifs⁴	(476) \$	(3) \$	(33) \$	- \$	- \$	- \$	(72) \$	51 \$	(533) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(1 055)	-	(147)	-	-	15	-	20	(1 167)
De change	(18)	-	(12)	-	-	18	-	-	(12)
De crédit	(41)	-	3	-	-	-	-	-	(38)
Sur actions	(29)	-	1	-	-	28	(5)	-	(5)
Total du passif	(1 619) \$	(3) \$	(188) \$	- \$	- \$	61 \$	(77) \$	71 \$	(1 755) \$
31 oct. 2025									
Titres de créance évalués à la JVRN									
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	101 \$	- \$	- \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	103 \$
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	505	-	-	-	-	-	-	(113)	392
Prêts évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	256	-	1	1	-	-	-	(183)	75
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG	1 021	(1)	12	4	-	-	34	(7)	1 063
Dérivés									
De taux d'intérêt	47	-	36	-	-	(4)	-	-	79
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	34	-	2	-	-	-	-	-	36
Sur actions	19	-	3	-	22	(4)	11	-	51
Total de l'actif	1 983 \$	(1) \$	54 \$	7 \$	22 \$	(8) \$	45 \$	(303) \$	1 799 \$
Dépôts et autres passifs⁴	(377) \$	14 \$	(72) \$	- \$	(1) \$	(3) \$	(63) \$	26 \$	(476) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(1 135)	-	23	-	-	39	-	18	(1 055)
De change	-	-	(18)	-	-	-	-	-	(18)
De crédit	(39)	-	(2)	-	-	-	-	-	(41)
Sur actions	(7)	-	1	-	-	-	(23)	-	(29)
Total du passif	(1 558) \$	14 \$	(68) \$	- \$	(1) \$	36 \$	(86) \$	44 \$	(1 619) \$
31 janv. 2025									
Titres de créance évalués à la JVRN									
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	- \$	- \$	(10) \$	- \$	- \$	- \$	90 \$	- \$	80 \$
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	70	-	(1)	-	-	-	22	(19)	72
Prêts évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	105	-	1	4	-	-	-	(10)	100
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG	640	(2)	20	9	-	-	304	(9)	962
Dérivés									
De taux d'intérêt	51	-	(23)	-	-	(5)	-	-	23
De change	-	-	12	-	-	-	-	-	12
De crédit	44	-	5	-	-	-	-	-	49
Sur actions	6	-	-	-	-	-	-	-	6
Total de l'actif	916 \$	(2) \$	4 \$	13 \$	- \$	(5) \$	416 \$	(38) \$	1 304 \$
Dépôts et autres passifs⁴	(416) \$	5 \$	(23) \$	- \$	(3) \$	2 \$	(1) \$	57 \$	(379) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(1 028)	-	(310)	-	-	33	-	21	(1 284)
De change	(4)	-	4	-	-	-	-	-	-
De crédit	(50)	-	(4)	-	-	-	-	-	(54)
Sur actions	(1)	-	-	-	-	-	-	-	(1)
Total du passif	(1 499) \$	5 \$	(333) \$	- \$	(3) \$	35 \$	(1) \$	78 \$	(1 718) \$

1) Le cumul des profits et pertes comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global et lié aux titres de participation désignés à la JVAERG est reclassé du cumul des autres éléments du résultat global en résultats non distribués au moment de la cession ou de la décomptabilisation.

2) Comprendrent les profits latents et pertes latentes liés aux actifs et passifs détenus à la fin de la période considérée.

3) L'écart de change lié aux titres de créance et aux prêts évalués à la JVRN détenus par des établissements à l'étranger et libellés dans la même monnaie que celle des établissements à l'étranger est inclus dans les autres éléments du résultat global.

4) Comprendrent les dépôts désignés à la JVRN de 249 M\$ (263 M\$ au 31 octobre 2025 et 210 M\$ au 31 janvier 2025), des passifs dérivés incorporés séparés nets de 276 M\$ (205 M\$ au 31 octobre 2025 et 166 M\$ au 31 janvier 2025) et d'autres passifs désignés à la JVRN de 8 M\$ (8 M\$ au 31 octobre 2025 et 3 M\$ au 31 janvier 2025).

Instruments financiers désignés à la JVRN (désignation à la juste valeur)

Un profit net de 40 M\$, net des couvertures, qui figure dans le compte de résultat consolidé intermédiaire au poste Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la JVRN, montant net, a été comptabilisé dans les actifs et les passifs désignés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (respectivement une perte nette de 6 M\$ et un profit net de 32 M\$ pour les trimestres clos le 31 octobre 2025 et le 31 janvier 2025).

La juste valeur d'un passif désigné à sa juste valeur tient compte du risque de crédit se rapportant à ce passif. Pour les passifs financiers désignés à leur juste valeur pour lesquels nous croyons que la juste valeur est tributaire des variations de notre risque de crédit du point de vue des porteurs d'effets, les variations de la juste valeur correspondantes ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Note 4. Valeurs mobilières

Valeurs mobilières

En millions de dollars, aux	31 janv. 2026	31 oct. 2025
	Valeur comptable	
Valeurs mobilières évaluées et désignées à la JVAERG	92 363 \$	88 905 \$
Valeurs mobilières évaluées au coût amorti ¹	59 676	65 471
Valeurs mobilières obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN	133 891	128 859
Total des valeurs mobilières	285 930 \$	283 235 \$

1) Aucune vente de valeurs mobilières évaluées au coût amorti n'a eu lieu au cours du trimestre (profit réalisé de néant au 31 octobre 2025).

Juste valeur des titres de créance évalués à la JVAERG et des titres de participation désignés à la JVAERG

En millions de dollars, aux	31 janv. 2026				31 oct. 2025			
	Coût/coût amorti ¹	Profits latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur	Coût/coût amorti ¹	Profits latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur
Valeurs mobilières émises ou garanties par :								
Gouvernement du Canada	16 298 \$	34 \$	(7) \$	16 325 \$	15 531 \$	9 \$	(17) \$	15 523 \$
Autres gouvernements canadiens	16 477	158	(40)	16 595	16 484	50	(41)	16 493
Trésor des États-Unis et autres organismes américains	33 704	67	(36)	33 735	33 345	64	(58)	33 351
Gouvernements d'autres pays	8 560	35	(1)	8 594	7 727	31	(2)	7 756
Titres adossés à des créances hypothécaires	3 929	9	(11)	3 927	3 716	5	(12)	3 709
Titres adossés à des créances mobilières	1 744	4	-	1 748	947	-	-	947
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	10 395	24	(5)	10 414	10 092	17	(3)	10 106
	91 107	331	(100)	91 338	87 842	176	(133)	87 885
Titres de participation de sociétés ²	981	70	(26)	1 025	979	65	(24)	1 020
Total	92 088 \$	401 \$	(126) \$	92 363 \$	88 821 \$	241 \$	(157) \$	88 905 \$

1) Net de la provision pour pertes sur créances pour les titres de créance évalués à la JVAERG de 22 M\$ (23 M\$ au 31 octobre 2025).

2) Comprennent des actions temporairement incessibles.

La juste valeur des titres de participation désignés à la JVAERG qui ont été cédés au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026 a été de néant (respectivement néant et néant pour les trimestres clos le 31 octobre 2025 et le 31 janvier 2025) au moment de la cession.

Des profits réalisés cumulatifs après impôt, montant net, de 2 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (respectivement néant et néant pour les trimestres clos le 31 octobre 2025 et le 31 janvier 2025) résultant du remboursement de capital provenant des sociétés en commandite désignées à la JVAERG ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués.

Le revenu de dividendes comptabilisé sur les titres de participation désignés à la JVAERG qui étaient encore détenus au 31 janvier 2026 a été de néant (respectivement néant et 2 M\$ pour les trimestres clos le 31 octobre 2025 et le 31 janvier 2025). Le revenu de dividendes comptabilisé sur les titres de participation désignés à la JVAERG qui avaient été cédés au 31 janvier 2026 a été de néant (respectivement néant et néant pour les trimestres clos le 31 octobre 2025 et le 31 janvier 2025).

Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues relativement aux titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti :

		Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	
		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les actifs productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les actifs productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les actifs dépréciés ¹	Total
En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les					
31 janv. 2026	Titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti				
	Solde au début de la période	6 \$	20 \$	49 \$	75 \$
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ²	-	-	(1)	(1)
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	-	(1)	(1)	(2)
	Solde à la fin de la période	6 \$	19 \$	47 \$	72 \$
	Se compose de ce qui suit :				
	Titres de créance évalués à la JVAERG	3 \$	19 \$	- \$	22 \$
	Titres de créance évalués au coût amorti	3	-	47	50
31 oct. 2025	Titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti				
	Solde au début de la période	6 \$	20 \$	37 \$	63 \$
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ²	1	(1)	11	11
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	(1)	1	1	1
	Solde à la fin de la période	6 \$	20 \$	49 \$	75 \$
	Se compose de ce qui suit :				
	Titres de créance évalués à la JVAERG	3 \$	20 \$	- \$	23 \$
	Titres de créance évalués au coût amorti	3	-	49	52
31 janv. 2025	Titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti				
	Solde au début de la période	7 \$	17 \$	12 \$	36 \$
	Reprise de provision pour pertes sur créances ²	-	-	(1)	(1)
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	-	1	1	2
	Solde à la fin de la période	7 \$	18 \$	12 \$	37 \$
	Se compose de ce qui suit :				
	Titres de créance évalués à la JVAERG	2 \$	18 \$	- \$	20 \$
	Titres de créance évalués au coût amorti	5	-	12	17

1) Comprend la provision pour pertes de crédit attendues de troisième stade sur des valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti.

2) Comprise dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

Note 5. Prêts

Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues :

	31 janv. 2026			
En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au début de la période	100 \$	168 \$	306 \$	574 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances				
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	3	(9)	(23)	(29)
Changements apportés au modèle	-	-	(63)	(63)
Réévaluation nette ²	(39)	31	65	57
Transferts ²				
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	36	(33)	(3)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(3)	7	(4)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(4)	4	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(3)	(8)	(24)	(35)
Radiations	-	-	(3)	(3)
Recouvrements	-	-	2	2
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(10)	(10)
Change et autres	(1)	-	(2)	(3)
Solde à la fin de la période	96 \$	160 \$	269 \$	525 \$
Prêts personnels				
Solde au début de la période	247 \$	803 \$	185 \$	1 235 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances				
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	9	(11)	(8)	(10)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(142)	197	130	185
Transferts ²				
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	154	(152)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(17)	20	(3)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(1)	(19)	20	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	3	35	137	175
Radiations	-	-	(147)	(147)
Recouvrements	-	-	20	20
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(2)	(2)
Change et autres	(1)	(5)	-	(6)
Solde à la fin de la période	249 \$	833 \$	193 \$	1 275 \$
Cartes de crédit				
Solde au début de la période	331 \$	717 \$	- \$	1 048 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances				
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	5	(10)	-	(5)
Changements apportés au modèle	(45)	87	-	42
Réévaluation nette ²	(201)	361	103	263
Transferts ²				
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	217	(217)	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(25)	25	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(1)	(102)	103	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(50)	144	206	300
Radiations	-	-	(247)	(247)
Recouvrements	-	-	41	41
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	281 \$	861 \$	- \$	1 142 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements				
Solde au début de la période	452 \$	932 \$	498 \$	1 882 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances				
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	6	(23)	(8)	(25)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(52)	19	186	153
Transferts ²				
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	30	(29)	(1)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(17)	26	(9)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(3)	(30)	33	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(36)	(37)	201	128
Radiations	-	-	(170)	(170)
Recouvrements	-	-	7	7
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(27)	(27)
Change et autres	(9)	(18)	1	(26)
Solde à la fin de la période	407 \$	877 \$	510 \$	1 794 \$
Total de la provision pour pertes de crédit attendues⁴	1 033 \$	2 731 \$	972 \$	4 736 \$
Se compose de ce qui suit :				
Prêts	895 \$	2 548 \$	966 \$	4 409 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁵	138	183	6	327

1) Ne tiennent pas compte des cessions et des radiations de prêts douteux.

2) Les transferts représentent les transferts d'un stade à l'autre des provisions pour pertes de crédit attendues avant leur réévaluation nette. La réévaluation nette représente la variation pendant la période considérée des provisions pour pertes de crédit attendues se rapportant aux transferts effectuels, aux radiations nettes, aux modifications des prévisions sur les informations prospectives, aux mises à jour des paramètres et aux remboursements partiels au cours de la période.

3) La dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur prêts et facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan est présentée à titre de dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances dans notre compte de résultat consolidé intermédiaire.

4) Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires pour la provision pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti. Les provisions pour pertes de crédit attendues sur les autres actifs financiers classés au coût amorti étaient négligeables au 31 janvier 2026, au 31 octobre 2025 et au 31 janvier 2025 et ne sont pas présentées dans le tableau ci-dessus. Les actifs financiers autres que les prêts qui sont classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

5) Comprises dans les autres passifs de notre bilan consolidé intermédiaire.

En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les

31 oct.
202531 janv.
2025

	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade		Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	Total	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde au début de la période	99 \$	158 \$	298 \$	555 \$	89 \$	126 \$	234 \$	449 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	4	(8)	(18)	(22)	4	(5)	(15)	(16)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(37)	45	45	53	(38)	36	41	39
Transferts ²	-	-	-	-	-	-	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	37	(35)	(2)	-	36	(35)	(1)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(3)	10	(7)	-	(2)	7	(5)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(2)	2	-	-	(2)	2	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	1	10	20	31	-	1	22	23
Radiations	-	-	(3)	(3)	-	-	(2)	(2)
Recouvrements	-	-	-	-	-	-	3	3
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(9)	(9)	-	-	(8)	(8)
Change et autres	-	-	-	-	2	1	4	7
Solde à la fin de la période	100 \$	168 \$	306 \$	574 \$	91 \$	128 \$	253 \$	472 \$
Prêts personnels								
Solde au début de la période	253 \$	720 \$	184 \$	1 157 \$	247 \$	546 \$	190 \$	983 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	10	(15)	(4)	(9)	7	(5)	(7)	(5)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	(20)	76	-	56
Réévaluation nette ²	(146)	237	117	208	(119)	187	112	180
Transferts ²	-	-	-	-	-	-	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	150	(149)	(1)	-	128	(126)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(14)	18	(4)	-	(15)	23	(8)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(1)	(17)	18	-	(1)	(19)	20	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(1)	74	126	199	(20)	136	115	231
Radiations	-	-	(138)	(138)	-	-	(138)	(138)
Recouvrements	-	-	14	14	-	-	17	17
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(2)	(2)	-	-	(2)	(2)
Change et autres	(5)	9	1	5	1	(2)	5	4
Solde à la fin de la période	247 \$	803 \$	185 \$	1 235 \$	228 \$	680 \$	187 \$	1 095 \$
Cartes de crédit								
Solde au début de la période	337 \$	626 \$	- \$	963 \$	295 \$	660 \$	- \$	955 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	8	(9)	-	(1)	10	(5)	-	5
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	(26)	32	-	6
Réévaluation nette ²	(157)	337	94	274	(213)	264	112	163
Transferts ²	-	-	-	-	-	-	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	163	(163)	-	-	232	(232)	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(19)	19	-	-	(21)	21	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(1)	(93)	94	-	-	(57)	57	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(6)	91	188	273	(18)	23	169	174
Radiations	-	-	(227)	(227)	-	-	(204)	(204)
Recouvrements	-	-	39	39	-	-	35	35
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	331 \$	717 \$	- \$	1 048 \$	277 \$	683 \$	- \$	960 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
Solde au début de la période	422 \$	1 013 \$	478 \$	1 913 \$	265 \$	1 061 \$	401 \$	1 727 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	17	(48)	(19)	(50)	14	(22)	(21)	(29)
Changements apportés au modèle	(6)	1	(4)	(9)	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(19)	38	142	161	(8)	79	103	174
Transferts ²	-	-	-	-	-	-	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	46	(46)	-	-	47	(45)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(17)	19	(2)	-	(7)	9	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(46)	46	-	-	(62)	62	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	21	(82)	163	102	46	(41)	140	145
Radiations	-	-	(153)	(153)	-	-	(77)	(77)
Recouvrements	-	-	24	24	-	-	14	14
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(25)	(25)	-	-	(23)	(23)
Change et autres	9	1	11	21	9	37	17	63
Solde à la fin de la période	452 \$	932 \$	498 \$	1 882 \$	320 \$	1 057 \$	472 \$	1 849 \$
Total de la provision pour pertes de crédit attendues⁴	1 130 \$	2 620 \$	989 \$	4 739 \$	916 \$	2 548 \$	912 \$	4 376 \$
Se compose de ce qui suit :								
Prêts	983 \$	2 427 \$	982 \$	4 392 \$	805 \$	2 396 \$	903 \$	4 104 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁵	147	193	7	347	111	152	9	272

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

Données, hypothèses et techniques fondées sur des modèles

Nous continuons à mener nos activités dans un contexte macroéconomique incertain. Il existe une incertitude inhérente à l'établissement des prévisions des informations prospectives et à l'estimation de l'incidence que le contexte macroéconomique, en ce qui a trait à l'incertitude concernant la politique commerciale, notamment la prolongation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique ainsi que les événements géopolitiques, pourrait avoir sur le montant de la provision pour pertes de crédit attendues et la variation de la dotation à la provision pour pertes sur créances d'une période à l'autre. Par conséquent, nous avons continué de faire appel à une part plus importante de jugement à l'égard de ces éléments, comme il est décrit ci-après, afin d'estimer les pertes de crédit attendues. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 et à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur l'importance des estimations et du jugement en matière de crédit inhérents à l'estimation des pertes de crédit attendues.

Les tableaux suivants présentent les prévisions pour le scénario de référence et pour les scénarios optimiste et pessimiste à l'égard des variables d'informations prospectives sélectionnées utilisées dans notre estimation des pertes de crédit attendues.

	Scénario de référence		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹
Au 31 janvier 2026						
Croissance du produit intérieur brut (PIB) réel d'une année à l'autre						
Canada ²	1,3 %	2,0 %	1,8 %	2,4 %	0,4 %	1,1 %
États-Unis	2,1 %	1,8 %	2,8 %	2,7 %	0,8 %	1,0 %
Taux de chômage						
Canada ²	6,4 %	6,0 %	6,0 %	5,5 %	7,0 %	6,8 %
États-Unis	4,5 %	4,1 %	4,0 %	3,5 %	4,8 %	4,5 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ²	1,4 %	2,9 %	5,0 %	5,0 %	(3,7) %	0,2 %
Ratio du service de la dette des ménages au Canada	14,6 %	14,8 %	14,4 %	14,4 %	15,2 %	15,6 %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (\$ US)	65 \$	68 \$	71 \$	77 \$	51 \$	55 \$

Au 31 octobre 2025

Croissance du PIB réel d'une année à l'autre						
Canada ²	1,1 %	2,0 %	1,7 %	2,4 %	(0,4) %	1,1 %
États-Unis	2,0 %	1,8 %	2,8 %	2,8 %	0,7 %	1,0 %
Taux de chômage						
Canada ²	6,8 %	6,1 %	6,4 %	5,5 %	7,4 %	7,0 %
États-Unis	4,4 %	4,1 %	3,9 %	3,5 %	5,0 %	4,6 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ²	0,8 %	2,7 %	3,9 %	4,7 %	(3,7) %	(0,5) %
Ratio du service de la dette des ménages au Canada	14,6 %	14,7 %	14,3 %	14,4 %	15,2 %	15,6 %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (\$ US)	70 \$	67 \$	74 \$	83 \$	54 \$	58 \$

1) La période de prévision restante est généralement de quatre ans.

2) Aux fins du calcul des pertes de crédit attendues, la croissance du PIB réel canadien d'une année à l'autre et le taux de chômage au Canada font l'objet de prévisions au niveau provincial, tandis que le taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier fait l'objet de prévisions au niveau municipal. Par conséquent, les prévisions pour chacune des provinces ou des municipalités reflétées dans nos pertes de crédit attendues seront différentes des prévisions nationales présentées ci-dessus.

Conformément aux exigences, les informations prospectives servant à estimer les pertes de crédit attendues reflètent nos attentes et nos incertitudes respectivement au 31 janvier 2026 et au 31 octobre 2025, et ne reflètent pas les changements à l'égard des attentes pouvant survenir par la suite. Les montants pour les scénarios de référence, optimiste et pessimiste présentés représentent la valeur moyenne des prévisions sur la période de projection respective.

Notre projection sous-jacente selon le scénario de référence au 31 janvier 2026 continue d'être caractérisée par un ralentissement de la croissance du PIB réel et un taux de chômage légèrement plus faible, mais toujours élevé au Canada, ainsi que par une croissance un peu plus vigoureuse aux États-Unis à court terme. À l'instar de celles du 31 octobre 2025, nos projections selon le scénario de référence pour le Canada et les États-Unis au 31 janvier 2026 supposent que les tarifs douaniers actuels demeureront inchangés à court terme et qu'ils seront réduits dans une certaine mesure aux termes de négociations d'ici 2027, sans toutefois renouer avec le niveau inférieur de ceux qui étaient en vigueur avant les annonces faites par la nouvelle administration américaine. Notre scénario de référence continue également de présumer que les taux d'intérêt resteront au niveau actuel en 2026, mais demeureront à un niveau plus élevé que celui d'avant la pandémie.

Les prévisions du scénario pessimiste au 31 janvier 2026 supposent un ralentissement de la croissance au Canada, en raison de l'incertitude économique persistante, tandis qu'au 31 octobre 2025, les prévisions du scénario pessimiste supposaient une récession à court terme, suivie d'un ralentissement de la croissance. Les prévisions du scénario pessimiste cadrent toujours avec la possibilité d'un conflit commercial plus marqué et de plus longue durée entre le Canada et les États-Unis, conjugué à un taux de chômage plus élevé au Canada et à une baisse des investissements des entreprises et des dépenses de consommation. À l'instar de celles du 31 octobre 2025, les prévisions du scénario pessimiste pour les États-Unis supposent un ralentissement de la croissance à court terme et reflètent une reprise plus lente menant à un niveau d'activité économique soutenue plus faible et un taux de chômage demeurant plus élevé. Le scénario optimiste continue de refléter une conjoncture économique plus favorable par rapport à celle du scénario de référence.

Comme il est mentionné précédemment, le fait d'établir les prévisions des informations prospectives applicables pour de multiples scénarios et de déterminer la pondération probabiliste pour chaque scénario fait intervenir une grande part de jugement de la direction. Pour faire face aux incertitudes importantes inhérentes au contexte actuel, nous continuons d'appliquer les superpositions aux fins de gestion à l'égard de l'incidence de certaines informations prospectives et de certaines mesures du crédit qui ne devraient pas être aussi représentatives de la condition de crédit des portefeuilles que ce que les données historiques de nos modèles auraient pu autrement laisser supposer. L'utilisation de superpositions aux fins de gestion nécessite l'exercice d'un jugement important qui a une incidence sur le montant comptabilisé au titre des provisions pour pertes de crédit attendues.

Si nous avons seulement utilisé notre scénario de référence pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 327 M\$ moins élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 31 janvier 2026 (420 M\$ au 31 octobre 2025). Si nous avons seulement utilisé notre scénario pessimiste pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 722 M\$ plus élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 31 janvier 2026 (853 M\$ au 31 octobre 2025). Cette mesure de la sensibilité ne vise que l'évaluation des pertes de crédit attendues et, par conséquent, n'a pas pris en compte les modifications dans la migration des expositions entre le premier et le deuxième stade qui auraient découlé de la détermination d'une augmentation importante du risque de crédit et se seraient produites dans un scénario de référence intégral ou un scénario entièrement pessimiste. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts productifs pourrait dépasser le montant qui découlerait d'un scénario entièrement pessimiste en raison de la migration d'expositions supplémentaires du premier au deuxième stade. Les pertes de crédit réelles pourraient être sensiblement différentes de celles prises en compte dans nos estimations.

Les tableaux qui suivent présentent la valeur comptable brute des prêts et les montants contractuels des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan selon nos tranches de probabilités de défaut (PD) utilisées aux fins de gestion du risque relativement aux expositions liées au portefeuille de détail et en fonction de la notation interne du risque des expositions liées aux entreprises et aux gouvernements. Se reporter à la section Risque de crédit de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les catégories de risque de la CIBC.

Prêts¹

En millions de dollars, aux	31 janv. 2026				31 oct. 2025			
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade ²	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade ²	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
– Exceptionnellement faible	170 817 \$	117 \$	- \$	170 934 \$	171 983 \$	227 \$	- \$	172 210 \$
– Très faible	87 343	688	-	88 031	85 628	1 171	-	86 799
– Faible	12 069	2 502	-	14 571	10 987	2 749	-	13 736
– Moyen	1 266	6 491	-	7 757	1 041	7 071	-	8 112
– Élevé	12	1 925	-	1 937	11	1 859	-	1 870
– Défaut	-	-	1 230	1 230	-	-	1 097	1 097
– Non noté	2 737	182	206	3 125	2 808	183	218	3 209
Prêts hypothécaires à l'habitation, montant brut ^{3, 4}	274 244	11 905	1 436	287 585	272 458	13 260	1 315	287 033
Provision pour pertes de crédit attendues	96	160	269	525	100	168	306	574
Prêts hypothécaires à l'habitation, montant net	274 148	11 745	1 167	287 060	272 358	13 092	1 009	286 459
Prêts personnels								
– Exceptionnellement faible	18 190	117	-	18 307	18 316	136	-	18 452
– Très faible	10 716	258	-	10 974	10 794	324	-	11 118
– Faible	7 083	1 572	-	8 655	6 404	2 104	-	8 508
– Moyen	4 734	2 229	-	6 963	4 502	2 506	-	7 008
– Élevé	743	929	-	1 672	759	922	-	1 681
– Défaut	-	-	279	279	-	-	253	253
– Non noté	740	37	37	814	779	30	37	846
Prêts personnels, montant brut ⁴	42 206	5 142	316	47 664	41 554	6 022	290	47 866
Provision pour pertes de crédit attendues	225	781	193	1 199	222	749	185	1 156
Prêts personnels, montant net	41 981	4 361	123	46 465	41 332	5 273	105	46 710
Cartes de crédit								
– Exceptionnellement faible	6 820	-	-	6 820	7 117	-	-	7 117
– Très faible	1 777	-	-	1 777	443	-	-	443
– Faible	7 106	179	-	7 285	6 727	380	-	7 107
– Moyen	2 922	795	-	3 717	5 008	1 116	-	6 124
– Élevé	116	1 344	-	1 460	6	594	-	600
– Défaut	-	-	-	-	-	-	-	-
– Non noté	180	7	-	187	184	6	-	190
Cartes de crédit, montant brut	18 921	2 325	-	21 246	19 485	2 096	-	21 581
Provision pour pertes de crédit attendues	253	793	-	1 046	302	640	-	942
Cartes de crédit, montant net	18 668	1 532	-	20 200	19 183	1 456	-	20 639
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
– De première qualité	121 354	929	-	122 283	119 315	875	-	120 190
– De qualité inférieure	102 817	8 934	-	111 751	102 145	8 807	-	110 952
– Liste de surveillance	56	3 988	-	4 044	61	3 901	-	3 962
– Défaut	-	-	2 042	2 042	-	-	2 031	2 031
– Non noté	272	13	-	285	269	12	-	281
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut ³	224 499	13 864	2 042	240 405	221 790	13 595	2 031	237 416
Provision pour pertes de crédit attendues	321	814	504	1 639	359	870	491	1 720
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	224 178	13 050	1 538	238 766	221 431	12 725	1 540	235 696
Total des prêts, montant net	558 975 \$	30 688 \$	2 828 \$	592 491 \$	554 304 \$	32 546 \$	2 654 \$	589 504 \$

1) Le tableau ne présente pas les titres de créance évalués à la JVAERG, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 22 M\$ (23 M\$ au 31 octobre 2025) ont été comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global. De plus, le tableau ne tient pas compte des titres de créance classés au coût amorti, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 50 M\$ avaient été comptabilisées au 31 janvier 2026 (52 M\$ au 31 octobre 2025). Les autres actifs financiers classés au coût amorti ne sont pas non plus présentés dans le tableau ci-dessus, car leurs provisions pour pertes de crédit attendues étaient négligeables au 31 janvier 2026 et au 31 octobre 2025. Les actifs financiers autres que les prêts qui sont classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

2) Ne comprennent pas les biens saisis de 1 M\$ (2 M\$ au 31 octobre 2025) qui étaient inclus dans les autres actifs du bilan consolidé intermédiaire.

3) Comprennent 4 M\$ (3 M\$ au 31 octobre 2025) au titre de prêts hypothécaires à l'habitation et 678 M\$ (560 M\$ au 31 octobre 2025) au titre de prêts aux entreprises et aux gouvernements évalués et désignés à la JVRN.

4) Les catégories de risque internes présentées pour les prêts hypothécaires à l'habitation et certains prêts personnels ne tiennent pas compte des garanties d'emprunt ou d'assurances émises par le gouvernement du Canada (fédéral ou provincial), les organismes du gouvernement canadien ou des assureurs du secteur privé, étant donné que la question de savoir si l'AIRC s'est produite pour ces prêts est liée aux variations relatives de la PD sur la durée de vie du prêt, compte non tenu des sûretés ou d'autres rehaussements de crédit.

Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan

En millions de dollars, aux	31 janv. 2026				31 oct. 2025			
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
Détail								
– Exceptionnellement faible	179 957 \$	144 \$	- \$	180 101 \$	176 040 \$	190 \$	- \$	176 230 \$
– Très faible	19 032	451	-	19 483	14 237	572	-	14 809
– Faible	11 175	1 127	-	12 302	14 867	1 705	-	16 572
– Moyen	2 046	1 120	-	3 166	2 449	1 508	-	3 957
– Élevé	458	569	-	1 027	545	422	-	967
– Défaut	-	-	49	49	-	-	46	46
– Non noté	593	8	-	601	620	8	-	628
Expositions de détail, montant brut	213 261	3 419	49	216 729	208 758	4 405	46	213 209
Provision pour pertes de crédit attendues	52	120	-	172	54	131	-	185
Expositions de détail, montant net	213 209	3 299	49	216 557	208 704	4 274	46	213 024
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
– De première qualité	182 088	625	-	182 713	179 496	579	-	180 075
– De qualité inférieure	80 181	3 243	-	83 424	79 909	2 659	-	82 568
– Liste de surveillance	66	1 024	-	1 090	57	1 046	-	1 103
– Défaut	-	-	256	256	-	-	217	217
– Non noté	702	31	-	733	947	42	-	989
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut	263 037	4 923	256	268 216	260 409	4 326	217	264 952
Provision pour pertes de crédit attendues	86	63	6	155	93	62	7	162
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	262 951	4 860	250	268 061	260 316	4 264	210	264 790
Total des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan, montant net	476 160 \$	8 159 \$	299 \$	484 618 \$	469 020 \$	8 538 \$	256 \$	477 814 \$

Note 6. Dépôts^{1, 2}

En millions de dollars, aux	31 janv. 2026			31 oct. 2025	
	Payables à vue ³	Payables sur préavis ⁴	Payables à terme fixe ^{5, 6}	Total	Total
Particuliers	15 823 \$	147 046 \$	96 009 \$	258 878 \$	258 139 \$
Entreprises et gouvernements ⁷	112 359	126 613	227 418	466 390	457 284
Banques	16 731	416	10 432	27 579	26 723
Emprunts garantis ⁸	-	-	63 044	63 044	65 978
Total des dépôts	144 913 \$	274 075 \$	396 903 \$	815 891 \$	808 124 \$
Se compose de ce qui suit :					
Détenus au coût amorti				770 599 \$	764 401 \$
Désignés à leur juste valeur				45 292	43 723
Total des dépôts				815 891 \$	808 124 \$
Composition du total des dépôts ⁹ :					
Dépôts non productifs d'intérêts					
Canada				91 409 \$	91 074 \$
États-Unis				14 144	12 894
Établissements à l'étranger				6 134	5 963
Dépôts productifs d'intérêts					
Canada				553 674	549 270
États-Unis				104 593	107 607
Établissements à l'étranger				45 937	41 316
Total des dépôts				815 891 \$	808 124 \$

1) Comprennent des dépôts libellés en dollars américains de 302,2 G\$ (298,3 G\$ au 31 octobre 2025) et libellés en d'autres monnaies étrangères de 74,8 G\$ (70,0 G\$ au 31 octobre 2025).

2) Nets de billets acquis de 0,7 G\$ (0,5 G\$ au 31 octobre 2025).

3) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous ne sommes pas autorisés à exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes de chèques.

4) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous pouvons légalement exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes d'épargne.

5) Comprennent tous les dépôts qui viennent à échéance à une date précise. Il s'agit habituellement de dépôts à terme, de certificats de placement garanti et d'instruments semblables.

6) Comprennent un montant de 71,2 G\$ (67,0 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des dépôts faisant l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne des banques publiés par le ministère des Finances du Canada. Ces règlements confèrent des pouvoirs à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), lui permettant notamment d'entreprendre la conversion en actions ordinaires de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC dans le cas où elle deviendrait non viable.

7) Comprennent un montant de 18,3 G\$ (17,3 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des passifs liés aux billets structurés qui ont été vendus à l'émission à des intermédiaires financiers tiers, qui peuvent revendre les billets à des investisseurs de détail à l'étranger.

8) Comprennent des passifs émis à la suite d'activités liées à la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation ou par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées ou d'entités de titrisation consolidées.

9) Le classement est fondé sur la répartition géographique de l'établissement de la CIBC.

Note 7. Capital-actions

Actions ordinaires

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026		31 janv. 2025	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au début de la période	926 614 036	16 845 \$	942 294 598	17 011 \$
Émission en vertu de ce qui suit :				
Régimes de rémunération fondée sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	1 894 235	119	1 261 526	77
Régime d'investissement à l'intention des actionnaires ¹	-	-	629	-
	928 508 271	16 964 \$	943 556 753	17 088 \$
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(7 990 500)	(146)	(3 500 000)	(63)
Actions autodétenues	(167 734)	(23)	24 502	2
Solde à la fin de la période	920 350 037	16 795 \$	940 081 255	17 027 \$

1) Depuis le dividende versé le 28 janvier 2025, et pour les dividendes déclarés à venir jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires reçues par les participants au Régime d'investissement à l'intention des actionnaires ont été achetées sur le marché libre, au lieu d'être émises à même le Trésor. En ce qui concerne le Régime d'options d'achat d'actions, ce changement a pris effet le 1^{er} février 2025.

Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires (OPRCA)

Le 8 septembre 2025, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté notre avis d'intention de procéder à une OPRCA. L'offre prendra fin à la première des éventualités suivantes : i) la date à laquelle la CIBC aura racheté 20 millions d'actions ordinaires, ii) la date à laquelle la CIBC émettra un avis de résiliation ou iii) le 9 septembre 2026. Au cours du trimestre considéré, 7 990 500 actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 125,53 \$, pour un total de 1 003 M\$. Depuis la création de cette OPRCA, 11 490 500 actions ordinaires ont été rachetées et annulées pour un total de 1 396 M\$.

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Émissions

Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 9 (FPUNV) (titres secondaires) (BRCRL de série 9)

Le 13 janvier 2026, nous avons émis des BRCRL de série 9 à 6,500 % d'un montant en capital de 700 M\$ US. Les BRCRL de série 9 viennent à échéance le 28 juillet 2086 et portent intérêt à un taux annuel fixe de 6,500 % (payable trimestriellement) jusqu'au 28 juillet 2031. À compter du 28 juillet 2031 et tous les cinq ans par la suite jusqu'au 28 juillet 2081, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux correspondant au taux des titres de cinq ans du Trésor américain en vigueur à cette date, majoré d'un taux annuel de 2,727 %.

En parallèle avec l'émission des BRCRL de série 9, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif à taux fixe rajusté tous les cinq ans de série 64 (FPUNV) (actions privilégiées de série 64) qui sont détenues dans la fiducie à recours limité, laquelle est consolidée par la CIBC, ce qui fait en sorte que les actions privilégiées de série 64 sont éliminées des états financiers consolidés de la CIBC. En cas de défaut de paiement par la CIBC du montant en capital des BRCRL de série 9, de leur prix de rachat ou des intérêts courus sur ceux-ci lorsque ces sommes sont exigibles, le seul recours de chacun des porteurs de BRCRL de série 9 se limite à sa quote-part des actions privilégiées de série 64 détenues dans la fiducie à recours limité. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, nous pouvons racheter chaque 28 janvier, 28 avril, 28 juillet et 28 octobre, en totalité ou en partie, les BRCRL de série 9 à la valeur nominale, à compter du 28 juillet 2031.

Ratios de fonds propres réglementaires, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes (CTAP)

Nos ratios de fonds propres, de levier et de CTAP sont présentés dans le tableau ci-après :

En millions de dollars, aux		31 janv. 2026	31 oct. 2025
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires		48 465 \$	47 718 \$
Fonds propres de première catégorie	A	55 823	54 105
Total des fonds propres		63 922	62 287
Total de l'actif pondéré en fonction du risque (APR)	B	361 829	357 803
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires		13,4 %	13,3 %
Ratio des fonds propres de première catégorie		15,4 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres		17,7 %	17,4 %
Exposition aux fins du ratio de levier	C	1 281 150 \$	1 261 098 \$
Ratio de levier	A/C	4,4 %	4,3 %
CTAP disponible	D	116 021 \$	114 102 \$
Ratio de CTAP	D/B	32,1 %	31,9 %
Ratio de levier CTAP	D/C	9,1 %	9,0 %

Nos ratios de fonds propres réglementaires sont assujettis à la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF, laquelle découle du cadre normatif sur les fonds propres élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. La CIBC a été désignée par le BSIF comme une banque d'importance systémique nationale (BISN) au Canada et est assujettie à un supplément de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspondant à 1,0 % de l'APR. En outre, le BSIF s'attend à ce que les BISN détiennent une réserve pour stabilité intérieure (RSI) de 3,5 %. C'est ce qui explique les ratios cibles actuels, qui tiennent compte de toutes les réserves de conservation des fonds propres pour les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres sont donc respectivement de 11,5 %, 13,0 % et 15,0 %.

Pour compléter les exigences de fonds propres fondées sur le risque, le BSIF s'attend à ce que les institutions de dépôt fédérales adoptent un ratio de levier, soit une mesure des fonds propres non fondée sur le risque, au moins équivalent à 3,5 %, y compris une réserve applicable aux BISN de 0,5 %.

Aux termes de la ligne directrice CTAP, le BSIF exige en outre que les BISN maintiennent un ratio de CTAP cible prudentiel (qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques) ainsi qu'un ratio de levier CTAP minimum (qui s'appuie sur le ratio de levier). Le BSIF s'attend à ce que les BISN détiennent un ratio minimum de CTAP fondé sur les risques de 21,5 % majoré des exigences de RSI alors applicables (soit 3,5 % comme il a été mentionné précédemment), ainsi qu'un ratio de levier CTAP minimum de 7,25 %.

Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, nous nous sommes conformés aux exigences en matière de ratios de fonds propres réglementaires, de levier et de CTAP du BSIF.

Note 8. Avantages postérieurs à l'emploi

Les tableaux ci-après présentent le détail de la charge au titre du régime d'avantages postérieurs à l'emploi comptabilisée dans le compte de résultat consolidé intermédiaire et des réévaluations comptabilisées dans l'état du résultat global consolidé intermédiaire :

Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
			Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
Coût des services rendus au cours de l'exercice	64 \$	57 \$	57 \$	- \$	1 \$	1 \$
Charges nettes (produits nets) d'intérêts	(24)	(19)	(20)	-	5	5
Charges d'intérêt liées à l'effet du plafond de l'actif	1	1	1	-	-	-
Frais d'administration liés aux régimes	2	2	2	-	-	-
Charge nette au titre des régimes de retraite à prestations définies comptabilisée en résultat net	43 \$	41 \$	40 \$	- \$	6 \$	6 \$

Charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Régimes de retraite à cotisations définies	16 \$	21 \$	20 \$
Régimes de retraite d'État ¹	61	56	56
Total	77 \$	77 \$	76 \$

1) Comprennent le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et le *Federal Insurance Contributions Act* des États-Unis.

Réévaluation des régimes d'avantages du personnel à prestations définies¹

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
			Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
Écarts actuariels nets liés aux obligations au titre des prestations définies	153 \$	(242) \$	(166) \$	6 \$	(11) \$	(7) \$
Écarts actuariels nets sur les actifs des régimes	(117)	517	199	-	-	-
Variations du plafond de l'actif excluant les produits d'intérêts	1	(26)	1	-	-	-
Profits nets (pertes nettes) de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	37 \$	249 \$	34 \$	6 \$	(11) \$	(7) \$

1) Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offerts au Canada sont réévalués chaque trimestre pour déterminer s'il y a eu des changements au taux d'actualisation et pour déterminer les rendements réels sur les actifs. Toutes les hypothèses actuarielles des autres régimes offerts au Canada et des régimes offerts à l'étranger sont mises à jour au moins chaque année.

Note 9. Impôt sur le résultat

L'Agence du revenu du Canada (ARC) a réclamé à la CIBC, dans le cadre de nouvelles cotisations, un montant d'impôt total d'environ 1 918 M\$ pour les années d'imposition de 2011 à 2020 en lien avec le refus des déductions de certains dividendes. Il est possible que la CIBC fasse l'objet de nouvelles cotisations similaires visant des années d'imposition ultérieures. La CIBC a déposé un avis d'appel à l'égard de l'année d'imposition 2011 afin que l'affaire soit judiciairisée. La CIBC est persuadée que ses positions fiscales sont justifiées et entend se défendre vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

La CIBC a une exposition résiduelle totale potentielle au titre de questions relatives à une perte en capital de change. Nous nous attendons à ce que pour les années d'imposition en question, ces montants s'élèvent à près de 250 M\$ en impôt sur le résultat. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Note 10. Résultat par action

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026	31 oct. 2025	31 janv. 2025
Résultat de base par action			
Résultat net applicable aux actionnaires	3 093 \$	2 174 \$	2 163 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	106	116	88
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires	2 987 \$	2 058 \$	2 075 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	924 661	928 805	942 039
Résultat de base par action	3,23 \$	2,21 \$	2,20 \$
Résultat dilué par action			
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires	2 987 \$	2 058 \$	2 075 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	924 661	928 805	942 039
Ajouter : options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	6 740	6 310	5 306
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation (en milliers)	931 401	935 115	947 345
Résultat dilué par action	3,21 \$	2,20 \$	2,19 \$

1) Ne tiennent pas compte d'un nombre moyen d'options en cours de 1 166 927 (néant au 31 octobre 2025 et 1 615 008 au 31 janvier 2025) à un prix d'exercice moyen pondéré de 126,15 \$ (néant au 31 octobre 2025 et 94,35 \$ au 31 janvier 2025) pour le trimestre clos le 31 janvier 2026, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

Note 11. Passifs éventuels et provisions

Procédures judiciaires et autres éventualités

Dans le cours normal des affaires, la CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cadre desquelles des dommages-intérêts imposants sont réclamés à la CIBC et à ses filiales. Des provisions sont constituées pour les procédures judiciaires si, de l'avis de la direction, il est probable que des ressources économiques devront être affectées au règlement de l'affaire et que le montant de l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Si l'estimation fiable d'une perte probable se situe dans une fourchette de résultats possibles à l'intérieur de laquelle un montant précis semble représenter une meilleure estimation, ce montant est comptabilisé. Si aucun montant précis à l'intérieur de la fourchette de résultats possibles ne semble être une meilleure estimation qu'un autre montant, le montant médian de la fourchette est comptabilisé. Dans certains cas, toutefois, il n'est pas possible de déterminer si une obligation est probable ou d'estimer de façon fiable le montant de la perte, de sorte qu'aucun montant ne peut être comptabilisé.

Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces procédures judiciaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, individuellement ou collectivement, aura des répercussions négatives importantes sur nos états financiers consolidés intermédiaires. Par contre, elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée. Nous vérifions régulièrement si les provisions pour les procédures judiciaires de la CIBC sont adéquates et procédons aux ajustements nécessaires en fonction des nouvelles informations disponibles.

Les provisions présentées à la note 21 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 comprennent toutes les provisions de la CIBC au titre des procédures judiciaires à la date de ces derniers, notamment des montants liés aux procédures judiciaires importantes décrites dans cette note et à d'autres procédures judiciaires. Les contrôles et litiges fiscaux sont exclus. Les questions fiscales sont abordées à la note 18 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 et à la note 9 des états financiers consolidés intermédiaires.

Selon la CIBC, les pertes sont raisonnablement possibles lorsqu'elles ne sont ni probables ni peu probables. Il est raisonnablement possible que la CIBC subisse une perte en sus du montant comptabilisé lorsque la perte comptabilisée correspond au point médian d'une fourchette de pertes raisonnablement possibles, ou que la perte éventuelle se rapporte à un litige pour lequel une issue défavorable est raisonnablement possible, sans être probable.

La CIBC croit que, outre les montants déjà comptabilisés au titre des pertes raisonnablement possibles, la fourchette globale estimative pour les procédures judiciaires importantes la visant susceptibles de faire l'objet d'une telle estimation allait de néant à environ 0,4 G\$ au 31 janvier 2026. La fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles est fondée sur les informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des procédures importantes auxquelles la CIBC est partie, compte tenu de la meilleure estimation de la CIBC quant aux pertes pouvant résulter de ces procédures et faire l'objet d'une estimation. L'estimation de la CIBC repose sur une grande part de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures et, dans bien des cas, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer. La fourchette ne tient pas compte des dommages-intérêts exemplaires potentiels. La fourchette estimative au 31 janvier 2026 est fondée sur les procédures judiciaires importantes présentées à la note 21 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025, telles qu'elles sont mises à jour ci-après. Les éléments déterminant la fourchette estimative changeront au fil du temps, et les pertes réelles pourraient être très différentes de l'estimation actuelle. Pour certaines procédures judiciaires, la CIBC ne croit pas qu'une estimation puisse être faite actuellement, car bon nombre ne sont qu'à un stade préliminaire, et les montants réclamés ne sont pas tous déterminés. Ainsi, ces procédures judiciaires ne sont pas incluses dans la fourchette.

Voici les faits nouveaux ayant trait à nos procédures judiciaires importantes depuis la publication des états financiers consolidés annuels de 2025 :

- *Recours collectifs relatifs aux courtiers exécutants* : Le règlement dans *Woodard* a été approuvé par le tribunal en décembre 2025. Cette affaire est maintenant réglée.
- *Pope v. CIBC, CIBC Trust Corporation, and CIBC Asset Management Inc.* : L'audition de la demande de certification comme recours collectif a été entendue en janvier 2026. En février 2026, le tribunal a rendu sa décision et a autorisé le recours collectif.
- *York County on Behalf of the County of York Retirement Fund v. Rambo, et al.* : En janvier 2026, les parties ont conclu un règlement, sous réserve de l'approbation du tribunal, sans contrepartie de la CIBC et des défendeurs souscripteurs en prise ferme.
- *Reale v. CIBC* : En mai 2026, la CIBC déposera une demande pour radier la déclaration en partie.
- *Durkacz v CIBC et al. – Quantum BioPharma Shareholder Proposed Class Action* : En décembre 2025, CIBC, Marchés mondiaux CIBC inc., CIBC World Markets Corp. et une autre institution financière ont été nommées dans un projet de recours collectif déposé devant la United States District Court for the Southern District of New York. Le recours collectif est intenté au nom des actionnaires de Quantum BioPharma Ltd. et les allégations sont très similaires à celles de l'affaire *Quantum BioPharma* en cours. Le recours collectif allègue que les défendeurs ou ses clients ont utilisé la technique du « spoofing », une pratique commerciale illégale, afin de manipuler le cours de leurs actions et réclame des dommages-intérêts au nom des investisseurs qui ont vendu les actions de Quantum BioPharma au cours de la période visée du 6 janvier 2021 au 15 octobre 2025.

Outre les points mentionnés ci-dessus, il n'y a pas eu de changements importants relativement aux affaires présentées à la note 21 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025, et aucune nouvelle procédure judiciaire importante n'a été intentée depuis la publication de nos états financiers consolidés annuels de 2025.

Note 12. Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Le tableau ci-après présente les produits d'intérêts et charges d'intérêts consolidés par catégorie comptable.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2026		31 oct. 2025		31 janv. 2025	
	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts
Évaluation au coût amorti ^{1,2}	10 036 \$	6 843 \$	10 245 \$	7 313 \$	10 679 \$	8 270 \$
Titres de créance évalués à la JVAERG ¹	765	s. o.	818	s. o.	862	s. o.
Divers ³	1 001	651	1 031	649	1 178	648
Total	11 802 \$	7 494 \$	12 094 \$	7 962 \$	12 719 \$	8 918 \$

1) Les produits d'intérêts relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût amorti et aux titres de créance qui sont évalués à la JVAERG sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2) Comprend les produits d'intérêts sur les actifs associés à des contrats de sous-location et les charges d'intérêts sur les obligations locatives selon IFRS 16.

3) Comprend les produits d'intérêts et les charges d'intérêts ainsi que le revenu de dividendes relatifs aux instruments financiers qui sont obligatoirement évalués et désignés à la JVRN, et aux titres de participation désignés à la JVAERG.
s. o. Sans objet.

Note 13. Informations sectorielles

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégiques : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégiques sont appuyées par Siège social et autres.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada offre aux clients au Canada des solutions, des services et des conseils financiers par l'entremise des membres spécialisés de son équipe qui œuvrent dans ses centres bancaires et ses centres de contact, ainsi qu'au moyen de ses plateformes de services bancaires mobiles et en direct de pointe qui les aident à faire de leurs idées une réalité.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada. Notre offre comprend également une plateforme de courtage en ligne à l'intention des clients des services bancaires de détail et des services de gestion d'actifs à l'intention des investisseurs institutionnels.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis offre des solutions de services bancaires et de gestion des avoirs personnalisées et axées sur les relations partout aux États-Unis, principalement aux sociétés du marché intermédiaire et aux sociétés de taille moyenne, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée, ainsi que des services bancaires privés et des services bancaires aux petites et moyennes entreprises dans les marchés stratégiques aux États-Unis.

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services de Banque d'investissement et des Services financiers aux entreprises, ainsi que des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Tirant parti des capacités de notre plateforme distinctive, Marchés des capitaux offre également des solutions de paiement multidevises novatrices aux clients de la banque.

Siège social et autres comprend les groupes fonctionnels suivants : Bureau principal de l'administration, Technologie, Données et IA, réseau mondial, Gestion du risque, Personnel, culture et talent, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC Caribbean Bank Limited et d'autres placements de portefeuille, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les		Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC
31 janv. 2026	Produits nets d'intérêts	2 652 \$	830 \$	600 \$	111 \$	115 \$	4 308 \$
	Produits autres que d'intérêts ^{1, 2}	643	1 093	274	1 906	174	4 090
	Total des produits	3 295	1 923	874	2 017	289	8 398
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	446	84	21	7	10	568
	Amortissement et perte de valeur ³	57	-	27	-	217	301
	Autres charges autres que d'intérêts	1 501	941	456	836	294	4 028
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 291	898	370	1 174	(232)	3 501
	Impôt sur le résultat	331	251	76	297	(554)	401
	Résultat net	960 \$	647 \$	294 \$	877 \$	322 \$	3 100 \$
	Résultat net applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	7 \$	7 \$
	Actionnaires	960	647	294	877	315	3 093
	Actif moyen^{4, 5}	343 836 \$	108 393 \$	65 220 \$	423 381 \$	214 052 \$	1 154 882 \$
31 oct. 2025	Produits nets d'intérêts	2 572 \$	784 \$	559 \$	84 \$	133 \$	4 132 \$
	Produits autres que d'intérêts ^{1, 2}	616	1 052	251	1 439	86	3 444
	Total des produits	3 188	1 836	810	1 523	219	7 576
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	503	52	(33)	77	6	605
	Amortissement et perte de valeur ³	58	-	35	1	230	324
	Autres charges autres que d'intérêts	1 554	957	465	709	170	3 855
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 073	827	343	736	(187)	2 792
	Impôt sur le résultat	277	224	68	188	(145)	612
	Résultat net (perte nette)	796 \$	603 \$	275 \$	548 \$	(42) \$	2 180 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	6 \$	6 \$
	Actionnaires	796	603	275	548	(48)	2 174
	Actif moyen^{4, 5}	343 339 \$	107 133 \$	63 706 \$	386 431 \$	218 002 \$	1 118 611 \$
31 janv. 2025	Produits nets d'intérêts	2 326 \$	718 \$	562 \$	70 \$	125 \$	3 801 \$
	Produits autres que d'intérêts ^{1, 2}	597	985	285	1 504	109	3 480
	Total des produits	2 923	1 703	847	1 574	234	7 281
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	428	39	68	21	17	573
	Amortissement et perte de valeur ³	58	1	23	1	203	286
	Autres charges autres que d'intérêts	1 402	852	447	704	187	3 592
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 035	811	309	848	(173)	2 830
	Impôt sur le résultat	270	220	53	229	(113)	659
	Résultat net (perte nette)	765 \$	591 \$	256 \$	619 \$	(60) \$	2 171 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	8 \$	8 \$
	Actionnaires	765	591	256	619	(68)	2 163
	Actif moyen^{4, 5}	338 184 \$	100 474 \$	65 791 \$	375 453 \$	218 905 \$	1 098 807 \$

- 1) Les honoraires et commissions compris dans les produits autres que d'intérêts se composent principalement de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation, des frais sur les dépôts et les paiements, des commissions sur crédit, des honoraires d'administration de cartes, des honoraires de gestion de placements et de garde, des honoraires tirés des fonds communs de placement et des commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières. La rémunération de prise ferme et les honoraires de consultation sont principalement générés par Marchés des capitaux et le solde par Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada. Les frais sur les dépôts et les paiements proviennent principalement de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et le solde est essentiellement tiré de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Marché des capitaux et de Siège social et autres. Les commissions sur crédit sont principalement tirées de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, de Marchés des capitaux et de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Les honoraires d'administration de cartes sont principalement tirés de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et le solde est essentiellement tiré de Siège social et autres. Les honoraires de gestion de placements et de garde sont principalement générés par Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, et Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et le solde est essentiellement tiré de Siège social et autres. Les honoraires tirés des fonds communs de placement sont essentiellement générés par Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis et Services bancaires personnels et PME, région du Canada. Les commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières sont principalement tirées de Marchés des capitaux et de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada.
- 2) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion de la répartition selon le responsable du produit segment de clientèle-canal de distribution.
- 3) Comprennent l'amortissement et la dépréciation des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et autres immobilisations incorporelles, ainsi que du goodwill.
- 4) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière, et celle qui est examinée par la direction.
- 5) Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

POUR NOUS JOINDRE

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par courriel, à l'adresse corporate.secretary@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 1 888 713-5457, ou par courriel, à l'adresse relationsinvestisseurs@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par courriel, à l'adresse corpcommmailbox@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Présentation aux investisseurs en direct : De l'information financière supplémentaire, le Rapport au titre du troisième pilier, de l'information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultés à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le premier trimestre aura lieu le jeudi 26 février 2026, à 7 h 30 (HE). Pour la conférence en français, composez le 438 799-5050 ou le numéro sans frais 1 888 440-6444, code d'accès 1744685#; pour la conférence en anglais, composez le 647 557-5624 ou le numéro sans frais 1 888 440-4413, code d'accès 9991770#. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'au 12 mars 2026, à 23 h 59 (HE). Pour accéder à la retransmission en français, composez le 647 362-9199 ou le 1 800 770-2030, code d'accès 1744685#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 647 362-9199 ou le 1 800 770-2030, code d'accès 9991770#.

Webdiffusion audio : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du premier trimestre de la Banque CIBC aura lieu le jeudi 26 février 2026 à 7 h 30 (HE), en français et en anglais. À propos de la Banque CIBC. Une version archivée de la webdiffusion audio sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC.

Assemblée annuelle : La prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la CIBC aura lieu le 16 avril 2026.

Fonds propres réglementaires : De l'information concernant les instruments de fonds propres réglementaires et la situation des fonds propres réglementaires de la CIBC peut être consultée à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Instruments de fonds propres réglementaires.

Créances requalifiables : De l'information concernant les créances requalifiables et les instruments de capacité totale d'absorption des pertes de la CIBC peut être consultée à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Renseignements sur la dette : Créances requalifiables.

Les informations contenues dans le site Web de la CIBC, à l'adresse www.cibc.com/francais ne sont pas réputées être intégrées aux présentes.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de Paiements Canada. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à Compagnie Trust TSX (Canada), C. P. 700, succ. B, Montréal (Québec) H3B 3K3, ou envoyer un courriel à l'adresse shareholderinquiries@tmx.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec Compagnie Trust TSX (Canada) par téléphone, au 416 682-3860, au numéro sans frais 1 800 258-0499, ou par courriel à l'adresse shareholderinquiries@tmx.com.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Date	Régime d'options d'achat d'actions	Options de réinvestissement des dividendes et de dividendes en actions
3 nov. 2025	116,70 \$	
1 ^{er} déc. 2025	119,68 \$	
2 janv. 2026	124,85 \$	
28 janv. 2026		126,30 \$



Banque Canadienne Impériale de Commerce
Siège social : CIBC Square, Toronto (Ontario) M5J 0E7, Canada
www.cibc.com/francais